

VU EN ESPAGNE

la
défense
de la
République



PRIX : 5 FRANCS
NUMÉRO SPÉCIAL
SAMEDI 29 AOÛT 1937
DIRECTEUR : LUCIEN VANDER
PHOTO RE...



CARTE POLITIQUE DE L'ESPAGNE
d'après les dernières élections législatives
(FÉVRIER 1936)

CE NUMÉRO A ÉTÉ ILLUSTRÉ PAR LES PHOTOGRAPHIES DE NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX EN ESPAGNE : CAPPA, MADELEINE JACOB, MAURICE, NAMUTH, REISNER, LUCIEN VOGEL ET LES OPÉRATEURS D'ÉCLAIR-JOURNAL ET FRANCE-ACTUALITÉS DONT LE FILM PASSE EN CE MOMENT DANS LES SALLÉS PARISIENNES

La direction de VU informe ses lecteurs qu'elle continuera, dans les numéros ordinaires, à suivre les événements d'Espagne, reproduisant chaque semaine les documents les plus caractéristiques et les instantanés les plus émouvants de la guerre civile.

COPYRIGHT VU, PARIS 1936, RÉSERVÉ POUR TOUS LES ARTICLES DE CE NUMÉRO ET DANS TOUS PAYS Y COMPRIS L'U. R. S. S.

ESPAGNE

TERRE DE RÉVOLUTIONS

PAR JEAN CASSOU

avait échappé. Lénine ne s'y était pas trompé, qui avait pressenti qu'après la Russie, c'était dans la steppe espagnole que la révolution marquerait son second pas en avant. La prophétie se réalise : c'est en Espagne que la grande partie sociale, gagnée en U. R. S. S., recommence à se jouer.

Et, tout d'abord, il faut mettre de la chair et du sang sur tous les thèmes littéraires à la traine desquels il pouvait être d'autant plus agréable d'abandonner son esprit que, pendant ce temps, on se gardait les pieds dans des pantoufles. Ainsi faisait-on la part du diable. On se disait qu'il existe, au bout de l'Europe, un pays d'autant plus magnifique qu'il est inhabitable et que de cette terre nue s'exhalent des rêveries éperdues et funèbres. Et que cela est bien ainsi. Il faut à nos facultés d'exaltation de ces échappatoires. L'Espagne tragique se chargeait de ce rôle de folle du logis. Mais cette terre nue et inhabitable, les paysans de Castille la revendiquent soudainement et se la partagent pour pouvoir enfin ne plus mourir de faim. Le désespoir, le goût de la mort, les puissances spirituelles, nous découvrons aujourd'hui leurs revers : une terrible volonté de vivre.

« La prophétie de Lénine se réalise : c'est en Espagne que la grande partie sociale, gagnée en U. R. S. S., recommence à se jouer. »

POUR comprendre, en France, les événements d'Espagne, il faut se décider à rejeter définitivement au magasin d'accessoires toutes les images auxquelles se complaisait, chez nous, un âpre besoin de confort. Il était rassurant de penser que la violence, la misère, la passion pouvaient se trouver reléguées dans ce savoureux pays et rélucées, pour notre contemplation, à quelques traits pittoresques. Fût cette violence, cette misère et cette passion fussent les signes d'une réalité profonde et vivante, on se refusait à y songer. Et puis l'Espagne, c'était le pays du mysticisme, des églises et des couvents, c'était un décor. Enfin, quelle satisfaction pour la badauderie de notre public que ce pays qui possédait un roi ! Un roi sur la silhouette duquel tant d'attendrissement avait pu se concentrer, de la disparition duquel les bonnes âmes de chez nous ne parvenaient pas à se consoler ! De tout ce carton-pâte il faut faire son deuil. C'est autre chose que l'Espagne et qui, après des années de silence qui pouvaient justifier ces interprétations d'opéra-comique, fait farouchement son entrée sur la grande scène du monde et reprend une initiative historique qui, depuis le siècle d'or, lui

histoire si mal connue, en se penchant sur ce pays, non plus pour y chercher des spectacles, mais pour entendre le sens profond de ses aspirations, on comprendra un peu mieux ce qui s'y passe aujourd'hui, et, derrière le lieu commun, on découvrira la réalité organique. Et une réalité en devenir, en transformation et qui peut, qui doit se cristalliser enfin en une création neuve et originale.

Il est, en effet, facile de considérer les divisions de l'Espagne, ce chaos d'organes et d'institutions indépendantes, toutes agitées d'une énergie capricieuse et stérile, et de se dire avec une paisible jouissance qu'il en sera toujours ainsi et que le désordre est pour l'Espagne une nécessité décorative et permanente. Certains Espagnols ont eux-mêmes construit là-dessus une sorte d'idéologie qui se retrouve dans l'anarchisme. Mais il pourrait se faire que l'anarchisme se vit peu à peu réduit dans ses retranchements, ses métamorphoses et ses contradictions. Les énergies qu'il traduit pourraient s'intégrer dans une action constructive. En Russie aussi, on parlait avec lyrisme de l'impuissance désespérée du moujik, de son innocence, de son fatalisme ; et l'ascèse et la pratique marxistes, une fois mis en branle le jeu fécond des actions

et des réactions, ont transformé la fameuse Sainte Russie pour en faire un peuple de constructeurs.

Ce à quoi nous assistons aujourd'hui pourrait être la crise suprême de toutes les crises espagnoles, celle qui se résoudrait en une révolution, la Révolution espagnole. Le désordre peut cesser d'être un état de choses gratuit et arbitraire ; il peut cesser d'être un luxe. Il peut, enfin, remuer, brasser jusque dans leur intime réalité les motifs qui le suscitaient et en faire jaillir on ne sait quelle féconde nouveauté. C'est cette nouveauté inconnue qu'attendent tous les amis et tous les témoins de l'Espagne authentique, ceux qui savent quelles ressources d'énergie celle-ci recèle et que le jour où, en dépit de toutes les obscurités et de tous les gaspillages, l'Espagne se sera enfin exprimée, cette expression ne pourra se manifester que sous une forme singulière et puissante : il est une chose qu'on ne peut dénier à l'Espagne, c'est le style.

Donc les éléments désordonnés, les membres disjointes de cette Espagne future sont là. D'étroits particularismes, des provinces jalouses, une Castille qui, depuis Philippe II, s'efforce à la centralisation, une Catalogne qui, au contraire, défend sa position méditerranéenne, son commerce, son expansion et revendique une langue et une culture distinctes, profite même de ce que, chez elle, l'organisation des anarchistes a pris une importance capitale pour montrer à la Castille que jusque dans sa façon d'envisager les problèmes sociaux elle se sépare d'elle. Le grand Pi y Margall, qui fut président de la République de 1873, avait bien rêvé d'organiser toutes ces diversités en une fédération d'Etats. Son successeur à la tête du mouvement catalaniste, Brat de la Riba, avait gardé à celui-ci sa signification fédéraliste et non séparatiste. Le mot d'ordre, alors, en Catalogne, était : *Per Catalunya e l'Espanya gran*. Plus tard, on a vu le thème de la culture catalane, thème tout littéraire et sentimental, devenir une arme entre les mains des grands capitalistes barcelonais et de leur *Lliga*. A d'autres moments le catalanisme se confond avec les aspirations républicaines et sociales. Tout ceci montre à travers quelle mascarade de doctrines et d'idées les intérêts matériels cherchent à s'exprimer. Barcelone compose d'ailleurs toute une bigarrure de partis et de groupes : Esquerra, U.G.T. — C.N.T. — F.A.I. — P.S.U.C. — P.O. U.M. Mais ce qui parvient à apparaître clairement en tout ceci, c'est qu'un long exercice de la revendication nationale et particulariste a entraîné les Catalans à la lutte et que la Catalogne est animée d'un élan révolutionnaire tout spécial : elle est, en Espagne, le bastion avancé de l'esprit révolutionnaire. C'est Barcelone qui, en 1931, a proclamé la République, plusieurs heures avant Madrid. C'est Barcelone qui, depuis ce temps, a énergiquement résisté à toutes les réactions. Et, en ce mo-

LES VRAIES CAUSES DE LA GUERRE CIVILE

« UN SEUL HOMME, UNE SEULE TÊTE, A TOUT FAIT : LE GÉNÉRAL FRANCO. »



LE GÉNÉRAL FRANCO. PHOTO WIDE WORLD

LE FRONT POPULAIRE AU POUVOIR

Il est difficile de donner au monde une explication satisfaisante et complète des événements qui se déroulent à l'heure actuelle en Espagne. Communisme contre fascisme, pensent les esprits simplistes et primaires. Luttes sauvages et primitives d'un peuple aussi peu évolué politiquement que l'Albanie, disait, il y a quelques jours, un des organes de la presse de lord Rothermere, à Londres. Révolution entièrement nouvelle qui découvre des chemins inconnus à l'humanité, affirment au contraire les enthousiastes de la République espagnole. Ni l'un ni l'autre. Ni communisme, ni fascisme. Nous ne sommes ni en pleine barbarie, ni à l'avant-garde de la civilisation. La chose n'est pas si simple.

Les classes conservatrices surprises par le triomphe électoral du Front Populaire en février dernier durent céder la place à M. Azana, en abandonnant définitivement l'espoir de s'emparer subrepticement de la République. Gil Robles, qui avait dirigé la coalition des droites, sombra rapidement dans le discrédit tandis qu'apparaissait un autre personnage, de type plus nettement fasciste et dictatorial : Calvo Sotelo.

Autour de Calvo Sotelo, se groupaient bientôt tous les noyaux réactionnaires du pays, les résidus de la monarchie, les propriétaires terriens, les grands capitalistes, les jeunes idéologues conservateurs, les phalanges mimétiquement fascistes de Primo de Rivera et les officiers de l'armée, blessés et lésés par la politique militaire de Azana. Calvo Sotelo, après la défaite de Gil Robles, donna à toutes ces forces une orientation nettement subversive, lançant en plein Parlement de constants appels à la violence.

Face aux milices socialistes qui s'organisaient et s'armaient rapidement avec le dessein de devenir le bras armé de la République, par méfiance en la loyauté de l'armée à l'égard du régime, les droites espagnoles réagirent violemment par la subversion. Certains fascistes répondirent à l'organisation des milices en assassinant les officiers républicains et socialistes qui les instruisaient. Pendant les deux derniers mois, les attentats furent à l'ordre du jour. Un jour, c'était un socialiste qui était tué, le lendemain un fasciste. Le gouvernement républicain, impuissant, présidait le duel à mort entre ses alliés du Front Populaire et ses ennemis irréductibles, en se contentant d'appliquer les lois rouillées de l'appareil judiciaire et de condamner verbalement la violence sans oser en faire usage, seule façon efficace de l'interdire. La faute ou le mérite en incombent à un seul homme : Azana.

Pendant les dernières semaines, Azana a vu le développement de la violence en Espagne. Il ne l'a pas empêchée, bien que ce fut en son pouvoir. Pourquoi ? Parce qu'il a voulu rester fidèle à ses convictions et qu'il a obéi à l'aspiration caractéristique de l'intellectuel qui tend à assujétir la réalité au système idéologique élaboré primitivement, il ne s'est pas converti en dictateur. Azana

Jean CASSOU.

ment même, Barcelone, avec toute sa complexité d'humeur et même avec cette dent de l'anarchisme enfoncée dans sa chair, joue le premier rôle dans le grand drame espagnol.

Dans les provinces du nord, d'autres fières explosions de particularisme, mais ultrarévolutionnaires celles-ci et chouannes, agitent les masses, les distraient de leurs intérêts immédiats et réels : c'est le carlisme. Il a occupé la scène de tout le dix-neuvième siècle espagnol. Par contre, la revendication nationale des Basques a pu s'intégrer aux revendications sociales du Front populaire. On voit quelles complexes interférences déterminent tout ce jeu de sentiments régionaux et d'aspirations économiques. Mais ce sont à présent ces dernières qui s'expriment le plus nettement. Le geste anarchiste, si héroïque soit-il, si organiquement naturel au serf espagnol, apparaît moins nécessaire et moins fatal et, à mesure que la pratique se enseigne, les masses espagnoles s'organisent, se sentent responsables et solidaires. Le cri des mineurs des Asturies, ce cri d'orage, sourd, puis explosif : U. H. P. ! est un appel à l'union des frères prolétaires et commence à être efficacement entendu. Le désespoir se mue en action.

De même cette actuelle rébellion de l'armée, peut-être n'aura-t-elle été si violente que parce qu'elle aura marqué la liquidation du dix-neuvième siècle, tout un siècle de *pronunciamientos* et de dictatures militaires. Non seulement les provinces, en Espagne, soulignent leur autonomie, mais aussi les corps constitués, et le plus puissant de tous et le plus rétif : l'armée. On sait quels sentiments peuvent animer ces clubs d'officiers séparés de la réalité nationale et qu'aucune guerre étrangère ne menace. D'ou ces audacieux et absurdes coups de tête qui caractérisent jusqu'à la bouffonnerie, sinon la tragi-comédie, l'histoire non seulement de l'Espagne, mais de tout le monde hispanique. Ce n'est pas assez d'Espartero, de Narvaez, d'O'Donnell, de Prim, de Serrano : il a fallu encore que le vingtième siècle ajoute à cette galerie de portraits militaires la silhouette ubuesque, bien qu'assez bonhomme, de Primo de Rivera. Plus dangereux était son compère Martínez Anido, sorte d'agit sanguinaire, précurseur des Franco. Mola et autres Queipo de Llano. On se fait mal une idée, ici, de ce que c'est que les généraux espagnols. Il faut, pour les comprendre, évoquer l'aspect provincial, comprimé, ranci de la vie sociale espagnole, ces castes vivant à côté les unes des autres en s'ignorant mutuellement et, plus réduits encore et pareils à une poussière de monades, cette collection de tristes et chimériques célibataires, curés, toreros, maniaques, inventeurs, qui peuplent les romans réalistes espagnols et les pensions de famille, ces extraordinaires *casas de huéspedes* qui sont le secret de la décadence bourgeoise espagnole. Il faut évoquer ces interminables discussions de cafés, cette existence où la femme ne joue aucun rôle et où la vie s'étiole et stagne, ces steppes de vie sociale qui font que l'Espagne d'Azorin, d'Unamuno et de Pio Baroja ressemble à un tel point à la Russie de Gogol. Et surtout ces *casinos*, ces cercles de province, ces *ateneos* où les mouches bourdonnent et où s'enlise la rêverie. C'est par ces *ateneos* et contre ces *ateneos* que l'Espagne intellectuelle a pris conscience de son ennui, de son atonie, de son mal, et par conséquent de son réveil et de sa guérison. Une fois qu'ils eurent commencé de peindre ces mornes tableaux d'eux-mêmes, un furieux dégoût s'empara des écrivains espagnols. De ces *ateneos*, et du plus important d'entre eux, l'*Ateneo* de Madrid, un appel montait, un appel à la réforme, puis à la révolte. Toute l'évolution du libéralisme espagnol s'est faite dans cet illustre club de la rue du Prado, où Manuel Azana a formé sa carrière taciturne et passionnée. Et, peu à peu, de l'Espagne amère du dix-neuvième siècle sortait une nouvelle Espagne.

Des signes nombreux, d'ailleurs, annonçaient à l'observateur perspicace qu'une réalité était en voie de formation derrière ces sursauts chaotiques. Et que l'Espagne, en dépit de l'immobile masse de passé qui pesait sur elle, pouvait bien être, de tous les pays d'Occident, le plus proche de la révolution sociale. Ce peuple, si rebelle à toute organisation méthodique, de précieuses vertus, pourtant, le caractérisent, et tout d'abord un esprit naturellement démocratique et un sens inné de la dignité personnelle. Ensuite, un parfait mépris de la propriété, de l'argent, de tout ce qui n'est pas la stricte valeur de l'homme. Un sociologue du dix-neuvième siècle,

un précurseur de l'Espagne moderne, Joaquin Costa, a pu écrire un livre intitulé : *Colectivismo agrario*, où il montre quelles racines profondes le socialisme a en Espagne, comment il se trouve préfiguré dans telles lois et coutumes du moyen âge, dans les traités des Jésuites du seizième siècle et du dix-septième siècle, enfin dans certains usages rustiques. La propriété collective ne saurait étonner l'Espagne ; elle y est aussi prête que l'étaient les ressortissants du *mir* russe. Pour souligner la signification de cet ouvrage de Joaquin Costa et son actualité, je rappellerai ici que ce grand esprit, véritable prophète national, est aussi l'homme qui, un peu avant l'apparition de la fameuse génération de 98, lança le mot d'ordre : « Il faut fermer à double tour le sépulcre du Cid. » Ainsi, c'est en renonçant à son épopée historique, à la fascination de son glorieux passé, à l'adoration de ses propres fastes que l'Espagne peut renaitre de ses cendres, rentrer dans l'histoire, se retrouver digne de ce même passé et identique à elle-même.

Par cette sorte de sacrifice et de dépouillement, l'Espagne, pour mieux être elle-même, renonce aux parures superficielles dont la décoraient nos complaisances. Une de ces parures était la religion. L'Espagne religieuse, c'est encore un de ces traits qui nous chatouillaient agréablement et contre qui protestent tant d'églises brûlées. Il faut imaginer à présent une autre Espagne, nullement infidèle, d'ailleurs, à ses grands mystiques d'autrefois, figures extrêmes d'une religiosité qui s'est elle-même consumée et anéantie. Cette Espagne méconnue serait une Espagne passionnément laïque et que représenterait une tradition allant de Joaquin Costa à Manuel Azana, en passant par le créateur de l'esprit universitaire moderne, Giner de los Rios. Il faut concevoir aussi la haine qu'a pu s'acquiescer, en Espagne, l'Église, cet autre corps autonome, non moins avide et turbulent que l'armée. Il faut comprendre comment ce que nous avons appelé le geste anarchiste, ce geste si violent, si spontané et si total qu'il est souvent sans lendemain, se tourne tout de suite contre les églises. Et non pas contre les banques, ainsi que notre logique l'estimerait naturel. Mais ce n'est pas de logique qu'il s'agit ici, mais d'un mouvement obscur et surgi des profondeurs. Au reste, qui voudra apprendre des choses là-dessus, qu'il consulte les imageries du plus populaire et du plus Espagnol des Espagnols : Goya. Et non pas pour chercher du pittoresque et de l'exaltant. Mais pour sentir les réactions spontanées de l'âme espagnole contre les castes, les grands, les moines, les princes, les maîtres, les envahisseurs, les proxénètes, les fantômes, les sorcières et les cauchemars : tout ce qui est pour Goya ce qu'était l'Infâme pour Voltaire. Ce contre quoi l'Espagne se débattait. Ce qu'elle cherche à présent à abattre.

A ces ennemis un autre s'ajoute, le plus précis, le plus concret, le plus terrible de tous : la faim. C'est, pour l'Espagne, une vieille connaissance, mais elle ne l'avait pas encore dénoncée avec toute la force nécessaire. Un complot du fascisme international avait tenté de rendre toute leur vigueur à ces tyrans et à ces spectres. Mais l'Espagne nouvelle était en mouvement, le prolétariat était enfin parvenu à la claire conscience de la situation. Un dernier effort de la réaction, après octobre, avait failli l'emporter. On avait vu revenir, sous la forme de l'affairisme et du caciquat à la Lerroux, toutes les puissantes vieilleries du dix-neuvième siècle, coalisées avec les violences juvéniles du fascisme du vingtième siècle. Manuel Azana, dans un de ses discours décisifs qui préparèrent les élections du Front populaire, avait dénoncé le monstrueux alliage de ces deux termes : « orgiatique, le premier ; cynique et provocant, le second ». L'assiette au beurre et l'huile de ricin. Le Front populaire semblait en avoir fini avec le premier terme et avoir fait reculer le second, le champ était libre pour la réforme agraire et la formation d'un ordre nouveau, lorsque le meurtre provoqué de Calvo Sotelo précipita l'explosion du complot militaire. Le vieux procédé typiquement espagnol du *pronunciamiento* était utilisé, avec une adresse extraordinaire et même une connaissance remarquable des fatalités proprement ibériques, par les puissances internationales fascistes. Mais un jour vient où les fatalités elles-mêmes ne sont plus d'aucun usage et où le génie créateur du peuple l'emporte. Notre foi en l'Espagne voudrait espérer que ce jour, pour elle, est proche.

Il est le général le plus jeune de l'armée espagnole, le plus prestigieux, le plus intelligent. Ces dons stratégiques indéniables ont presque réussi à imposer ce fait monstrueux qu'un pays de vingt-cinq millions d'habitants soit courbé sous la volonté tyrannique de quelques milliers d'hommes décidés à ériger en loi, leur caprice, leur ressentiment et leur incapacité à comprendre les problèmes politiques, économiques et sociaux de l'heure présente. Le coup asséné à la République par le général Franco était si bien calculé et si audacieux qu'il a pu détourner le cours de l'histoire. Franco avait couvert la carte militaire de l'Espagne de ses féaux et, à un moment donné, il désarma et immobilisa ceux qui gouvernaient la République.

La manœuvre était impeccable. Maître de l'armée d'Afrique, il avait su imposer deux fronts de combat à la République, appuyés, l'un au nord sur l'irréductible traditionalisme navarrais, l'autre au sud sur le fascisme naissant des « senoritos » andalous. Ces deux foyers d'insurrection populaire devaient se propager le long de la frontière portugaise avec l'aide de la dictature du pays voisin et de l'émigration monarchique. Quelques compagnies de troupes coloniales prenant Cadix et Malaga par surprise suffisaient à mettre l'insurrection en marche. En même temps que se produisaient ces mouvements stratégiques des seules masses civiles sur lesquelles le général Franco comptait, les centres militaires devaient être presque automatiquement paralysés grâce à la complicité de l'U.M.E. (Union Militaire Espagnole), c'est-à-dire le corps des officiers de l'armée qui, par esprit de classe, s'était engagé à s'opposer par les armes à ce que l'Espagne soit un pays gouverné selon une idéologie de gauche. Quoi qu'on puisse dire sur les forces qui ont vraiment pris une part active à la rébellion, et bien qu'on parle et non sans raison des forces conservatrices du capitalisme, de la religion, et de la bourgeoisie, ce qui est vrai, ce qui correspond à la réalité, c'est que toutes ces forces n'ont fait qu'appuyer prudemment le mouvement militaire, qu'elles l'ont considéré avec sympathie, qu'elles lui ont fourni de l'argent et quelques rares combattants. La rébellion a été presque exclusivement militaire. Le corps des officiers a cru qu'il était possible de décider du sort de l'Espagne, malgré elle.

LA SURPRISE DE LA REACTION POPULAIRE

Mais le peuple comptait encore. Les officiers de la U.M.E. et les organisations qui les secondaient le dédaignèrent et lorsqu'ils se crurent maîtres de l'armature militaire du pays, ils découvrirent que cela ne suffisait pas. Tout était tombé entre leurs mains, sauf la population. Le gouvernement républicain qu'ils avaient désarmé, comptait au contraire sur le peuple. Quel était l'apport de cette aide populaire dans le combat ? Faible. Quelques milliers de jeunes gens armés de revolvers dans les villes, une masse rurale armée de faux et de fusils de chasse.

Le peuple, toutefois, a, du point de vue stratégique, une importance plus grande que celle que les militaires veulent bien lui accorder. Contre toute prévision, contre toute la science militaire des officiers espagnols, le peuple triomphe, malgré ses fusils de chasse et son manque d'organisation. Comment est-ce possible ? La force armée ne suffirait-elle plus ? La leçon devient sévère. Le mouvement des officiers ne se soutient plus que dans les endroits où il peut compter sur l'appui populaire, même partiel, c'est-à-dire en Navarre où il existe un indéniable courant traditionaliste, et dans les capitales andalouse ou castillane, là où les éléments fascistes lui ont donné un certain sens idéologique ou politique. Là où de tels appuis n'existaient pas, les officiers de la U.M.E., enfermés dans leurs casernes, succombent ou succomberont devant le siège d'une masse amorphe et presque désarmée.

On ne peut pas dire que le pays se soit coupé

PAR MANUEL CHAVES NOGALES
DIRECTEUR DU GRAND JOURNAL MADRILÈNE
" AHORA "

en deux — d'un côté la droite, de l'autre la gauche. Ce n'est pas à proprement parler une guerre civile. La moitié de l'Espagne ne lutte pas contre l'autre moitié, mais bien contre la force armée de la nation qui a trahi le pouvoir constitué.

Les rebelles seront fatalement vaincus. Plus leur résistance sera forte, plus la victoire du peuple sera complète et définitive. Dans vingt ans, aucune voix ne s'élèvera pour défendre ce que prétendent aujourd'hui défendre les insurgés. Cette entreprise va transformer l'Espagne en un pays unilatéral où seul un gouvernement à tendance nettement républicaine sera possible. L'avenir ? A mon avis, un gouvernement de gauche démocratique et parlementaire, mais soutenu à la base par la force du prolétariat ayant triomphé par les armes, de l'insurrection.

Le problème le plus grave qui se pose est celui de la solidité de cette assise prolétarienne, sur laquelle devront s'appuyer les futurs gouvernements républicains. Pour vaincre les rebelles, il a fallu armer le peuple. Comment pourra-t-on ensuite le désarmer ? Une seule solution est possible. Il faut convertir les milices ouvrières en armées régulières, en armées de la République. Elles se substitueraient à l'armée qui s'obstina dans la voie monarchique.

Après la période de l'union sacrée se produira naturellement la discrimination des forces politiques qui ont coopéré au triomphe. Les positions des partis se reformeront à l'intérieur du système politique qui régnera l'Espagne. Les simplistes n'entrevoient qu'une seule possibilité : le communisme. Lorsque les forces de réaction d'un pays succombent devant le libéralisme, on agit invariablement le spectre horifique d'un bolchevisme à la 1917, auquel il n'est plus permis de croire, dix-huit ans après la prise du pouvoir par Lénine. Ceux qui se couvrent la face en pensant au désordre qui suivrait un régime communiste en Espagne oublient qu'il est difficile d'imaginer un désordre plus grand que celui dont elle souffre à l'heure actuelle. Il semble que l'Espagne ait atteint ces jours-ci le point maximum de sa marée révolutionnaire et qu'à partir d'aujourd'hui le mouvement de contraction du peuple espagnol permettra que s'installent au pouvoir des gouvernements dotés d'une force et d'une marge de confiance telles qu'il soit possible enfin au citoyen espagnol de mener une vie civilisée.

DEPUIS CENT VINGT ANS...

DEPUIS plus d'un siècle, la malheureuse Espagne qui a subi une vingtaine de révolutions et de guerres civiles est par excellence le pays des luttes fratricides. On s'y est battu furieusement pour ou contre la monarchie, le carlisme, la dictature ou la république. Trop souvent ce furent de véritables campagnes militaires conduites par des généraux et des officiers de carrière. Mais souvent aussi ce furent de simples émeutes, des prononciamientos plus ou moins avortés, mais toujours réprimés dans des flots de sang. Vu reproduit ici quelques documents rétrospectifs qui symbolisent les plus sanglantes convulsions révolutionnaires qui aboutirent le 14 avril 1931, à l'abdication du dernier roi d'Espagne.



LES FRANÇAIS AIDENT FERDINAND VII CONTRE LES RÉPUBLICAINS (1823).
Pour libérer Ferdinand VII, des « brigands républicains » qui soulevés contre le pouvoir royal réclamaient la Constitution ou la mort, le duc d'Angoulême, avec des soldats français, enlève les hauteurs du Trocadéro et peu s'en fallut que pour cette intervention on consacra l'Arc de Triomphe à cette victoire.



LES ORIGINES DU CARLISME (1833).
Sans héritier mâle, le roi Ferdinand VII laisse sa couronne à sa fille Isabelle II. Son frère don Carlos réclama ses droits, les armes à la main.

LES ESPAGNOLS S'ENTRETUENT...



POUR DON CARLOS (DÉCEMBRE 1875).
Les partisans du duc de Madrid se font tuer dans la redoute de Gavarrte par les miquelets royaux. Don Carlos rentre en Espagne, après l'abdication d'Amédée de Savoie.



LES CARLISTES SONT VAINCUS (18 FÉVRIER 1876).
Sous les ordres du général Primo de Rivera, le père du futur dictateur, l'armée royale enlève près d'Estella, la redoute de Montejurra, quartier général de don Carlos, pendant qu'à Pena Plata, le maréchal Martínez Campos, réduisait l'autre camp retranché des Carlites.



DON CARLOS SE RÉFUGIE EN FRANCE (FÉVRIER 1876).
Définitivement vaincu par les troupes d'Alphonse XII, le prétendant légitimiste, avec 13.000 bérêts rouges, passa la frontière française et se réfugia à Orthez avant de partir pour l'exil.



SEDITION MILITAIRE A MADRID (19 SEPTEMBRE 1886).
Le roi Alphonse XII est mort. A Madrid, le général Villacampa se révolte contre la reine régente et se retranche avec des soldats mutinés dans la caserne des Docks. Le colonel de Mirasol et le général Velarde, chef de la division de Madrid, sont tués.



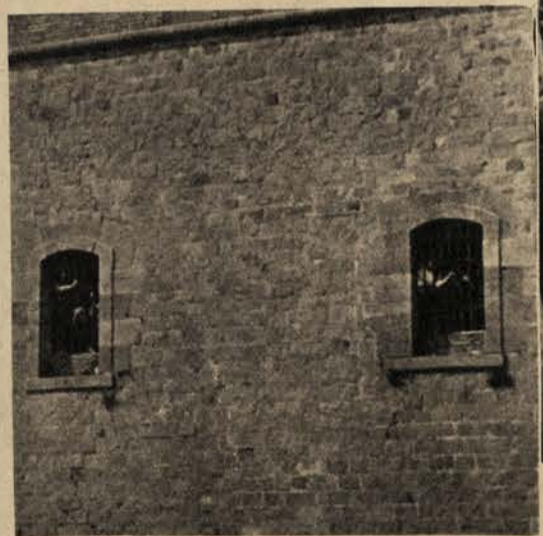
LES SOLDATS DE MADRID RÉVOLTES SONT VAINCUS (SEPT. 1886).
La sédition militaire de Madrid et le prononciamiento de Saragosse ont échoué. A l'entrée du village de Mirata de Tajuna, les Hussards de la Princesse achèvent la déroute des insurgés.



LA FIN D'UNE SÉDITION MILITAIRE (SEPTEMBRE 1886).
Vaincu, le général Villacampa, l'auteur responsable du soulèvement contre la couronne d'Espagne est arrêté et ramené à Madrid par les cavaliers de la reine régente.



POUR TUER ALPHONSE XIII (31 MAI 1906).
A Madrid, où le mariage d'Alphonse XIII avec la princesse Ena Victoria de Battenberg vient d'être célébré, l'anarchiste Matteo Morral lance une bombe au passage du carrosse nuptial, dans la Calle Mayor, tuant vingt-six personnes et en blessant une centaine.



LES RÉPUBLICAINS DE BARCELONE MOMENTANÉMENT RÉDUITS (6 AOUT 1909).
Pour protester contre l'expédition marocaine de Melilla, les Sociétés de Résistance de Barcelone déclenchèrent une grève générale, le 26 juillet 1909. Mais le mouvement fut aussitôt réprimé et les vaincus, par centaines, furent emprisonnés dans la vieille forteresse de Montjuich.



FRANCISCO FERRER FUSILLÉ A MONTJUICH (13 OCTOBRE 1909).
Condamné à mort comme étant le fondateur du mouvement révolutionnaire de juillet à Barcelone, l'écrivain journaliste Francisco Ferrer est fusillé dans les fossés de Montjuich où on l'a conduit les menottes aux mains. Les Républicains espagnols n'ont jamais pardonné à Alphonse XIII d'avoir laissé ce crime s'accomplir.



PARIS PROTESTE CONTRE LE SUPPLICE DE FERRER (17 OCTOBRE 1909).
A Paris, où déjà la sympathie était acquise aux républicains espagnols, l'exécution de Francisco Ferrer provoque l'indignation générale. Plus de cent mille personnes vinrent protester devant l'ambassade d'Espagne, boulevard de Courcelles où se produisirent de violentes bagarres.



LE COUP D'ÉTAT DE PRIMO DE RIVERA (15 SEPTEMBRE 1923).
Dans les rues de Madrid, un héraut d'armes à cheval proclame l'état de siège et la constitution d'un directoire militaire, qui durant sept ans va permettre au général Primo de Rivera, marquis d'Estella, de gouverner l'Espagne en véritable dictateur.



LA ROYAUTE ESPAGNOLE N'EST PLUS (14 AVRIL 1931).
Le roi Alphonse XIII a signé son abdication. A Madrid, partout, les statues des rois Bourbons sont renversées. La République espagnole est proclamée.



AUX ARMES, CITOYENS !

PHOTO REISNER

LA GAUCHE RÉPUBLICAINE

PAR LOUIS PARROT

« L'histoire des partis de gauche se confond avec celle de la République. »

Le vieux parti radical dont l'ambition avait été jadis de représenter au Parlement les idées les plus « avancées » avait vu son rôle considérablement diminué pendant ce Directoire militaire, sous lequel la République de M. Lerroix ne fut jamais plus belle. Le chef s'efforçait de ne point laisser oublier une opposition timide et d'ailleurs discréditée auprès de beaucoup de républicains mêmes. Les mots d'ordre qui causaient autrefois de vives inquiétudes dans les milieux conservateurs, étaient, en 1930, devenus les leurs. La signature de M. Lerroix se retrouve cependant, jointe à celle de M. d'Alcala Zamora, politicien du vieux régime, à côté du nom de ces hommes nouveaux qui, dans une déclaration restée célèbre, annoncèrent la chute de la monarchie, quelques mois avant qu'elle ne se produise.

La prise du pouvoir par des hommes venus, à peu près tous, des milieux radicaux et réformistes, pouvait faire espérer un rajeunissement du radicalisme espagnol. Il n'en fut rien ; au contraire. Alors qu'un régime autoritaire lui eût assuré une fin d'existence calme et sans histoire, les premières difficultés auxquelles se heurta l'établissement de la démocratie firent hâter sa désagrégation. Le ministère Azana, que les radicaux avaient tout d'abord soutenu, se vit en 1933 privé de leurs votes. La droite reparut au pouvoir et se méfia de ces alliés suspects ; la C.E.D.A. s'efforça de les évincer ou de se les adjoindre.

On peut considérer les répressions d'octobre 1934 comme un des derniers actes gouvernementaux auxquels collaborèrent les radicaux, dans la personne de leur chef qui consacra ses derniers efforts au rétablissement d'un « ordre public » qu'il avait violemment combattu autrefois. De gros scandales, une histoire de pots-de-vin, le « Straperlo » dont s'empara la caricature, enfin le triomphe du Front Populaire aidèrent à faire disparaître de la carte des partis ce groupe d'anciens révolutionnaires que les hasards de la fortune politique avaient changés en « républicains de droite ».

En 1930, sous la pression d'événements qui faisaient prévoir des changements prochains, une scission se produisit dans le parti radical et le parti radical-socialiste fut constitué. Il groupait les éléments jeunes du parti radical et les impatients. Ses principaux artisans furent Marcelino Domingo à qui devait être confié le portefeuille de l'Instruction publique, puis celui de l'Agriculture pendant les Cortès constituantes, et le juriste Alvaro de Albornoz. On compte parmi ses principaux membres M. Botella Asensi et M. Gordon Ordas, actuellement ambassadeur au Mexique. Presque en même temps que se constituait le parti radical-socialiste, se formait, sous l'impulsion de M. Azana, le groupe d'Action républicaine, qui devait devenir peu après un parti très actif dont l'influence fut décisive en avril 1931. M. Giral, l'actuel président du Conseil, en était alors un des membres les plus écoutés.

L'histoire des partis de gauche se confond avec celle de la République. Dès juin 1931, ces deux partis, Action républicaine et Radical-Socialiste, réalisèrent, avec l'appui des radicaux, du parti socialiste, des autres groupes républicains, parmi lesquels l'Esquerra de Catalogne, dans laquelle figurait M. Luis Companys, et de divers députés de Galice (La O.R.G.A., dirigée alors par M. Casares Quiroga), une très forte majorité parlementaire à laquelle venaient s'adjoindre quelques personnalités aux opinions modérées, mais républicaines, telles que M. Sanchez Roman.

On a vu que cette majorité fut désunie par suite de l'attitude des radicaux et du retour à ce que M. Alexandre Lerroix appelait alors sa « liberté d'action ».

Après les élections de 1933, les partis républicains de gauche se reformèrent de la façon suivante :

1° La majorité du parti radical-socialiste, l'Action républicaine et quelques députés groupés autour de M. Casares Quiroga qui avait été ministre de la Marine dans le premier cabinet et devint président du Conseil après l'élection de M. Azana à la Présidence de la République, constituèrent le bloc d'*Izquierda Republicana* (Gauche républicaine). Son chef, Azana, fut sérieusement inquiété en octobre 1934. Traqué dès le début des représailles, la plupart emprisonnés comme de nombreux députés socialistes et communistes, les membres de l'*Izquierda Republicana* retrouvaient peu à peu la confiance de l'opinion. M. Azana parvenait à réunir au meeting de Colmillas, « aux portes du pouvoir », un auditoire de 350.000 partisans qui devaient lui assurer son triomphe à Madrid, le 16 février 1936.

2° La plupart des modérés, jusque là désunis, se groupaient en un Parti National Républicain dont Sanchez Roman, avocat-conseil de la République, comme on se plaît à l'appeler, prenait la direction.

3° Enfin, l'ancien lieutenant de M. Lerroix, M. Martinez Barrio à qui le parti radical avait confié le Ministère des Postes dans le premier cabinet de 1931, se séparait de son parti et formait l'Union Républicaine dont il est encore le chef aujourd'hui.

Ces trois partis, divisés souvent pour de simples questions de tactique, trouvèrent en M. de Albornoz un habile politicien qui réussit à les rapprocher dans le bloc de gauche républicaine, peu avant les dernières élections. M. de Albornoz, l'un des plus ardents organisateurs de la révolution de



M. de Albornoz,
ambassadeur d'Espagne à Paris.

1931, a occupé depuis cette date, entre autres charges, celle de ministre de la Justice. C'est à lui que l'on doit la loi sur les congrégations et celles sur le divorce. Nommé président du Tribunal de Garanties constitutionnelles en 1933, il démissionnait de ce poste en octobre 1934 et, dès lors, consacrait ses efforts à la formation du Front Populaire. Il est aujourd'hui ambassadeur d'Espagne à Paris.

Le président Azana disait ces jours-ci à Elie Faure qu'il était là pour faire aboutir une *République Démocratique* et qu'il était décidé à la défendre avec plus d'ardeur et de fermeté que jamais.

Il n'est personne, parmi la gauche républicaine, qui puisse tenir un autre langage.

L. P.

Socialistes

Le danger commun a
réalisé l'unité du parti
socialiste. Défenseur
de la démocratie, il en
sera le continuateur.

L'ENFANCE de Pablo Iglesias, ouvrier typographe, fondateur du parti socialiste espagnol, est semblable à celle des dirigeants de la Commune ; il a 21 ans en 1871 ; il a lu toute la littérature socialiste, il correspond avec les chefs des partis de gauche à l'étranger. Son rêve est de constituer à Madrid un foyer d'activité révolutionnaire, d'organiser le prolétariat espagnol et de lui donner un grand parti. Avec des moyens extrêmement réduits, il fonde en 1885 le Parti Socialiste et adhère à la II^e Internationale. La U.G.T. sera son organisation syndicale.

Le parti a acquis, en 1898, une assez grande importance pour se faire craindre par le gouvernement. Cette date funeste dans l'histoire marque la disparition de l'Espagne, en tant que puissance coloniale. Cuba, les Philippines lui sont arrachés. Mais bien avant, Iglesias et les siens avaient préconisé d'accorder aux colonies un régime plus indépendant, sous peine de les perdre. La réalisation de cette menace lui valut l'hostilité grandissante des conservateurs et des libéraux qui se partageaient alternativement le pouvoir.

L'activité du parti s'amplifie. Il connaît une longue période relativement calme, que viennent troubler cependant deux grandes grèves, et des tentatives révolutionnaires comme celles de la « Semaine tragique » de Barcelone (1909), à laquelle il prit une faible part. Il faut attendre 1917 pour que le parti socialiste entre vraiment dans le jeu et fasse figure de grand parti révolutionnaire.

On croit, bien à tort, que la guerre améliora le sort du prolétariat espagnol. Au contraire. La misère des classes pauvres, des paysans et des ouvriers était devenue tragique ; on commençait à parler des « foules affamées » d'Andalousie et d'Estrémadure. Alors que les capitalistes espagnols collaboraient activement à la défense nationale de chaque belligérant, le peuple travaillait jusqu'à l'épuisement à l'enrichissement de ses maîtres. Ceux-ci se trouvaient un instant surpris lorsqu'éclata en 1917 la grève générale révolutionnaire qu'ils réussirent à briser après de sanglantes répressions, notamment à Vallecas, en Asturies, à Bilbao. Parmi les noms des membres du comité de grève, nous retrouvons ceux de Largo Caballero, Marcelino Domingo, Saborit, Besteiro. Ils furent condamnés aux travaux forcés à perpétuité, mais les élections de 1918 les libérèrent pour les porter aux Cortès.

Le Parti Socialiste fut alors représenté au Parlement par huit députés.

Il devait peu après traverser une crise grave. Ce fut l'époque de la scission communiste. Les

revers des armées nationales en Afrique avaient accru l'inquiétude générale. Le Parti Socialiste avait retrouvé son autorité ; il protesta, organisa de nombreux meetings, se montra hostile à la poursuite des opérations. Le coup d'Etat de septembre 1923 vint suspendre la Constitution et donna le pouvoir au dictateur Primo de Rivera.

L'attitude du Parti Socialiste, durant tout le Dictatoire, fut résolument opportuniste. La dictature fit maintes avances aux dirigeants et leur offrit une collaboration — acceptée quelquefois — mais elle ne toucha pas à l'organisation elle-même du Parti. Le régime de restrictions n'empêcha pas les Maisons du Peuple de se multiplier, le nombre des adhérents de s'étendre. Le parti gagna en influence ; il se rallia une grande partie des républicains et des réformistes.

Vers la fin de la dictature de Primo de Rivera, en 1929, il comptait 20.000 adhérents et la U.G.T. près d'un million.

Le régime dictatorial entre alors dans son agonie et, croyant s'assurer l'appui de l'opposition, rétablit les « libertés suspendues ». Des mouvements populaires éclatèrent de tous côtés, grèves révolutionnaires, violentes campagnes de presse contre la monarchie. A Jaca, deux officiers républicains, Hernandez et Galan, s'insurgent ; ils sont fusillés. En décembre 1930, les chefs socialistes signent avec les chefs des autres partis de gauche le fameux manifeste qui annonçait l'avènement prochain de la République.

Dans les Cortès constituantes, le Parti Socialiste est pour la première fois représenté au gouvernement, avec trois ministres. Ils font voter de grandes réformes et des lois relatives à la liberté des cultes, à l'enseignement, à la protection de l'enfance, aux statuts des travailleurs agricoles. Mais la désunion ne tarde pas à naître dans les partis de gauche ; les radicaux font échec au gouvernement Azana. D'ailleurs, les lois sociales, mal appliquées par l'hostilité des « caciques » ou la timidité des dirigeants réformistes, inquiétés par le profond changement qu'elles apportent, ne font rien pour adoucir la misère du peuple. Les gouvernements se succèdent et les Cortès sont dissoutes.

La désunion des partis de gauche donnait l'avantage à la droite qui, dès l'ouverture de la nouvelle Chambre, s'empressa d'annuler toute l'œuvre de la Constituante. Le nouveau gouvernement, radical indéfini, très faible, chercha à s'imposer par la terreur ; il se rendit seulement ridicule aux droites elles-mêmes qui s'approprièrent à prendre le pouvoir violemment. Le parti socialiste décida de recourir à la grève générale. On sait dans quelles circons-

tances se déclara la révolution des Asturies et par quels moyens elle fut écrasée. On connaît l'histoire de ces représailles. Le Parti Socialiste qui avait assumé la responsabilité de la révolution comptait à lui seul 6.000 morts. Ses chefs étaient emprisonnés, les libertés annulées. Gil Robles, le chef de la C.E.D.A., s'installait au ministère de la Guerre.

A partir d'octobre 1934, des divergences se firent sentir dans le parti. Depuis la venue au pouvoir du Front Populaire, elles se sont atténuées ; il se pourrait qu'elles renaissent un jour et donnent lieu à des modifications internes, sans aucune répercussion d'ailleurs sur la vitalité du parti. Peu avant le 18 juillet, date à partir de laquelle toutes les difficultés sont disparues et où l'unité s'est complètement réalisée, le parti était soumis aux influences de groupes importants, et parfois opposés, sur quelques points de tactique tout au moins.

1° Les partisans de Largo Caballero constituent l'aile gauche du parti et tendent à lui donner une orientation nettement révolutionnaire. Leur journal est *Claridad*. Le groupe de Largo Caballero, que ses adversaires ont surnommé le « Lénine espagnol », exerce une très forte pression sur l'extrême gauche et bénéficie de très grandes sympathies dans le parti communiste ;

2° Les partisans de Indalecio Prieto veulent, avant tout, conserver la tradition du parti et ne point se hasarder à abandonner la ligne qu'il a suivie jusqu'ici. Cette modération ne fut pas sans provoquer certaines critiques qui devaient être discutées dans un congrès que les événements actuels ont empêché. A ce groupe appartiennent Fernando de los Rios, dont le passage au ministère de l'Instruction publique a marqué de bienfaits progrès dans le domaine culturel, M. Jimenez de Asua, professeur à l'Université de Madrid et président de la Chambre, M. Gonzalez Pena, actuellement à la tête des milices asturiennes.

Enfin, quelques personnalités isolées, sont restées en dehors de ces débats internes, telles que M. Besteiro, ancien président de la Chambre sous la Constituante, qui jouit d'un prestige personnel considérable.

Il est actuellement prématuré d'imaginer dans quel sens ces tendances se dirigeront plus tard. Le danger commun a réalisé l'unité du parti socialiste tout entier, et ce n'est pas sans raison que M. Prieto écrivait récemment qu'il « devait être le défenseur de la démocratie puisqu'il devait en être un jour le continuateur ».

L. P.

les communistes

“ LE PARTI
COMMUNISTE
ESPAGNOL
NE JOUE
AUCUN

DOUBLE JEU : IL FAIT LA GUERRE
POUR LA RÉPUBLIQUE. IL N'EST
QUESTION DE RIEN D'AUTRE ”.

PAR PAUL NIZAN

EN 1931, lorsque la République du 14 avril s'installa, le parti communiste espagnol n'était presque rien : en 1936, à l'heure où cette République livre son combat décisif contre les monarchistes et les fascistes, le parti communiste est devenu un parti de 150.000 membres, dont le sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Osario Tafall, me disait, il y a huit jours :

« Les communistes sont les meilleures têtes politiques... »

Il a fallu de longs et de patients efforts, le redressement de bien des jugements faux, une approche et une prise de la réalité espagnole. Le communisme, en Espagne, avait des ennemis naturels : il les avait dans l'excès même de la misère, l'inculture, dans tout ce qui favorisait l'utopie violente des anarchistes, il les avait dans les puissantes traditions syndicalistes qui dominaient en Catalogne, en Andalousie, dans le Levant, depuis ce fameux Congrès de Cordoue où les bakouninistes revenus du Congrès de La Haye l'emportèrent sur les marxistes. Une longue histoire rend bien des Espagnols plus sensibles à une attitude du tout ou rien qui ne laisse de choix qu'entre la mort et la victoire, qu'à la construction méthodique des partis communistes. Avant un difficile effort d'explication, il semblait presque inconcevable qu'on pût utiliser une nouvelle forme d'Etat pour le bien du peuple : l'Etat, tout Etat apparaît toujours à l'homme espagnol comme l'instrument de l'oppression. Le communisme se heurtait, ailleurs, au socialisme, fortement lié, comme en Angleterre, à un mouvement syndical ; en dehors de la Catalogne anarcho-syndicaliste, les centres industriels de l'Espagne, Asturies, Biscaye, Madrid, étaient contrôlés par l'U. G. T. ; il faut se représenter, par exemple, les Asturies avant l'insurrection d'octobre 1934 comme le fief classique du socialisme réformiste...

A la veille d'octobre 1934, le parti entraînait dans les alliances ouvrières et paysannes. Quelques jours après, en réponse à l'entrée de Gil Robles dans le ministère, le mouvement d'octobre éclatait en Catalogne, à Madrid et dans les Asturies. Ses conséquences politiques furent considérables : octobre fut l'origine de l'unité ouvrière en Espagne et toute la suite des événements se déroula sous l'influence d'octobre.

Les communistes, au lendemain d'octobre, dans les conditions de demi-illégalité ou même d'illégalité complète, où ils étaient contraints de travailler, mirent l'accent sur la politique d'unité. Des résultats furent obtenus sur le plan syndical et sur le plan politique : il existait une centrale syndicale influencée par les communistes, la C. G. T. U. Sa fusion fut décidée avec l'U. G. T. Dans les localités où la C. N. T. représentait la puissance syndicale dominante, toutes les syndicats de la C. G. T. U. s'y rattachèrent. L'idée essentielle étant qu'il fallait aller là où se trouvait la majorité organisée de la classe ouvrière : le point est important et peu connu en France. Il signifie, notamment, que, contrairement à ce qu'on croit généralement, la C. N. T. n'est pas partout exclusivement anarchiste ; il y a des syndicats, des unions locales de la C. N. T. (c'est, par exemple, le cas dans les

Asturies, en Andalousie), où les communistes ont les postes de direction. Il en est de même, pour l'U. G. T., à Tolède, Avila, Séville, Zamora, Saragosse, Orense, Almeria, Ségovie, Vigo et aux Canaries.

Sur le plan politique, malgré quelques résistances de chefs réformistes, la fusion se réalisa entre les jeunesses socialistes et les jeunesses communistes : l'unité organique fut un fait accompli après le huitième Congrès de l'Internationale communiste des jeunes et l'organisation unique des jeunesses espagnoles, à la veille du coup de force fasciste de juillet, comptait plus de 150.000 membres.

Lorsque les Cortès de 1933 furent dissoutes et que le ministère Portela Valladares procéda à de nouvelles élections, le parti communiste défendait la formule du Front populaire, c'est-à-dire l'union des forces prolétariennes et de la petite bourgeoisie. Il y eut, à la vérité, quelques difficultés à surmonter du côté des socialistes de gauche, qui allaient jusqu'à nier qu'il existât en Espagne une petite bourgeoisie ; il est bien vrai que la petite bourgeoisie urbaine est infiniment plus réduite qu'en France, la Catalogne mise à part, mais la paysannerie ne pouvait être laissée de côté dans un pays où la majorité de la population vit encore de l'agriculture. On arriva donc à la conclusion d'une alliance qui groupait les communistes, les socialistes, les partis républicains de gauche, gauche républicaine d'Azana, union républicaine nationale de Martinez Barrio, gauche catalane de Companys, républicains de Galice de Casares Quiroga, gauche valencienne et quelques petits groupements. Le programme fut limité par les résistances des partis de gauche, mais on eut une formation qui alla à la lutte électorale au milieu d'un grand mouvement populaire. Les communistes avaient joué un rôle essentiel dans la constitution de « Bloque popular ». Pour manifester leur volonté d'unité, ils consentirent à accepter d'être représentés sur les listes communes par un nombre de candidats très inférieur à celui auquel leur influence croissante leur aurait permis de prétendre : aux élections, ils eurent 16 députés.

Après le 16 février, le parti communiste progressa à grands pas : le 16 février, il avait, Catalogne et Pays basque compris, 19.000 membres ; le 10 mai, 76.000 ; au début de juin, 85.000.

Aux Cortès de février, le groupe parlementaire communiste, que dirige Vicente Uribe, soutint inconditionnellement le gouvernement Azana, puis, après l'élection de M. Azana à la présidence de la République, le cabinet Casares Quiroga. Il fallut parfois résister aux impatiences de la gauche socialiste de Caballero qui aurait pu amener une rupture du Front populaire : cette gauche socialiste estimait que l'heure était venue d'un gouvernement ouvrier, elle n'avait pas accepté absolument de plein gré l'alliance avec la petite bourgeoisie démocratique.

De février à juillet, les difficultés ne cessèrent pas devant le gouvernement issu des élections de février : l'extrémisme anarchiste, les violences fascistes des hommes de la Phalange espagnole et de la Jeunesse d'action populaire, le sabotage méthodique des lois républicaines par le patronat des villes et les grands propriétaires ruraux, les efforts

répétés des partis d'opposition de droite, de Gil Robles, de Calvo Sotelo, de Goicoechea pour amener la rupture de la majorité parlementaire, la trahison continue à laquelle se livraient des fonctionnaires monarchistes ou cedistes dans toutes les administrations de l'Etat multipliaient les obstacles. Dans toute cette période, les communistes, aux Cortès et dans le pays, firent tout pour le maintien du Front populaire.

Cependant, dans le pays, un travail considérable se faisait, dans les villes, sur le plan de l'action et de l'unité syndicales ; dans les campagnes, sur le plan de l'action paysanne. Le second point est capital : on ne saurait saisir la politique espagnole sans une vue des rapports du communisme et des paysans. On vit, en France, sur l'idée que la paysannerie espagnole est fermée au communisme ; l'idée est complètement fautive. Il faut se rendre compte, au contraire, que la paysannerie est, en Espagne, l'une des puissances du communisme.

Plus d'un facteur joue ici. L'économie rejoint la tradition.

Le problème qui domine l'Espagne est celui de la terre et de sa conquête. A part certaines régions de petite propriété paysanne, l'Espagne est un pays où la condition terrienne est demeurée féodale ; les paysans demandent donc :

« Que te dé a comer la Republica ? — Que t'a donné à manger la République ? »

Voilà le problème. L'économie rurale espagnole n'est nullement homogène et l'idée qu'elle est partout commandée par la grande propriété est beaucoup plus simple que sa réalité. Plusieurs types d'économie paysanne coexistent : à côté des journaliers des grandes terres d'Aragon, de Castille, de Navarre, il y a les « yunteros » d'Estrémadure, les « foros » de Galice, de Léon, des Asturies, les « rabassaires » de Catalogne. Le trait commun de ces économies est la misère : les contrats de mainmorte catalans, les tributs écrasants que les « foros » payent aux propriétaires, les parcelles trop réduites des petits propriétaires de Palencia ou de Guadalajara, le chômage presque universel des journaliers, « latifundia » d'Estrémadure et « minifundia » d'Orense, toutes ces causes ne s'exercent que dans le sens de la misère. Il s'agit donc, toujours, ou de donner la terre ou de la libérer de ses servitudes. La question de la grande propriété demeure naturellement capitale : en 1931, 1.173.000 paysans possédaient 6 millions d'hectares, mais 100.000 « terratenientes » en possédaient 12 millions. Et 5 millions de travailleurs de la terre ne possédaient exactement rien.

Sur tous ces plans, le communisme espagnol a joué. Et la conquête de la terre, ou la libération de la terre ont été des mots d'ordre passionnément suivis par les paysans. Il faut qu'on prenne garde que la consigne donnée : « Prenez la terre » n'est nullement révolutionnaire par rapport à la loi espagnole. La loi agraire votée en novembre 1931 va extrêmement loin et il s'agit seulement, au fond, de l'appliquer : seulement, l'Institut de la réforme agraire l'appliquait avec une sage lenteur bureaucratique. Le parti communiste a simplement conseillé aux paysans de l'appliquer promptement en occupant les terres. Un fait considérable s'est alors produit : la loi de 1931 autorisait les paysans, soit

à partager en parcelles les terres qui leur seraient concédées (car l'Etat demeure propriétaire des terres reprises aux grands propriétaires et se borne à les concéder), soit à les exploiter collectivement; or, dans plusieurs régions, les paysans se sont refusés à partager la terre et ont résolu de l'exploiter collectivement. Les prestiges de l'économie rurale soviétique ont évidemment joué leur rôle et cette inscription qui décore tant de murs paysans en Castille et en Estramadure en dit long : « Viva Russia ! », mais l'intelligence rurale et les traditions espagnoles ont joué aussi.

On ne sait pas qu'il existe, en Espagne, une tradition forte et ancienne du collectivisme agraire et que la Renaissance espagnole est pleine de ses ambitions. On connaît peu, en France, ce mouvement des « comuneros » castillans qui se soulevèrent pour la défense de privilèges paysans qui comportaient l'exploitation commune des terres communales et que Charles-Quint vainquit difficilement. Les traditions sont si peu mortes qu'elles s'expriment dans le langage de la nouvelle politique des paysans : ces exploitations collectives qui se forment et que l'Espagnol nomme « comunidades », se multiplient en Castille, en Estramadure, dans le nord de l'Andalousie. Quelques-unes s'appellent des « coljoses », les autres des communautés. Mais les noms que prennent les dirigeants de ces exploitations sont empruntés au mouvement des « comuneros » castillans : le chef s'appelle le « sindico », ses adjoints des « cabezaleros ». Ce sont des mots du quinzième siècle.

Dans la province castillane, à Tarancón, j'ai vu, il y a deux mois, ce drapeau étonnant qui, sous les insignes communistes, portait cette inscription : « Syndicat des pasteurs de Tarancón. » C'est dans ce même village que j'ai entendu une vieille femme demander à un militant de Madrid :

— Croyez-vous que les droites reviendront ? Il y en a un qui m'a dit : « Si nous revenons, nous triompheront tellement bien la semence que le socialisme et le communisme ne repousseront jamais plus... »

Le passé de l'Espagne se mêle à son présent. L'espoir du communisme, les paysans l'expriment avec leurs vieux mots chrétiens : à Almería, un ouvrier agricole dit à un communiste :

— Que Dieu t'aide dans cette affaire du communisme ! — en eso del comunismo...

A Las Palmas, une vieille femme demande :

— Crois-tu que la révolution va bientôt venir, chrétien ?

Sur un mur, près de Tolède, j'ai lu :

« Vive Don Lénine ! »

Le parti communiste espagnol ne joue aucun double jeu : il fait la guerre. Il la fait pour la République.

Dolorés Ibarruri (La Pasionaria), parlant à la radio de Madrid, a dit au nom du parti communiste :

« Le parti communiste, conscient de sa responsabilité historique, est résolu à défendre la République, la démocratie, les libertés populaires, arrachées au prix de combats sanglants contre la réaction qui entravait tout le développement de la culture et de l'industrie de l'Espagne... »

« Nous, communistes, défendons un régime de liberté et de démocratie. Côté à côté avec les républicains, les socialistes et les anarchistes, nous empêcherons à tout prix que l'Espagne revienne en arrière... Nous savons que l'histoire ne procède pas par bonds, nous adaptons notre politique aux nécessités de l'heure... »

« Le gouvernement espagnol est un gouvernement issu de la victoire électorale du 16 février, et nous le soutenons et nous le défendons parce qu'il est la représentation légale du peuple qui lutte pour la démocratie et pour la liberté... »

Le parti fait donc la guerre pour la démocratie. Il la fait bien. Les communistes du 5^e régiment des milices de Madrid sont célèbres. Sur 10.000 communistes partis de Madrid pour le front de Guadamarra, 2.000 ont été tués ou blessés...

Le parti même toujours la lutte pour l'unité : en Catalogne, elle est faite. Le parti communiste de Catalogne, le parti socialiste catalan, la section catalane du parti socialiste espagnol et le parti catalan prolétarien viennent de former un parti unique, le parti socialiste unifié de Catalogne. A Valence, le parti socialiste et le parti communiste publient déjà un journal commun *Verdad*.

C'est ainsi que vit le parti communiste espagnol : 150.000 hommes et femmes passés par l'illégalité et qui ont subi l'épreuve du sang...

Paul NIZAN.



Un des leaders de la F. A. I. : le Campanero Santillan.



Le siège de la F. A. I. à Barcelone, anciens locaux occupés par le financier Cambo.

les anarchistes

ANCIENNE ENNEMIE DE LA RÉPUBLIQUE, LA F. A. I. SE BAT AUJOURD'HUI POUR ELLE.

PAR ALEXANDRE CROIX

Barcelone, 1^{er} août.

La plupart des camions de miliciens qui partent d'ici pour le « front » aragonais portent, vingt fois inscrites, ces indications : F. A. I. et C. N. T. On en rencontre quelques-unes aussi, mais en nombre bien moindre, aux armes du P. O. U. M. (Parti ouvrier d'unification marxiste) et de la U. G. T. (Union générale des Travailleurs), l'organisation de Largo Caballero, dissidence « trotskyste » espagnole.

La même constatation vaut pour les véhicules qui sillonnent la ville. Barbouillées à la peinture blanche ou au minium, les abréviations fatidiques F. A. I. et C. N. T. se lisent jusque sur les cars de la « Seguridad » ou de la « Guardia Civil ».

Que sont la F. A. I. (prononcez *faïlle* et traduisez : Fédération anarchiste ibérique) et la C. N. T. (Confédération nationale du Travail) ?

Deux organisations théoriquement distinctes mais en fait intimement liées. On peut dire à coup sûr que si tous les membres de la C. N. T. ne sont pas de la F. A. I., ceux de la F. A. I. sont, eux, tous de la C. N. T.

La F. A. I. est l'âme de la C. N. T. D'ailleurs, tout l'état-major de cette dernière appartient à la F. A. I.

Si l'on connaît le chiffre des adhérents de la C. N. T., un million environ au premier mai dernier, on ignore combien la mystérieuse F. A. I. groupe de fidèles derrière ses fanions rouge et noir.

F. A. I. ! Il faut entendre les Espagnols prononcer ces trois lettres. Les adversaires y mettent quelque terreur, et les plus sympathiques laissent percer de l'inquiétude.

Il y a un mois à peine, le comte de Romanos déclarait à un journaliste français que les gens de la F. A. I. étaient les hommes les plus intelligents d'Espagne, et qu'en fait c'étaient eux qui menaient tout dans la Péninsule. Et comme l'autre s'étonnait d'une telle opinion dans une aussi auguste bouche, le comte de lui répliqua : « Ce sont les seuls ici qui pensent internationalement ». Et, ajoutait-il, une de leurs forces, c'est que tout le monde les ignore, personne ne sait qui dirige la F. A. I.

Les plus intelligents, je ne sais pas ; les plus courageux, c'est sûr.

M'est avis que si la République espagnole triomphe de la sédition fasciste, elle leur devra une fière chandelle.

Rien qu'à Barcelone, la F. A. I. et la C. N. T. ont fourni le plus clair des milices, 13.000 hommes contre 9.000 aux forces de la « Generalidad » (Guardia Civil et forces de police comprises) et des différents partis socialistes (P. O. U. M., Parti Ouvrier d'Unification Marxiste).

Dès la première heure du soulèvement, ses militants ont dirigé la contre-attaque. Un des plus écoutés, le comte Ascaso, dont nous parlons plus bas, est tombé, alors qu'il tentait l'assaut, à la tête d'une colonne de *faillistes*, d'une caserne d'artillerie.

Pour lors, elle est pratiquement maîtresse de la Catalogne. Ce sont ses miliciens qui tiennent la frontière à Port-Bou et à Puigcerda.

Elle a établi son quartier général, ainsi que la C. N. T., dans un des plus riches immeubles de Bar-

celone, ancienne propriété du fameux financier catalan Cambo.

Son organe *Tierra y Libertad*, jusqu'alors petite feuille de chou hebdomadaire, est devenu quotidien, et s'imprime dans les locaux de la *Vanguardia*, la vieille feuille conservatrice, nationalisée par les gouvernements.

De son côté, la C. N. T. publie la *Solidaridad Obrera*, quotidien syndicaliste pour la région catalane, le journal le plus lu du prolétariat de Barcelone. Elle contrôle ici la majorité du secteur ouvrier, les autres organisations ouvrières n'ayant qu'un rayonnement faible quand elles ne sont pas inexistantes.

Barcelone est vraiment la capitale de la F. A. I. et de la C. N. T.

D'où vient, direz-vous, la faveur dont témoigne le prolétariat espagnol pour ces deux derniers ? C'est qu'elles répondent aux traditions de violence et d'antétatisme, profondément enracinées chez l'ouvrier de la Péninsule.

L'Espagne est le dernier refuge de cet anarchisme héroïque, qui eut son heure de gloire chez nous, lors de la période tragique de 1894-96.

Marx ne put jamais y mordre sur Bakounine et les efforts de Pablo Fargas (nom sous lequel Paul Lafargue propagea en Espagne, envoyé par les marxistes de la 1^{re} Internationale) contre la « Alianza » bakouninienne donnèrent peu de résultats. La C. N. T. continue la Alianza.

Dans aucun pays au monde on ne trouve une telle profusion de littérature anarchiste. Les presses de *Tierra y Libertad*, de *Tiempos Nuevos*, impriment à jet continu des centaines de milliers de brochures.

La C. N. T. et la F. A. I. ont connu depuis l'établissement de la République, des fortunes diverses. Celle-ci ne leur fut pas toujours très tendre. Il est vrai qu'elles crurent à plusieurs reprises, le moment venu de la culbute pour instaurer le communisme libertaire, but suprême de leurs efforts.

En 1932, M. Azana, en application de la loi sur la « Défense de la République », prit de dures mesures contre les adhérents de la F. A. I. et de la C. N. T. On en déporta plusieurs centaines, dont cet Ascaso, tombé l'autre jour, dans l'attaque du parc d'artillerie de Dressanes.

Plus récemment encore, M. Casarès Quiroga, qui eut bien souvent des mots fâcheux à leur égard, se laissa emporter certain jour, jusqu'à les traiter de « bandidos con carnets » (bandits avec carnets), faisait occuper par la force armée les locaux de la C. N. T. à Madrid.

Aujourd'hui, les « bandidos con carnets » tombent pour la défense de la République !

Sans doute, en cas de triomphe, aspirent-ils à la modifier quelque peu, cette République !

Le correspondant de la *Solidaridad Obrera*, parti avec les miliciens qui marchent sur Saragosse, prétend déjà que certains villages ont proclamé le « communisme libertaire » ! On en reparlera sous peu.

La Révolution Espagnole commence. Reste à savoir comment la « Generalidad » prendra la chose. La rebellion de Franco étouffée, il se pourrait qu'il y eût du grabuge. Qui vivra verra !



Primo de Rivera, le fils... PHOTO P. H. S.



Queipo de Llano, un des chefs de la rébellion... PHOTO WIDE WORLD

DES MILITAIRES AUX FASCISTES

PAR RAMON FERNANDEZ

« La guerre d'Espagne n'est pas une guerre entre le peuple et les officiers. C'est une guerre entre deux partis, entre deux religions. »



Le général Mola.

d'un ordre qui possède son autonomie. Si l'esprit des officiers, comme nous le verrons tout à l'heure, a changé depuis quelque temps, la tradition militaire n'en conserve pas moins sa force. Autre facteur important : les gardes civils. Dans une nation variée et contrastée comme l'Espagne, où les différentes provinces n'ont pas établi entre elles une véritable unité, les gardes civils réalisent cette unité. C'est une sorte de franc-maçonnerie militaire à ciel ouvert.

Les silhouettes des principaux chefs rebelles aideront à mieux comprendre l'originalité de l'armée espagnole en même temps que les différences subtiles qui la nuancent aujourd'hui. Le général Franco, chef militaire des rebelles, est le fils de ses œuvres. Travailleur, patient, obstiné, n'ayant de son rang qu'à ses qualités personnelles, le général Franco est d'une rare sobriété. Il ne boit pas, il ne « mange » pas, il ne galope pas les belles. Au vrai, il est fort peu « Espagnol », et la popularité n'est pas son fort. On dit même que les légionnaires du Maroc ne le portent pas dans leur cœur.

Mais il jouit du prestige dont jouissait un Mangin : c'est un chef militaire. Il impose une discipline féroce, mais ses subordonnés comprennent qu'il n'a que la grandeur de l'Espagne et de l'armée pour idéal. Franco a déclenché l'attaque, mais non sans hésitations. On dit, dans les milieux rebelles, qu'il était sur le point de renoncer à l'aventure quand il apprit l'assassinat de Calvo Sotelo. « Allons, aurait-il dit, il faut y aller. » On ne peut guère attendre du général Franco que cette sorte d'ordre incompatible avec la vie civile qu'est l'ordre purement militaire. Mais, du moins, sa probité et sa ténacité lui permettraient d'imposer cet ordre.

Le général Mola est un tout autre homme. Habile, intrigant, intéressé par la politique, il passe pour avoir été l'âme de la rébellion. C'est lui qui aurait su grouper les mécontentements, décider les hésitants, indiquer la ligne d'action. On dit qu'il penche vers le fascisme, ce qui indique, chez lui, des préoccupations politiques assez nouvelles dans l'armée. Il semble, en effet, que l'officier espagnol commence à s'occuper de politique *non militaire*. On a même découvert récemment un phénomène extraordinaire : un officier supérieur de la garde civile — de Pampelune, je crois — membre d'une cellule communiste ! Mon informateur ajouta :

« Les gardes ont été épatants : ils ont fusillé le traître sur-le-champ... » Ce changement explique peut-être la féroacité de la guerre civile. Car une guerre civile est bien plus atroce parce qu'elle est civile que parce qu'elle est une guerre. Quant au général Queipo de Llano, on sait qu'il est du côté des rebelles en partie pour des raisons de famille. Lié à l'ancien président que les « marxistes » ont détrôné, il est républicain (comme Franco, d'ailleurs), mais surtout « rebelle ». Il semble n'avoir pas l'envergure des deux autres, mais il a le don de la mise en scène et il est devenu un as de la radio.

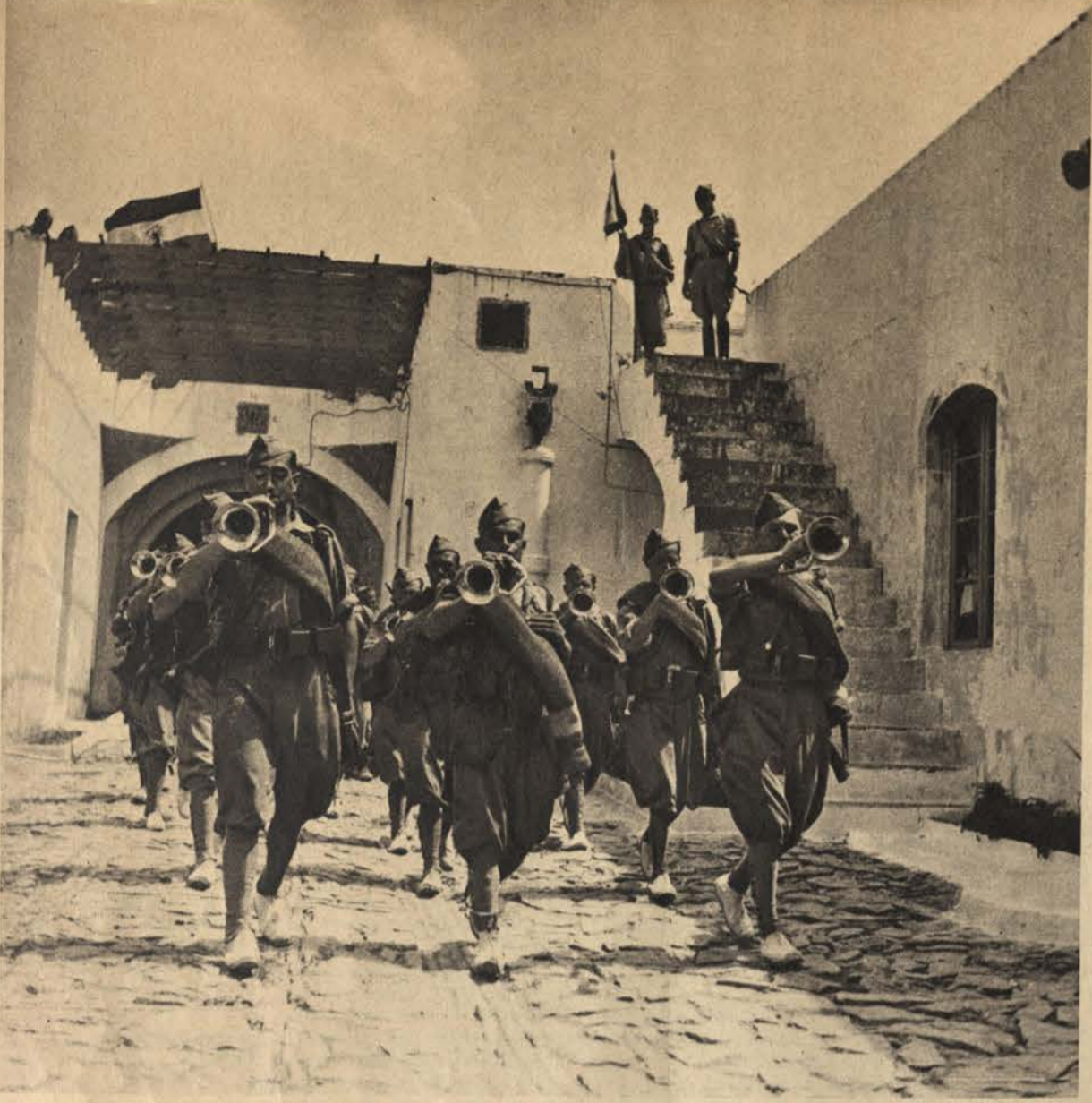
M. José Antonio Primo de Rivera est le créateur de *Falange*, l'organisme central du fascisme espagnol. Mais qu'est-ce que le fascisme espagnol ? Il faut bien se convaincre qu'il n'y a pas de fascisme national ou que, du moins, le fascisme n'est

ni plus ni moins national que le communisme. Il est naturel, par conséquent, que les principes généraux de *Falange* soient à peu près les principes généraux du fascisme italien et de l'hitlérisme. En gros, c'est une organisation de combat qui veut remplacer le capitalisme par l'équation corporative des employeurs et des ouvriers. Mais, car les Espagnols ne se contentent jamais de demi-mesures, les phalangistes sont les ennemis jurés et farouches de la grande propriété. Ils en sont à la période euphorique où le fasciste, avant de prendre le pouvoir, se croit vraiment plus communiste que M. Staline tout en satisfaisant ses instincts patriotiques.

M. Primo de Rivera est le fils du dictateur bonhomme que le roi Alphonse XIII, influencé, semble-t-il, par les membres de l'aristocratie, a si malencontreusement (pour lui) remercié. Alors que le vieux dictateur s'occupait de régner doucement, et comme du coin de l'œil, sur ce peuple difficile, M. José Antonio Primo de Rivera semble un vrai Marat de la droite. On dit qu'il ne reculerait devant aucune sévérité, voire devant aucune féroacité. D'esprit souple et assimilateur, il pénétre si bien les doctrines adverses qu'il paraît parfois les assimiler mieux que ses adversaires. Avec cela, homme de lettres, intellectuel, dangereux... dangereux.

Militaires et fascistes ne s'entendent que sur le front de combat. En fait, les phalangistes sont de si ardents nationaux-socialistes qu'ils inspirent une crainte vive aux gros propriétaires. La lutte est sourde mais nette entre militaires et fascistes. Les fascistes se soumettent pour le moment à l'autorité militaire. Leur moment n'est pas venu, ne sera pas encore venu si les rebelles sont vainqueurs. Ils attendront leur tour, mais la conviction de bon nombre de rebelles est que le fascisme triomphera en fin de compte.

En résumé : il y a des traits communs qui apparentent le militarisme espagnol au militarisme des autres pays, le fascisme espagnol au fascisme des autres pays, le monarchisme espagnol au monarchisme des quelques nations demeurées monarchistes ; mais il y a des traits originaux qui les différencient. Le fascisme de *Falange* n'offre aucune originalité doctrinale, mais c'est un groupe puissamment organisé, qui pousse ses ramifications (et ses espions) dans tous les milieux de la société espagnole. Le militarisme forme un monde solide et clos, dont les moteurs sont le patriotisme et la discipline, mais où la politique, d'extrême gauche, de gauche et de droite, s'introduit aujourd'hui par de nombreuses fissures. La monarchie reste l'espoir de beaucoup de rebelles, mais on ne la met pas au premier plan des revendications. Ces considérations rendent difficilement acceptable cette proposition qu'on entend répéter partout en ce moment : « La guerre d'Espagne est une guerre entre le peuple et les officiers. » Non : la guerre d'Espagne est une guerre entre deux partis, entre deux religions. C'est proprement une guerre religieuse.



Ceux du Tercio.

LA LÉGION ÉTRANGÈRE ARMÉE ESPAGNOLE

"Une force militaire qui possède le mépris de la mort."

PAR PIERRE MAC ORLAN

La légion étrangère espagnole fut fondée par ordonnance royale, le 4 septembre 1920, sous le nom de Tercio de Extranjeros. En février 1925, elle changea de nom par ordonnance royale. On l'appela Tercio de Marruecos. Enfin, la même année elle adopta le nom de : El Tercio.

La légion étrangère espagnole est divisée en huit banderas (formation qui équivaut à notre bataillon de chasseurs à pied), y compris la *Bandera nacional*, dont le drapeau est décoré de la croix de guerre française avec palme d'or.

Quand, pour la première fois, je dus me mêler pendant quelques semaines à la vie des hommes du Tercio, la légion était encore placée sous l'autorité du roi. A cette époque, en 1928, c'était une troupe solide, très disciplinée et nettement demeurée sous l'influence d'une campagne de guerre très dure. Ses morts pouvaient se compter ainsi : 4 officiers supérieurs, 111 officiers et 1.885 sous-officiers, caporaux et soldats. Ces lourdes pertes contribuèrent à créer l'esprit de corps de cette troupe d'aventuriers qui, aujourd'hui, ne dépasse pas 8.000 hommes. Sa puissance d'action ne peut guère se comparer avec celle des autres unités de l'armée espagnole. L'Espagnol est brave, extraordinairement brave, mais il éprouve peu de goût pour le service militaire. L'esprit de corps n'existe guère dans l'armée nationale. La légion seule est orgueilleuse de ses armes brodées sur les pattes d'épaule des chemises de couleur réséda.

Les hommes qui donnent à cette troupe d'aventuriers une sorte de mystique qui leur permit de se soumettre à une discipline à la fois familière et brutale furent les généraux Don José Millan Astray Terreros et Don Francisco Franco Baamonde. L'un et l'autre ont facilité mes visites à la légion il y a un an.

En 1928, la légion, commandée par Don Juan José de Liniers y Muguiro, paraissait dévouée à la royauté. Le colonel de Liniers mourut à la suite des événements qui suivirent la fuite du roi. L'attitude des soldats du Tercio les rendit suspects au gouvernement républicain d'alors. Le recrutement fut ralenti. La légion coûtait cher, car les soldats étaient bien payés.

Le gouvernement, qui envoya des troupes contre les mineurs à Oviedo eut, à mon avis, le tort de mêler le Tercio des étrangers à cette opération de police. A Oviedo, il y avait une bandera, soit mille hommes à peu près. Le succès de cette opération valut à la légion de n'être point dissoute par un gouvernement qui s'était méfié d'elle. On jugea, à cette époque, que la légion avait loyalement servi la République. Quand les élections eurent changé le gouvernement de l'Espagne à l'avantage des socialistes, ceux-ci, qui n'avaient point oublié l'attitude des Africains à Oviedo, laissèrent craindre au corps des aventuriers sa dissolution prochaine. En 1935, on ne recrutait plus guère, à Dar Riffien, dépôt du Tercio, à douze kilomètres de Ceuta. Les banderas, exsangues, se mouraient lentement

dans une inaction dangereuse. C'est alors que le général Francisco Franco Baamonde fit sonner la petite corneta aigre, le minuscule clairon de commandement qui donna l'ordre d'attaquer à toutes les unités marocaines.

En 1928, la légion me parut parfaitement armée. Deux noms y étaient quotidiennement célébrés : ceux de Millan Astray et de Francisco Franco, qui fit toute sa carrière à la légion comme commandant d'abord, lieutenant-colonel ensuite.

Francisco Franco appartient à ce corps et son autorité demeura toujours très grande, comme je pus m'en rendre compte en juillet 1935.

Ce séjour parmi ces soldats me permit de constater très naturellement que la légion de 1935 n'était plus tout à fait celle de 1928. Le changement n'était point à l'avantage militaire du Tercio. Ce changement était plus dans l'organisation administrative et matérielle du corps que dans l'esprit des hommes et des officiers. Ce fameux esprit de la légion, ce *Credo Legionario* demeurait aussi puissant, peut-être même prenait-il de nouvelles forces dans le mécontentement. Mais la bandera qui occupait le quartier de Riffien paraissait diminuée dans son effectif. Elle n'était pas très bien armée. L'escadron de lanciers avait disparu. Les « Mousers » et les « Hotchkiss » ressemblaient plus à des armes d'instruction qu'à des armes de guerre. Les arsenaux, paraît-il ne répondaient plus aux demandes d'approvisionnement. Cela sentait la fin et je pensais, en suivant les hommes du Tercio dans la sierra, entre Tétouan et Ceuta, que le Tercio des étrangers ne tarderait pas à se disperser dans les éléments de l'armée métropolitaine.

Cette dispersion pouvait paraître d'autant plus facile que la très grande majorité des soldats du Tercio est espagnole. En 1928, dans une bandera, je n'ai compté que deux Français et, en 1935, cinq ou six Français (?), un Turc, plusieurs sud-américains, un Allemand et quelques Russes.

Pour cette raison, la légion étrangère espagnole ne peut être comparée à la nôtre. Littérairement, le Tercio représente un groupe d'hommes exceptionnels par rapport au type social du soldat de ce temps. Le légionnaire espagnol pourrait se rapprocher du légionnaire français vers 1900. Depuis la guerre de 1914, la légion française est composée de soldats corrects, sans passé compromettant, sans mystère lyrique.

Le chômage, la misère, les persécutions conduisent vers la légion française des hommes bien équilibrés et loyaux. Ils accomplissent honnêtement les devoirs limités de leur métier de légionnaire.

En Espagne, l'homme du Tercio est plus indépendant, plus « affranchi », dans le sens que confère à ce mot le vocabulaire de l'argot montmartrois. Il ne connaît que le monde social constitué par la bandera et son éducation politique me paraît inexistante. Il connaît des noms propres qui lui inspirent confiance pour des raisons strictement inscrites dans le rayonnement du mot bravoure. Je ne pense pas que le légionnaire espagnol se préoccupe beaucoup de la signification des mots fasciste ou communiste. C'est un instrument solide qui ne peut être manié que par certaines mains. Lancée dans la lutte fratricide qui déchire l'Espagne, la force militaire, petite par le nombre, que représentent les professionnels du Tercio, ne permet pas d'imaginer la décision d'une lutte qui sans sa présence paraîtrait désespérée. En écrivant ces lignes, je m'efforce de juger sans passion une tragédie dont les conséquences ne peuvent laisser les Français indifférents.

La présence dans la bataille d'une force militaire qui possède le mépris de la mort et la ruse des anciennes luttes dans le Riff contre un ennemi valeureux, s'impose fortement à l'imagination. Il est permis de juger que l'intervention des troupes de l'Islam peut compliquer dans l'avenir les hypothèses créées par cette épouvantable tuerie. Pour le moment, on ne peut que constater la présence, dans cette lutte, d'un élément féroce surgi des profondeurs de l'âme humaine : il faudra du temps pour redonner au sang humain sa valeur sociale.

P. M. O.

P.-S. — Pour répondre à certaines rumeurs tendancieuses, il ne peut être question de m'attribuer une apologie quelconque du général Franco...

La violence pour imposer une idée sociale m'est odieuse... quel que soit l'idéal de celui qui l'emploie. Les légionnaires de la *Bandera* (roman et film) sont les légionnaires de la campagne du Maroc de 1925. Ils ne peuvent être comparés à ceux de la guerre civile de 1936.

LES INTELLECTUELS

PAR LOUIS PARROT

"Le mouvement de droite est intellectuellement inexistant; il ne s'appuie sur rien; il lui manque l'adhésion du peuple"

Si je puis me mettre d'accord avec les autres généraux — dit chaque général rebelle — je donnerai à l'Espagne 25 ans de tranquillité. C'est juste ce qu'il faudra pour rendre à ce malheureux pays le sens moral que les « intellectuels » lui ont fait perdre. Et il est évident que le premier soin d'un tel gouvernement serait d'imposer silence à ces insatiables intellectuels, responsables de la guerre civile. La culture est un lent poison qui corrompt l'âme du peuple. Les troupes fascistes, dès leur entrée à Tolosa, se sont empressées de brûler en place publique les mauvais livres des écoles rouges.

Il est en effet un point sur lequel les généraux sont d'accord : l'instruction, répandue sans mesure, a perdu le bas peuple, l'a déclassé et l'incite à se révolter contre la loi naturelle qui veut que l'homme soit exploité par l'homme. Redonner au prolétariat son rôle véritable, tracer avec une ferme bienveillance les limites de la place qu'il doit occuper dans la société, et soumettre celle-ci à ce régime catholique et dictatorial dont rêvaient naguère les chanceliers viennois, telle est l'ambition de ces âmes bien nées qui, n'ayant pu réussir par persuasion à rétablir la servitude du peuple, se sont vues contraintes de lui voler ses armes pour le ramener à la raison.

Or il n'est aucun intellectuel, conscient des devoirs et des obligations que contracte envers le peuple tout artiste, tout écrivain, tout homme de pensée dès qu'il s'exprime, qui puisse se ranger du côté des généraux.

Une seule exception cependant : celle de Miguel de Unamuno.

Les officiers rebelles qui n'avaient jamais lu une seule ligne du vieux maître de Salamance, lui reconnaissent soudainement du génie. On sait, en effet, que M. de Unamuno vient de s'inscrire pour 5.000 pesetas, à la suite du financier March et des Grands d'Espagne, à la souscription nationale qui permettra à l'armée de Burgos de balayer les « hordes marxistes » et de retrouver la « moralité perdue ». Ces 5.000 pesetas de Don Miguel qui voit dans les armées marocaines du général Franco le soutien le mieux désigné de la civilisation occidentale, serviront donc à réaliser le souhait de son âge mûr : « Il faut africaniser l'Europe », se plaisait-il à dire.

Mais pour qui connaît Unamuno, son perpétuel esprit de contradiction que l'âge a poussé jusqu'à la manie, ses soudaines volte-face, cette attitude est normale ; elle ne déconcerne personne. Des esprits sévères verront sans doute dans cette boutade d'un vieillard amer et versatile, et dans ses déclarations à la presse, les symptômes du déclin de cette pensée, autrefois magnifique. L'amour effréné du paradoxe et la crainte maladroite de n'être point l'unique ont aidé à miner cet esprit, par ailleurs génial. « Il faut délivrer la civilisation des barbares ». L'imprécision de ces termes mêmes fait que nous ne savons à qui Unamuno se réfère, et s'il ne veut point désigner Queipo de Llano, défenseur de la culture ibérique et dont le monde civilisé a apprécié l'œuvre d'assainissement, à Séville.

La déclaration récente constitue le reniement de toute une œuvre consacrée à la défense et à l'illustration de la culture. C'est aux troupes marocaines, aux militaires qu'il avait bafoués, aux prêtres qu'il avait sévèrement combattus qu'il s'en remet aujourd'hui du soin de la défendre. Le sentiment tragique de la vie qui faisait la noblesse de ses livres, et que nous voyons s'éteindre peu à peu, nous fait regretter douloureusement ce péché de vieillesse qui a sur les autres le désavantage de ne plus pouvoir être racheté.

Ce geste isolé d'un vieillard dont l'influence est peu sensible sur la jeunesse qui l'admire, à la façon d'un aïeul que l'on aime bien, mais que l'on n'écoute guère, n'en met que mieux en évidence la magnifique adhésion des intellectuels à la cause de la République. Les jeunes gens connaissent tous le nom d'Unamuno, mais ils ne lisent pas ses œuvres. Comme on le disait, il y a peu de temps en-

core au *Débat*, « ses élèves sont pour lui des auditeurs, mais non des disciples ».

Les jeunes gens qui fréquentent du côté de chez Maetzu, le leader de droite, germanophile notoire, auteur de manuels nationalistes, les jeunes fascistes que nous trouvons avant le 17 juillet, à la rédaction de l'*Accion Espanola*, ou dans les bureaux de l'*Accion popular* (occupés aujourd'hui par la rédaction du *Mundo Obrero*), ne sont ni des auditeurs, ni des disciples : ce sont des « oisifs insatisfaits », selon l'expression de Ortega y Gasset. Nous ne trouvons chez eux que des associations pseudo-intellectuelles dont les buts poursuivis n'ont rien à voir avec la culture.

Mais s'il faut que le parti des généraux ait lui aussi ses intellectuels, nous lui sacrifierons bien volontiers le vain, le ridicule Muñoz Seca, qui en est la caricature, et dont les six pièces annuelles, non moins tristement comiques que leur auteur, distraient les beaux jours du Directoire.

Le mouvement de droite est intellectuellement inexistant ; il ne s'appuie sur rien ; il lui manque l'adhésion du peuple.

Par contre, l'influence exercée par les intellectuels de « gauche » est constante et considérable, et il serait difficile à un jeune Espagnol de distinguer exactement à quel écrivain il doit sa formation, à quel homme il est redevable de ses convictions politiques. Demandez à un jeune milicien depuis combien de temps il appartient à la République. Il vous répondra : « Desde siempre ». Depuis toujours l'esprit du peuple est le même que celui de ses écrivains et de ses grands classiques. Que nous importe donc que le paysan illettré, et dont l'inculture fut si soigneusement entretenue par ses maîtres, parle de la Russie avec admiration, « sans savoir même où elle est », comme le dit railleusement Unamuno, pourvu qu'il sache qu'une autre vie lui est offerte et qu'il ne tient qu'à lui de la conquérir. On pourrait pardonner à Unamuno son erreur ; mais non son mépris.

Pas plus que l'on ne peut lui pardonner de se refuser de croire à la solidarité profonde entre les intellectuels et le peuple ; il y a longtemps qu'elle existe. Il fallait les événements actuels pour nous montrer tout ce que l'on peut en attendre de fécond.

Cette collaboration du peuple et des intellectuels s'est maintes fois manifestée, et je rappellerai pour mémoire, l'admirable labeur des maîtres de l'institution de Segunda Enseñanza qui, avec une abnégation magnifique, consacraient leur vie à l'instruction et à l'éducation des plus humbles. M. Manuel Azaña qui les a connus et qui affirmait dernièrement qu'il n'avait jamais cru dans le pouvoir réel des intellectuels, pas plus que dans celui des techniciens, mais qu'il gardait une foi absolue dans celui du peuple, était injuste envers lui-même, puisqu'il offre le type accompli de l'intellectuel et qu'en même temps ses aspirations et tous ses efforts se sont confondus avec ceux du peuple. C'est le nom de M. Azaña qui se présente tout d'abord à nous si l'on veut parler des intellectuels qui luttent pour la République. Il a fait ses premières armes dans cette association aujourd'hui centenaire, l'Ateneo, où il occupa longtemps un poste prépondérant. Ce groupement d'intellectuels, toujours redouté par les pouvoirs qui le dissolvèrent souvent, n'a cessé d'être un foyer de libéralisme au siècle dernier et de républicanisme à l'époque des dictatures. C'est dans les salons poussiéreux de la rue du Prado que les théoriciens des tertulias nocturnes dirigeaient la majeure partie des mouvements populaires. L'historien futur se souviendra de quelques grands aténistes, Fernando de los Rios, Perez de Ayala, Americo Castro, etc...

Aujourd'hui, le danger commun a fait se rassembler tous ces hommes quelquefois désunis par des rivalités de cafés ou les polémiques des journaux. C'est ainsi que l'on retrouvera dans une liste d'intellectuels fort connus, des noms divers que l'on avait suspectés d'indifférence vis-à-vis des institutions républicaines.

Le gouvernement a reçu un message d'adhésion

signé des plus grands noms des lettres et des sciences de l'Espagne actuelle.

On ne pourrait énumérer ici toutes les institutions, œuvres culturelles que la jeune République doit à l'initiative de ces intellectuels qu'elle a retrouvés tous unis au moment où elle est attaquée. Je citerai entre autres, la création de l'Université de Santander, dont Fernando de los Rios fut l'un des promoteurs et qui réunit chaque année sur la côte cantabrique des centaines d'étudiants et de professeurs de toutes les universités d'Europe. Le théâtre universitaire de la Barraca, auquel coopère le poète andalou García Lorca ; enfin, l'organisation des Missions Pédagogiques dont le but est de parcourir les campagnes privées de communication avec les grands centres, pour apporter aux habitants un peu de cette culture qui leur a été si longtemps refusée.

Or, toutes ces institutions avaient vu leur travail singulièrement réduit et leurs moyens d'action à demi paralysés à la suite de la répression qui devait ensanglanter les Asturies en octobre 1934. Le cabinet Lerroux, dans lequel nous voyons figurer le « jefazo » Gil Robles, et tous les gouvernements qui le suivirent en accumulant vexations sur scandales, jusqu'à l'avènement du Front Populaire, se sont appliqués à détruire les institutions républicaines et à frapper leurs chefs. On se souvient qu'un écrivain de gauche, Antonio Espina — que le gouvernement du Front Populaire nomma gouverneur de Majorque — fut emprisonné, peu de temps avant les élections sur la demande du consul d'Allemagne à Bilbao parce qu'il avait porté atteinte « à la dignité du Führer », dans un journal « trop républicain ». J'ai encore présent à la mémoire l'accueil fait l'hiver dernier, par la presse de droite, à la pièce du célèbre écrivain Azorin, dont une misérable cabale montée par des « intellectuels de droite » (?) fit suspendre les représentations. Azorin, dans sa pièce *La Guérilla*, avait eu le tort de mettre en scène un soldat français et surtout de lui donner le plus beau rôle. Plus près de nous, à la veille des élections, la première exposition de Picasso à Madrid recevait un accueil semblable, et provoquait les sarcasmes et les menaces d'une bourgeoisie qui voyait dans les toiles de cet *inconnu* une provocation, un produit de démoralisation nationale venu — comme toujours — de l'étranger.

La prise du pouvoir par le Front Populaire a mis fin à cette époque néfaste que José Bergamín a stigmatisée dans une admirable page à propos du Congrès des Ecrivains pour la Défense de la Culture et dans laquelle il justifiait le « silence douloureux de l'Espagne ».

C'est autour de cet écrivain, l'un des plus importants de la nouvelle Espagne, animateur de premier ordre et directeur de cette revue *Cruz y Raya*, où sont publiées toutes les productions de la jeune littérature espagnole, que se sont groupés les intellectuels de la Maison de la Culture.

Cet organisme, dont la création avait été envisagée avant le triomphe du Front Populaire et dont la mise en marche avait été retardée par le régime qui le précéda, fonctionne aujourd'hui dans un de ces palais du Paseo de la Castellana que le gouvernement a réquisitionnés pour les mettre au service du peuple. De profondes réformes sont déjà en voie d'accomplissement, dans tous les domaines de la culture, dans l'école, le théâtre, etc. La physiologie intellectuelle de la capitale s'en trouvera modifiée et enrichie. Citons entre autres artistes et écrivains qui lui prêtent leur concours, Rafael Alberti, miraculeusement épargné par les fascistes d'Ibiza, Ricardo Baeza, Maruja Mallo, Maria Zambrano, les poètes Altolaguirre et Cernuda, l'écrivain révolutionnaire Ramon Senders, Ferrano Plaja, Arconada dont on connaît en France *Le Partage des Terres*...

Fin juillet, le gouvernement recevait de ces intellectuels groupés en comités antifascistes une adhésion inconditionnelle et une demande collective d'engagement dans l'armée républicaine. « Il faut sauver la civilisation et la défendre de la barbarie », comme dit M. de Unamuno.

Louis PARROT.



Le berger garde son troupeau et salue la milice qui passe.
PHOTO NAMUTH



En pleine bataille, la vie continue. Les paysans battent le blé de la moisson nouvelle, le fusil à l'épaule... PHOTO REISNER

Guerre et travail. A quelques mètres de ces travailleurs des champs, des camarades se battent. Tout près d'eux, on a creusé une tranchée. Ils passent, armés, certes, mais calmes car ils doivent préparer la terre pour le blé qui lèvera après la victoire. PH. REISNER

Le paysan armé, retour des champs, au crépuscule. PHOTO REISNER



Il y a maintenant plus d'un mois qu'on se bat en Espagne.

On trouvera ailleurs le décompte et l'analyse des forces en présence : soldats, gardes d'assaut, gardes civils, volontaires — miliciens antifascistes ou « requetes » carlistes et phalangistes fascistes — avions, canons, navires, etc. Au reste, ce n'est pas la simple comparaison de deux colonnes de chiffres d'hommes et d'armes qui peut donner la moindre indication sur le développement, favorable ou non, à l'un ou à l'autre des deux camps en présence.

Dans toute guerre civile, dans toute insurrection, le facteur décisif, ce n'est pas, quoi qu'on en puisse croire, la valeur militaire proprement dite — cadres, effectifs, armements — des insurgés. Le facteur essentiel déterminant, c'est le sens politique et social de la lutte engagée.

On est souvent tenté de comparer la révolte des généraux Franco et Mola, soit aux « pronunciamientos » militaires que l'Espagne a connus dans le passé, ou aux guerres civiles qui ont ensanglanté l'Europe au cours de ces dernières trente années.

En fait, ni l'une ni l'autre des comparaisons n'est exacte socialement, politiquement et historiquement.

Pour les « pronunciamientos », cela va sans dire. Hier ou avant-hier, dès l'ultimatum des généraux, le gouvernement civil n'avait d'autre hâte que de disparaître et de céder la place. Le plus souvent, un ou plusieurs des ministres étaient complices des généraux « insurgés ».

Quant aux insurrections — Allemagne, Autriche, Russie, etc. — de ces trente dernières années, aucune n'a mis en présence les mêmes forces sociales et politiques qu'en Espagne actuellement.

En Autriche et en Allemagne, de 1918 à 1934, les différentes insurrections armées ont mis aux prises le prolétariat révolutionnaire et les forces du régime capitaliste arrivé à son plein épanouissement et déjà sur le déclin.

En Russie, toute la guerre civile après octobre 1917 a été la lutte du prolétariat au pouvoir contre la contre-révolution blanche, alliant les forces du régime semi-féodal subsistant et celles du capitalisme en développement dans la Russie tsariste.

En Espagne, aujourd'hui, ce n'est pas le prolétariat qui mène la lutte contre les généraux fascistes et leurs bandes de mercenaires, c'est le peuple tout entier. C'est la *démocratie espagnole*.

Les classes moyennes et la petite bourgeoisie des villes et des champs, appuyées sans doute et sans réserves par le prolétariat, y défendent la *République démocratique*, la *République bourgeoise*, la *République parlementaire* contre l'assaut des généraux fascistes, des colonels monarchistes, des princes de l'Eglise, des grands d'Espagne, propriétaires de *latifundia*.

Si on veut, dans l'histoire, chercher un terme de comparaison, c'est à la Révolution française qu'il faut remonter. L'insurrection des généraux Franco et Mola, c'est l'insurrection vendéenne de la révolution espagnole.

La Navarre et une partie de l'Aragon jouent le rôle de la Vendée et de la Bretagne en 1793. Au sud, la ville de Cadix, monarchiste, aux mains des insurgés, rappelle le soulèvement royaliste de Toulon et de Marseille.

Les Vendéens ont été écrasés il y a cent cinquante ans. Parce qu'il étaient moins bien commandés et moins bien armés que les troupes de Hoche ? Non, ils étaient pourvus largement d'armes et de munitions. Pitt et Cobourg remplaçaient pour eux Hitler et Mussolini et la flotte anglaise leur assurait un ravitaillement abondant.

Les Vendéens ont été écrasés parce qu'ils se dressaient contre un développement historique et social plus fort que les facteurs militaires qu'ils pouvaient mettre de leur côté.

La démocratie républicaine espagnole doit, de même, écraser la Vendée espagnole.

Lénine, qui fut, de l'aveu même des adversaires

du communisme, un stratège et un tacticien génial de l'insurrection, formulait dès 1917, avant octobre, les conditions du succès d'une insurrection armée.

« Pour être couronnée de succès, écrit-il, l'insurrection doit reposer non sur un complot, non sur un parti, mais sur la classe avancée. C'est là le premier point. L'insurrection doit s'appuyer sur la poussée révolutionnaire du peuple. Voilà le deuxième point. L'insurrection doit éclater à l'apogée de la révolution ascendante, c'est-à-dire au moment où l'activité de l'avant-garde du peuple est la plus grande, où les hésitations des ennemis et des amis faibles, équivoques et incédés de la révolution sont les plus fortes. C'est le troisième point. »

Il est évident qu'aucune des conditions de Lénine n'était remplie lorsque Franco et Mola lancèrent leur mouvement.

Leur insurrection « repose » sur une conspiration, sans doute longuement préparée et mûrie, élargie à toute une caste d'officiers, mais c'est un complot quand même. Au lieu de la « classe avancée » pour soutenir le complot des officiers, les débris de la classe féodale, les grands d'Espagne, les congrégations religieuses, hais par la population des villes et des campagnes. Pas de « poussée révolutionnaire », pas de mouvement arrivant à « son apogée ». Au contraire, pour le camp fasciste et féodal, depuis octobre 1934 c'est une succession de défaites, et sans cesse plus accentuées. Et si, parmi les « amis incédés ou équivoques » du mouvement insurrectionnel, il y a eu des « hésitations », l'exemple des nationalistes catalans, basques, des républicains du centre, adversaires jusqu'alors du *Frente popular* et aujourd'hui combattant à ses côtés, prouve que ni Franco, ni Mola n'ont su choisir, pour agir, le moment où ils pouvaient espérer rallier autour d'eux ces éléments incédés dont parle Lénine.

Comparez à octobre 1917 et convenez que Lénine et les bolchéviks étaient de meilleurs stratèges et de meilleurs tacticiens que les militaires professionnels, Franco, Mola, Quejido de Llano, etc.

Faute de n'avoir pas tenu suffisamment compte des conditions politiques et sociales de la lutte, les généraux révoltés sont actuellement tenus en échec.

Mauvais stratèges de la guerre civile, ils n'avaient pas su évaluer exactement les forces de l'adversaire. Ils n'avaient pas prévu que les ouvriers des faubourgs de Séville, de Grenade, de Cordoue tiendraient des semaines dans Tirana et dans Albaicin, qu'il faudrait conquérir les faubourgs rue par rue, maison par maison. Ils n'avaient pas prévu que la grève des cheminots les bloquerait en Andalousie. Ils n'avaient pas prévu que les paysans défendraient les terres qu'on venait de leur donner et que, pour marcher sur Madrid, il faudrait emporter d'assaut chaque village et chaque bourg. Ils n'avaient pas prévu que les équipages de la flotte de guerre ne suivraient pas les officiers traîtres et qu'ils pourraient, pendant plus de trois semaines, interdire le passage du détroit de Gibraltar à l'armée africaine.

On peut aussi constater qu'ils n'ont pas été de meilleurs tacticiens. Après l'échec, dès le 19 juillet, de leur tentative brusquée, après avoir manqué l'effet de *surprise* qui devait leur donner le succès immédiat, les généraux rebelles, pendant près d'un mois, sont incapables de prendre l'offensive. A saragosse, ils disposent d'une force considérable, plus d'une division, les meilleures troupes de l'armée espagnole, les mieux équipées et les mieux armées. Les rebelles s'y cantonnent dans une stricte défensive contre les colonnes de miliciens catalans.

Dans le sud, pendant trois semaines, Quejido de Llano est bloqué dans Séville et dans Cordoue. Il n'ose pas aborder les montagnes de la Sierra de Séville. Dans le nord, l'armée de Mola est réduite,

PAR GAYMANN

“Dans toute guerre civile, le facteur décisif, ce n'est pas la valeur proprement dite des insurgés, c'est le sens politique et social de la lutte engagée.”

après quelques jours, à s'accrocher aux cols de la Guadarrama.

Partout, les rebelles sont réduits à la défensive. Assiégés dans Grenade, Cordoue, Saragosse, Huesca, Gijon, Oviedo, Tolède, etc...

Or, plus encore dans la guerre civile que dans la guerre tout court, seule l'offensive peut donner la victoire. « *La défensive est la mort de l'insurrection* » a dit encore Lénine. Cela est évident, d'autant plus que le *facteur moral* des insurgés jouera contre l'insurrection dès que le passé, les pertes élevées, les difficultés grandissantes commenceront à faire douter du succès définitif.

Sans doute, la stratégie et la tactique des gouvernements n'apparaissent-elles point d'une qualité très supérieure à celles des rebelles. Mais il ne faut pas oublier que les « loyalistes » ont eu, pour organiser leurs troupes, leurs colonnes, les plus grandes difficultés : pas de cadres, pas d'armes en quantité suffisante. Il leur a fallu improviser des armées, un état-major. Déjà ils ont su reprendre aux rebelles, sur presque tous les fronts, l'initiative des opérations. Presque partout, ils ont déjà pu passer à l'offensive.

Le temps, au surplus, doit travailler en faveur des gouvernements plus que pour les rebelles. Certes Franco et Mola sont soutenus et ont été ravitaillés en avions et en munitions par l'Allemagne hitlérienne et l'Italie fasciste. Mais le gouvernement républicain a pour lui d'être le maître de toutes les provinces industrielles et des provinces les plus riches. Madrid, Barcelone et leurs usines, les régions industrielles de Bilbao et des Asturies sont sous son contrôle. Tout l'ouest, toutes les provinces méditerranéennes sont avec les républicains.

Au contraire, les rebelles ne tiennent l'Andalousie que par la terreur et ne sont forts et soutenus par la population que dans la Vendée navarraise.

Leur ravitaillement ne peut venir que de l'étranger. Le gouvernement peut fabriquer des munitions et des armes. Les rebelles n'ont que leurs stocks. Malgré tout, Hitler et Mussolini ne pourront pas faire tout ce qu'ils voudraient faire pour les rebelles. Après la catastrophe des Savoia-Marchetti en Oranie, la contrebande fasciste est devenue plus difficile. Les négociations internationales sur la neutralité ne la faciliteront pas dans l'avenir. Doit-on en conclure que la victoire définitive est d'ores et déjà acquise au gouvernement républicain de Madrid ? Non, sans doute.

Si les conditions politiques et sociales de l'Espagne sont indéniablement favorables au succès final de la cause populaire et républicaine, il est possible que la lutte soit longue, que la guerre civile se poursuive des semaines et peut-être des mois.

Mais l'histoire est là qui nous dit que lorsqu'un peuple uni — ouvriers, paysans, artisans, intellectuels — se bat contre une caste, c'est à lui, en dernière analyse, que revient toujours le dernier mot.

CE QUE PENSE M. OLIVER

Vous voulez savoir quelles ont été les premières opérations militaires de la guerre civile et quel a été le plan des rebelles. Laissez-moi d'abord vous dire qu'après le triomphe que nous avons remporté à Barcelone, nous avons immédiatement envoyé le gros de nos forces hors de la ville pour prévenir une attaque rebelle venant de Saragosse : mon principe est, qu'il vaut mieux faire la guerre hors de chez soi. Et mes miliciens sont partis.

« La grande faute des fascistes a été de sous-estimer la résistance de la masse ouvrière. Celle-ci est animée d'une confiance inébranlable en ses dirigeants et est d'une cohérence indestructible. On peut distinguer deux phases dans la guerre qui s'est déroulée en Catalogne.

Au cours de la première, il faut relever tout d'abord l'attaque brusquée (ou tout au moins que les assaillants croyaient telle) au lever du soleil.

**COMMISSAIRE AU COMITÉ CENTRAL
DE GUERRE POUR LA LUTTE
CONTRE LE
FASCISME.**

INTERVIEW
RECUEILLIE
PAR
**PAUL
RISTELHUEBER**

Oliver, ouvrier
en textile.



Parade maritime sur les Ramblas avant le grand départ.

En réalité, nous étions prévenus depuis cinq jours par nos avertisseurs. Les casernes étaient surveillées. Le courage de nos hommes a été sans précédent : avec pour toutes armes des pistolets et des revolvers, ils se rendirent maître d'un adversaire qui disposait de canons et de mitrailleuses. En fait d'engins modernes, les rangs de nos miliciens possédaient en tout trois fusils-mitrailleurs.

« Je ne sais si, au cours de la révolution russe, on a pu relever semblable héroïsme militaire. Quatre heures après l'attaque, nous étions maîtres de la ville et pouvions assiéger les casernes.

Les conséquences de cette victoire furent incommensurables du point de vue moral : à peine la nouvelle en était-elle répandue que déjà la pro-

vince entière, dans un véritable mouvement passif, se soulevait pour notre cause.

« Le courage des hommes de la F.A.I. a créé en Catalogne une véritable mystique.

« Au cours de la seconde phase, nous avons appris que la province éloignée allait marcher sur Barcelone. Sur-le-champ, nous avons décidé un départ en masse sans prendre le temps de nous soucier d'aucune organisation. Encore une fois, il s'agissait de porter la lutte hors de chez nous. Et ce fut la ruée sur Saragosse et Huesca, les deux centres les plus dangereux par le nombre de leurs régiments.

« Saragosse est en effet un centre stratégique qui compte neuf ou dix régiments comportant de

l'artillerie lourde et légère, de la cavalerie, des pontonniers, et quelques avions. De l'infanterie aussi.

« Sur Huesca, nous ne sommes pas bien informés.

« Voyez-vous, nous dit à ce moment le commissaire dans un sourire à la fois timide et éloquent, je ne suis qu'un ouvrier et n'ai pas de compétence militaire. Ma mission n'est pas celle d'un stratège, mais seulement celle d'un organisateur. Je m'occupe d'organiser la résistance. »

— Quand Huesca déclencherait-elle son offensive ?

— Je mentirais si je vous disais que je n'en sais rien. Mais je mentirais aussi si je vous répondais autre chose car, de toute façon, je ne puis le révéler. Mais ce que je puis vous dire franchement, c'est que je ne crois pas à cette fameuse offensive de Franco dont on parle chez vous.

« Ce serait un bien grand tort que de voir l'issue de cette guerre exclusivement sous l'aspect d'un succès des armes. La question se présente tout différemment. Supposez un instant la victoire des insurgés. Les masses ouvrières subsisteraient cependant et le problème resterait le même. La victoire définitive n'appartiendra qu'à ceux qui auront su s'assurer la confiance de ces masses.

— Peut-on vous demander quelle organisation vous envisagez actuellement pour mener à bien votre mission de résistance ?

— Nous avons déjà organisé des milices militaires. Nous continuons à les développer. Mais il nous faut aussi des chefs. Jusqu'ici l'armée espagnole n'a été qu'un réservoir servant à dévider tout ce que l'aristocratie et la bourgeoisie comptaient de dégénérés. La dignité a toujours été une vertu étrangère à l'armée espagnole. Si nous n'avons pas pris part à la Grande Guerre, c'est que chacun savait que notre armée équivalait à zéro.

« Nous voulons aujourd'hui une force militaire qui corresponde à nos besoins réels, qui nous permette, à l'occasion, de lutter pour notre indépendance. A Barcelone, nous voulons créer une école populaire d'officiers pour pouvoir balayer de nos cadres ceux d'autrefois dont le souvenir seul soulèverait encore l'indignation du peuple.

Du point de vue de la politique générale qui, évidemment, doit vous intéresser davantage, je veux vous dire mon sentiment : si l'Europe laisse intervenir chez nous l'Italie et l'Allemagne, elle commettra une immense erreur. Il ne faut pas croire que l'on puisse impunément laisser se répéter la lamentable histoire de la lâcheté générale dans l'affaire éthiopienne. Déjà vous payez cher cet abandon peu glorieux. Mais n'oubliez pas que l'Espagne fait partie de l'Europe. Et si vous avez cru pouvoir fermer les yeux sur ce qui se passait dans un coin d'Afrique, n'allez pas imaginer que vous pourrez faire de même dans le cas de l'Espagne. Toute intervention militaire à l'appui de l'un des adversaires en présence dans notre guerre civile entraînerait une autre action militaire également, en faveur de l'autre. Les masses qui s'affrontent sont aujourd'hui sensiblement égales. Mais si l'Italie ou l'Allemagne font pencher la balance, d'autres ne pourront pas ne pas la rectifier.

J'espère en cette vieille rivalité dont l'histoire européenne est pleine et qui a toujours dressé la Rome universaliste contre l'Allemagne pangermaniste. Il est difficile de réaliser un parfait accord entre les visées d'Hitler et celles de Mussolini.

Avant de quitter M. Oliver, nous désirons savoir comment il se fait que le gouvernement de Front Populaire, issu des nouvelles élections, n'ait pas, dès l'abord, éliminé les officiers dangereux.

— C'est bien simple, déclare en se levant cet étonnant commissaire à la guerre, hier encore ouvrier du textile, le gouvernement eût été obligé d'éliminer une telle quantité d'officiers que ce seul fait eût déclenché la révolution. Dites bien chez vous que le grand tort du gouvernement espagnol a été de ne pas s'assurer de façon définitive la confiance des masses ouvrières, et peut-être aussi de ne pas avoir en elles une confiance suffisante... Mille pistolets distribués à bon escient dans chaque ville, eussent probablement suffi à éviter la catastrophe que nous sommes en train de vivre.



SITUATION ACTUELLE APPROXIMATIVE DU FRONT RÉPUBLICAIN

Cette carte ne peut être qu'une indication des positions respectives des rebelles et des troupes gouvernementales, puisque journellement ces positions se modifient. Tel jour, Badajoz, où le Front populaire s'était maintenu jusqu'à ce moment, est pris par les rebelles, alors que Gijon qui avait été pris par les rebelles, a été repris par le Front populaire. De même, loin derrière la ligne générale du front, des colonnes de miliciens agissent indépendamment comme, par exemple, dans la région de Badajoz-Caseres dans les Asturies, et dans le centre minier du Rio Tinto dans l'Andalousie occidentale.

LA NAISSANCE DE L'INSURRECTION ET SA RÉPRESSION



18 JUILLET. La révolte éclate au Maroc. A Valence, la garnison commence à bouger, mais le mouvement, étant prématuré, échoue.



19 JUILLET, le matin. Toutes les garnisons espagnoles se soulèvent, sauf celle de Valence.



19 JUILLET, le soir. A Madrid et Barcelone, les rebelles sont vaincus. La garnison de Valence est de nouveau suspecte.

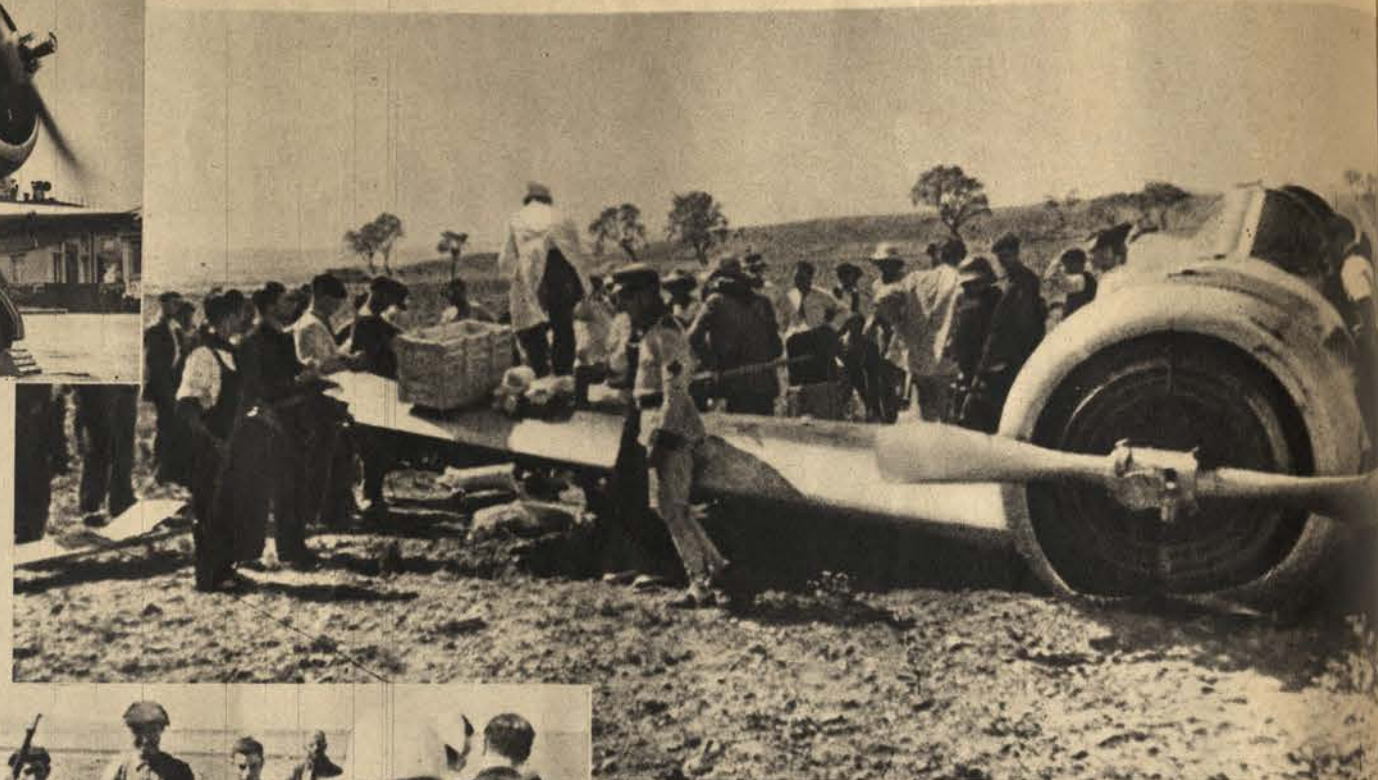


22 JUILLET. Toute la Catalogne et un large rayon autour de Madrid sont dégagés. Des forces républicaines s'organisent un peu partout, surtout dans les Asturies.



Avant le départ du "Lockheed" (l'avion de Vu) pour l'Espagne: Paul Ristelhueber, Lucien Vogel et le pilote Cornez, au Bourget.

PHOTOS ÉCLAIR-JOURNAL
ET FRANCE-ACTUALITÉS



L'accident: ailes et train arrière brisés, l'avion gît dans la petite plaine providentielle en pleine Sierra. Les paysans et les miliciens attirés par la sirène hurlante de l'appareil sont accourus.



Les premiers soins. — Lucien Vogel et Paul Ristelhueber, le bras droit cassé, sont inanimés sur le sol.

L'AVION DE "VU" SE BRISE AU SOL

Les collaborateurs de Vu ont été victimes au cours du voyage en Espagne d'un accident d'avion dû à un ennui mécanique. En pleine Sierra, il fallut atterrir. L'issue avait toutes les chances d'être fatale. Grâce au sang-froid et à la maîtrise du pilote Cornez, la catastrophe fut évitée. Lucien Vogel, directeur de Vu et Lu, et Paul Ristelhueber, rédacteur en chef de Lu, furent seuls blessés. L'opérateur d'Éclair-Journal, M. Rametire, et l'opérateur de France-Actualités qui les accompagnaient, ont, grâce à leur présence d'esprit, pu filmer les phases douloureuses pour les deux victimes, des conséquences du brutal atterrissage forcé.



Le départ de Barcelone. — Le conseiller de la Culture, Ventura Gassol, et le secrétaire général des milices antifascistes, Jaume Miravittles, sont venus dire leur sympathie aux blessés. De gauche à droite: Jaume Miravittles, Lucien Vogel, Madeleine Jacob, Paul Ristelhueber, Ventura Gassol et un de nos collaborateurs, Soria.

VU ET ENTENDU

PAR JEAN-RICHARD BLOCH

BARCELONE. Le terrain d'aviation. Nous descendons du grand trimoteur d'Air France.

Jamais frontière sociale, politique, historique n'a été plus inscrite dans la figure des choses. Nous abandonnons, en quatre pas, le règne de l'ordre apparent, de la stabilité, de la machine qui tourne rond, pour entrer dans un monde en fusion.

Supposez qu'une astuce rende jointive, de part et d'autre d'une « ligne idéale », la Russie bolchévique de 1917 et l'U.R.S.S. de 1936, — la Russie en gestation et la Russie nouvelle, — la révolution et l'édification, vous aurez une idée juste du bond que ces quatre pas nous font faire.

Aussitôt mon imagination me présente, auprès de la Catalogne de 1936, la Catalogne de 1956. A côté de ces militants de barricades et de réquisitions, la taille ceinte du baudrier de guerre civile, elle dresse les organisateurs, les commissaires de la future République ouvrière et paysanne; auprès du désordre apparent, l'ordre futur qu'il contient en germe...

Revenons sur la terre.
La ville: chaque voiture (et Dieu sait s'il en circule, des voitures!) et à quelle vitesse! et avec quelle débauche de klaxons!) se hérise de canons de fusil. Sur chaque camion, des hommes armés. Sur chaque carrosserie, en grosses lettres hâtivement tracées à la chaux ou à la peinture blanche, les initiales des organisations dont se recommande le véhicule, et dont les plus fréquemment aperçues sont: C.N.T. (Confédération Nationale des Travailleurs, qui est anarchiste), F.A.I. (Fédération Anarchiste Ibérique), U.G.T. (Union Générale des Travailleurs; c'est la C.G.T. espagnole, à tendances socialistes et communistes), P.O.U.M. (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, trotskyste), P.C.C. (Parti Communiste Catalan), sans parler, bien entendu, des autos du gouvernement, de la police (Policia), de la Garde Civile, des Milices (Milicias Antifeixistes, Catal.), de la Croix-Rouge, du ravitaillement, des hôpitaux, des médecins (Metge), des infirmiers (Practicants)...

On me fait remarquer le dernier né de ces groupes, peut-être destiné à un grand avenir historique. Il s'agit du P.S.U.C. (Parti Socialiste Unifié Catalan), qui date de quelques jours à peine, et qui symbolise l'unité organique des trois petits partis socialistes catalans et du Parti communiste, avec affiliation à la Troisième Internationale. C'est désormais le plus fort bloc ouvrier auprès du bloc anarcho-syndicaliste.

Les inscriptions ne suffisent pas, sur chaque voiture flotte encore un grand drapeau, de couleurs variées, tricolore, rouge, rouge et noir, catalan... Tramways et autobus circulent, pleins de monde, étalant, eux aussi, les formules par lesquelles ils se placent sous l'invocation des organismes les plus puissants. La plupart des véhicules jumellent et groupent les monogrammes, affichant ainsi des patronages doubles, triples, quelquefois quadruples, comme les bonnes femmes qui échantillonnent les médailles de saintes. On n'en saurait trop avoir.

Beaucoup de traces de balles, sur les carrosseries. Je vois, sur un pare-brise, deux points d'impact, deux trous ronds, rigoureusement percés en face de chacune des deux places du siège avant. Le doublé d'un fameux tireur...

Sur le toit et sur l'arrière de beaucoup de conduites intérieures, un capitonnage de matelas en dit long aussi.

Hors celles des médecins, des consulats et des Français, pas une voiture particulière. Toutes ont été réquisitionnées. La Catalogne vit sur pied de guerre. Usines, grands domaines, ont suivi la loi de la mobilisation civile et sont pareillement réquisitionnées.

Que tout se soit accompli selon les règles administratives, vous ne le croiriez pas. Ici passe la frontière qui sépare la guerre étrangère et sa mobilisation légale, de la guerre civile avec sa mobilisation spontanée.

**

L'hôtel, sur le Paseo de Gracia. Les volets de fer restent à demi fermés, plongeant le vestibule dans la pénombre. Atmosphère de chuchotement et de panique. Quarante personnes dans une salle à manger faite pour deux cents. On mange à la table d'hôte et il n'y a qu'un service.

Parmi les convives, des Espagnols. Pour la plupart, des « blancs ». Ce mot que j'écris là ne devrait correspondre à aucune réalité immédiate, puisque le mouvement qui a éclaté, le 19 juillet, n'a pas été une révolution sociale, mais, tout au contraire, un putsch militaire et fasciste. Le prolétariat s'est borné à lui barrer la route, en accord et en union étroite avec la bourgeoisie libérale.

Toutefois un prolétariat lancé ne s'arrête pas comme un cheval de charrie. Si la tentative cléricalo-militaire échoue, son résultat le plus clair aura été d'avoir déclenché une vague populaire, d'une ampleur imprévisible...

Si bien qu'un certain nombre de grands propriétaires ont estimé prudent de s'établir à l'hôtel où ils font, dès à présent, figure d'émigrés intérieurs.

Dans le hall, à l'heure du café, une vieille dame richement vêtue, jaune de fureur, fait le récit véhément d'une perquisition de la milice, opérée, hier, dans son palais.

**

La rue est vivante. Nombre de magasins sont rouverts, ceux de l'alimentation surtout, et les épiceries étalent paisiblement leurs architectures de conserves. Mes interlocuteurs me disent pourtant: « La ville mange ses stocks. Dans quinze jours, on verra. — Et le ravitaillement de la campagne? — Pour le moment, les paysans et les maraichers ont peur et ils craignent de n'être pas payés. — Quelle issue y voyez-vous? — Les dirigeants de la F.A.I. et de la C.N.T. réagissent avec vigueur. Ils viennent de lancer des appels enflammés. Ils dénoncent les tentatives de pillage comme attentatoires à l'honneur ouvrier et à la dignité révolutionnaire. La Fédération ne se borne pas à des paroles. La répression effective du terrorisme est en cours, par les soins des anarchistes eux-mêmes. Ils ont déjà procédé à des opérations de police et de salubrité d'une singulière rigueur. Ils y sont aidés par l'honnêteté proverbiale du peuple catalan. Mais il faudra venir à bout du lumpenproletariat qui grouille dans tous les grands ports méditerranéens. »

Je songe aussitôt à Marseille et je me représente assez bien les choses. Toujours est-il que l'ordre

public renaît à Barcelone, par l'effort conjugué du gouvernement, des organisations politiques et du Comité antifasciste, qui forme une espèce de municipalité de salut public, où les tendances sont représentées selon une certaine proportionnelle (5 anarchistes, dont 3 pour la C.N.T. — 3 membres de l'U.G.T. — 2 membres des partis marxistes — 1 « paysan » — 3 de la « gauche républicaine » — 1 de l'Action Catalane).

Miliciens et gardes d'assaut montent la garde devant les bâtiments publics, les immeubles réquisitionnés et les banques. La cathédrale porte d'immenses panneaux où il est dit: « Ce monument appartient au peuple et il est commis à sa garde. » Des piquets en armes veillent au respect de ces recommandations.

Çà et là, dans la ville, et particulièrement sur la place de Catalogne, où la foule est dense, des odeurs suspectes montent de certaines taches qui bronzent l'asphalte. On a brûlé, là, des cadavres de chevaux. Mais on n'est pas parvenu à en détruire la puissante et redoutable émanation. Elle se mélange aujourd'hui à des relents d'iodoforme pour composer les plus nauséabonds des souvenirs.

Des terrains vagues et des chantiers de constructions, qu'on n'a pas encore explorés tous, s'échappent aussi des fumets écœurants. Le bilan de la journée du 19 juillet s'établit à 400 morts et à 5.000 blessés.

**

Le Palais de la Généralité de Catalogne est une chose aussi belle que son nom. On dirait de la matérialisation d'un rêve. La pierre, le ciel, le marbre, les bois ouvrés, les plafonds peints, les orangers du patio suspendu, tout collabore à fixer dans l'espace et dans le temps quelque songe merveilleux des hommes, où seraient conjugués, dans un accord subtil et rare, les charmes de Venise, ceux de Stenne, ceux de la Renaissance espagnole et ceux de l'art mauresque.

Un poète en est l'âme. C'est Ventura Gassol, dont l'ancien régime a fait un militant, dont la République a fait un ministre, dont M. Gil Robles a fait un bagnard, et que le Front Populaire a tiré de son cachot pour le remettre à la tête de l'Éducation nationale. Il est souriant, il est jeune, il a un esprit audacieux et indomptable.

Les salles, les couloirs et les bureaux du Palais grouillent de fonctionnaires, de gardes, de bonnes gens qui ont tous quelque chose à demander, mais le plus affable, le plus paisible de tous est ce petit poète replet, chevelu comme Gustave Charpentier, âme de la renaissance catalane et de la république.

Il nous introduit auprès du président de la Généralité, M. Companys. Fin, élané, douloureux, M. Companys fait d'abord penser à un homme de cabinet plutôt qu'à un homme d'action. Comme les premières apparences sont trompeuses! Cet avocat du barreau de Barcelone a été, courageusement, à ses risques et périls, le défenseur constant des anarchistes devant les tribunaux de la monarchie. Les anarchistes ne l'oublient pas et le Président met aujourd'hui, au service de l'État, le crédit que ce passé lui vaut. Quand on a devant soi ce lettré mince, élégant, nerveux, torturé, quand on sait le rôle actif qu'il a joué dans la lutte politique, dans l'action illégale et dans la bataille de rues, quand on connaît enfin les douleurs que la vie privée ne lui a pas ménagées, on redouble de respect.

M. Companys est l'homme qui a eu l'honneur de proclamer la République, du balcon de l'Hôtel de Ville, en avril 1931, tandis que son grand ami,

le colonel Macia, réfugié en France, se hâta vers sa patrie. Il nous reçoit dans une pièce ombreuse, au dallage frais, de la Résidence — ce délicieux petit palais gothique, attenant à la Généralité, où des gardes d'assaut, grands gaillards bien nourris, bien rasés, le cou nu, en boléro de danseuse et en espadrilles bleues et blanches, veillent devant chaque porte, sont embusqués à chaque tournant des corridors.

« La révolution de 1931 s'est accomplie sans qu'il ait été versé une goutte de sang en Catalogne. En revanche, dès que la révolte populaire des Asturies a éclaté, en octobre 1934, le gouvernement de M. Lerroix et de M. Gil Robles a incarcéré 20.000 républicains, ouvriers, paysans, dans la Généralité. » (J'adresse, à ce moment, un souvenir aux pratiques chères à MM. Tardieu et Chiappe.)

« Dites bien que la réaction a toujours répondu par la violence et l'iniquité à la générosité des républicains.

« Voilà des siècles que notre peuple vit sous l'oppression, plie sous l'absolutisme des féodaux, des militaires, des capitalistes et du clergé, unis en un seul bloc. Le mouvement dont vous êtes les témoins est l'explosion d'une immense colère, d'un immense besoin de revanche, montés du fond des temps. Cette colère explique le caractère impétueux de ce mouvement.

« Les actes d'héroïsme du peuple de Barcelone, au cours de la journée du 19 juillet, ne se comptent pas. Songez que notre population était absolument sans armes. L'importance historique de cette journée, sa caractéristique essentielle, réside en ceci qu'entre 6 heures du matin et 6 heures du soir ce peuple, avec ses mains nues, a anéanti une armée. »

(L'expression correspond à la réalité : en fait, il s'agissait de la division entière de Barcelone, soulevée contre la République. A 6 heures du soir, cette division, militairement parlant, n'existait plus.)

Le Président poursuit :

« Tous les partis du Front Populaire ont rivalisé de courage et de stoïcisme. L'attitude des anar-

chistes a été, au cours de cette journée, digne d'une admiration particulière.

« Je veux vous donner une idée de ce que furent ces combats de rue. Au fond d'une des longues avenues de la Cité moderne, si terriblement rectilignes, un régiment d'artillerie débouche et entend de mettre ses pièces en batterie contre la ville, sous la protection d'une ligne de mitrailleuses. Des ouvriers les observaient aux coins des rues latérales. Quelques combattants de la C.N.T. montent sur trois camionnettes, les lancent à fond de train, débouchent sur l'avenue, à cinquante mètres de la troupe, et foncent sur elle. Les mitrailleurs voient venir ces bolides à 120 à l'heure. Avant même qu'ils se soient rendu compte de ce qui se produisait, les engins sont sur eux, ils sont bousculés, tout ce qui n'a pas été écrasé est mis en fuite ou poignardé par les ouvriers qui ont sauté des camionnettes, les mitrailleuses et les canons sont retournés contre les rebelles.

« Il est possible que les anarchistes nous suscitent aujourd'hui quelques difficultés ; je n'oublierai jamais la part décisive qu'ils ont prise à ces combats décisifs, je suis résolu à tout faire pour ne pas me séparer d'eux dans l'organisation de l'Etat nouveau. »

Deux fois déjà, depuis cet entretien, le Président — qui appartient lui-même à la Gauche républicaine — a remanié son cabinet pour y assurer une place plus grande, sinon aux anarchistes eux-mêmes, au moins à des syndicalistes qui possèdent leur confiance. Il semble qu'il se dessine en ce moment une figure très originale d'ordre anarchiste, et que les approches du pouvoir donnent à certains membres de la F.A.I. et de la C.N.T. le sens des responsabilités.

Tout cela est d'une importance doctrinale qu'on ne saurait exagérer et d'une signification historique considérable. Dans quelle mesure la base, la masse, si naturellement mouvante dans ces formations-là, suivra-t-elle ses élus ? C'est là qu'est le problème.

En tout cas, le P.S.U.C. — tant communistes, d'hier que socialistes d'hier — seconde le Président

dans sa tentative avec une abnégation remarquable et un sens aigu des réalités.

Il va sans dire que bien des anarchistes de la base jouent avec le feu et se plaisent à faire vivre leurs alliés politiques dans une atmosphère qui est sans charmes. Si les communistes sont les moins menacés, à cause de la vigueur de leurs organisations, socialistes et trotskystes (ces derniers surtout) semblent désignés pour servir de victimes à des coups de main isolés et à des actes de terrorisme individuels.

Tout cela n'aura qu'un temps. Les débuts de la révolution russe nous ont rendu ces convulsions familiaires. Le peuple catalan est particulièrement honnête, actif, travailleur et intelligent. Il secrètera lui-même son ordre, et sans doute un ordre original et nouveau. Soyons-y attentifs, accordons-lui la même confiance affectueuse et patiente que les chefs élus de son gouvernement.

**

Le Président continue son récit avec une émotion qu'il ne songe pas dissimuler :

« En un certain moment de cette journée du 19 juillet, je me trouvais sur les lieux du combat, place de l'Université. Je me tenais dans le local d'un commissariat. La fusillade faisait rage. Les gardes d'assaut, les miliciens, avaient appris ma présence. Beaucoup d'entre eux, blessés, se traînaient jusqu'à moi, et plusieurs sont tombés, à mes pieds, morts, en murmurant ces mots, ces seuls mots, chargés d'une amitié que je ne saurais jamais assez reconnaître : « Señor Presidente ! Señor Presidente ! »

La scène ressuscite si intensément à l'esprit et devant les regards de M. Companys, que le Président, en dépit de sa discrétion naturelle, ne peut pas ne pas la revivre, des pieds à la tête, et il la fait vivre pour nous, d'une façon qui restera inoubliable.

Après un silence, M. Ventura Gassol ajoute : « Ce que le Président ne vous dit pas, c'est que partout où on se fusillait et où le canon tonnait, il apparaissait, il était là... »

Le Président l'interrompt avec vivacité et dit : « Parlons plutôt des liens profonds qui unissent le peuple catalan au peuple français. Sans remonter plus haut que ces dernières années, dites bien à vos compatriotes que personne d'entre nous n'oubliera ces adresses de sympathie que vos intellectuels ont couvertes de leurs signatures, en faveur du Président Macia et de nos réfugiés politiques. Votre gouvernement d'alors les poursuivait devant vos tribunaux et votre justice les a d'ailleurs acquittés.

« Ces marques d'amitié, ainsi que les manifestations de masse du peuple parisien et les meetings organisés à l'appui de notre cause, ont puissamment soutenu notre courage. Je veux citer un petit fait : quand le Président Macia et ses co-inculpés ont pu quitter la prison de la Santé, après leur acquittement et la levée d'écrou, les chauffeurs de taxi qui les ont chargés, apprenant qui étaient leurs clients, ont refusé le prix de la course. Voilà le peuple français ! Comment ne l'aimerions-nous pas ? »

**

Saint-Exupéry écrit : A Barcelone, vingt mille index, nuit et jour, sont posés sur vingt mille gâchettes. Et comme les bolides hérissés d'armes circulent inlassablement à travers la foule, on peut dire qu'une ville entière est, sans relâche, tenue en joue... A Lerida, ville du front, on est sérieux. Aucun passant ne se promène en balançant à bout de bras un revolver. Point de ces accessoires un peu prétentieux et qui surprennent d'être portés négligemment, à la façon d'un gant ou d'une fleur.

Pourtant ces fusils et ces revolvers partent quelquefois. Je crois vous l'avoir fait comprendre déjà. Une nuit (c'est celle du 30 au 31 juillet) où nous nous trouvons en compagnie du jeune chef des milices antifascistes, Miravittles, on lui annonce que Trillas, socialiste, le chef du service des transports, vient d'être tué d'un coup de revolver, sur les Ramblas. Trillas avait sous ses ordres les dockers du port, en grève depuis le jour de la révolte

militaire. L'ordre général de reprise du travail ayant été donné dans les syndicats, Trillas a prétendu le faire exécuter par ses dockers. Anarchistes pour la plupart, ils y ont mis des conditions ; le conflit a éclaté. Il vient d'être résolu, de cette façon expéditive. « Nous y passerons tous », murmure Miravittles, d'une voix pensive.

Une curiosité naturelle nous fait choisir les Ramblas comme chemin de retour. Elles présentent, cette nuit, un aspect singulièrement déplaisant. Le vide s'y est fait, tout à coup lugubre, insolite, et nous sommes pris en filature par des garçons peu sympathiques d'allures, qui nous rappellent trop vivement les escarpes du boulevard de La Chapelle.

Depuis ce meurtre, les Ramblas n'ont cessé de vivre sur un rythme double ; Ramblas de jour, pleines de fleurs, d'oiseaux, de promeneurs, de cafés, de voitures, de tramways. Et, le soir tombé, les étalages de fleurs disparus, les marchands d'oiseaux éloignés, les cafés fermés, Ramblas de nuit, le règne du silence et de la peur, quelques ombres furtives se glissant le long des murs... Le retour de la lumière ramène la vie et l'animation.

Les dernières dépêches de Barcelone nous apportent la nouvelle d'un accord politique enfin signé entre anarchistes, social-communistes unifiés (P.S.U.C.) et trotskystes (P.O.U.M.) en vue de la recherche des points communs d'un programme minimum. Nouveau pas, nouvel achèvement...

En route pour Madrid. La Généralité a mis à notre disposition, pour ce voyage, deux voitures conduites par deux des meilleurs chauffeurs des milices.

**

Un épisode de la route de Barcelone à Valence me donne à penser. Un ennui de démarreur nous avait fait perdre une heure, à la sortie de Tarragone, et l'autre voiture avait pris une avance considérable. Du coup, notre équipe était devenue tant soit peu nerveuse. Nous passons deux villages sans encombre, et au prix d'un examen rapide de nos papiers.

A la troisième barricade, nous tombons sur un jeune paysan méticuleux, soupçonneux, qui sent naître en lui une âme de bureaucrate. Il lit nos firmans, de la première ligne à la dernière, les pièces qu'on lui montre ne lui suffisent pas, il veut voir le dossier individuel de chacun de nous, nous regarde sous le nez, tant et si bien que leur peu de patience échappe au camarade milicien et au camarade chauffeur, lesquels commencent à engueuler le camarade chef de poste. Le catalan est une langue admirable pour la discussion ; elle fournit un répertoire étendu de comparaisons et d'images expressives. En moins de rien, le ton de la conversation atteint le volume le plus élevé. Nous perdons notre temps à flatter les épaules de nos robustes conducteurs dans l'espérance d'apaiser leur courroux. Enfin on nous laisse partir, mais, à travers l'espace qui s'étire, des insultes de plus en plus solennelles et terribles continuent, pendant quelque temps, de s'échanger.

Nous poursuivons notre route, à cent à l'heure. Un village et deux nouvelles barricades sont franchies facilement. Au second village, tandis que, sous les fusils braqués des villageois de garde, nous exhibons nos papiers, un klakson se fait entendre derrière nous, mêlé à des cris, et, dans un miaulement furieux de ses quatre pneus, une Ford s'arrête contre nous. Haut les mains ! Sur la carrosserie et le capot de la nouvelle voiture, le mot *Policia*, peint dans tous les sens ; des fusils, des revolvers, et, je crois bien, une mitrailleuse. Les agents de l'ordre déboulent de leur véhicule, pistolet à la main, et se dirigent vers nos conducteurs, assez penauds. L'explication qui suit est passablement orageuse. De nouveau nos papiers doivent être produits. Les mots « Frente popular frances » (Front Populaire français) produisent leur effet habituel et aident à apaiser l'orage. Bientôt des rires, des poignées de main et des grandes tapes sur l'épaule succèdent aux menaces. Mais nous ne nous éloignons pas sans que notre équipe ait été vertement tancée.

Que s'était-il passé ? C'est ici que la chose devient intéressante. Le corps de garde du village

APRÈS LA NUIT TRAGIQUE ET GLORIEUSE DE BARCELONE



Le club nautique brûle...



Le cadavre d'un prêtre.



Après la nuit tragique, patrouille à l'aube.



Accalmie. Le soleil du matin luit sur les barricades. PHOTO DANIEL



De ces fenêtres-là, des fascistes avaient tiré. La maison a été bombardée. PHOTO KEYSTONE

Des linges blancs aux fenêtres. Cela signifie : « Epargnez-nous, nous ne tirons pas sur vous ». Des neutres ou des sympathisants...



Un ouvrier blessé aux environs de la place Cataluña. PHOTO DORI

Des blessés en masse ont été amenés dans la nuit. Partout des hôpitaux se sont montés. WIDE WORLD

L'enterrement d'un camarade passe sur la Rambla.



Vers les aérodromes civils et militaires : la garde du pont.



Les gardes de la Généralité à l'heure du barbière dans la cour principale du palais.

Le serment populaire au mort à l'emplacement où tomba, sur le pont, sous les balles rebelles, le premier milicien dans Barcelone.



A la Généralité, les fonctionnaires passent les nuits. Derrière chaque meuble, chaque rideau, chaque porte, un matelas est dissimulé.



Le tank blindé du Parti Ouvrier d'unification marxiste sur la Rambla.

Deux heures de l'après-midi — Barcelone s'éveille. Face au Comité central de guerre d'où partiront tout à l'heure les ouvriers-soldats, des hommes se sont étendus sur la maigre pelouse de la place sous le soleil accablant.



Les gardes de la Généralité à l'heure du barbière dans la cour principale du palais.



Au Comité central de guerre, place Palacio, on fait queue pour obtenir des bons de marchandises, des autorisations, des saut-contrôles...



Un navire lève l'ancre pour Majorque. — Sur le quai le peuple acclame les combattants.



où l'altercation s'était produite avait téléphoné à la police, laquelle avait sauté dans sa Ford et, de toute la vitesse de ses quatre cylindres, avait fini par rejoindre les huit cylindres de notre Cadillac.

Or, veuillez noter que cette police n'est pas la police d'Etat. Elle n'est faite ni de gardes civils ni de gardes d'assaut ; c'est la police populaire, composée de miliciens volontaires, nommés par ces Comités de Salut public que sont les Comités de Front Populaire, lesquels gouvernent à présent chaque ville et chaque village. Le zèle, la conscience, l'énergie et l'autorité avec lesquels ils accomplissent leur tâche, nous venons d'en avoir une preuve. Avouons qu'elle était satisfaisante.

Entre Barcelone et Madrid, entre Madrid et Barcelone, sur 1.500 kilomètres, nous n'avons pas vu dix bicornes de gardes civils ou dix képis de gardes d'assaut ; néanmoins la circulation, l'ordre, la surveillance sont assurés avec une promptitude et une précision qui ne laissent rien à désirer.

VALENCE

Par comparaison avec cette Barcelone que nous quittons — la grande cité méditerranéenne, cosmopolite, fière, mouvante, dangereuse, séduisante, riche d'un prolétariat composite, bigarré, instable et violent — Valence, qui a les dimensions de Bordeaux, exprime d'abord le charme, la paix et la gaieté.

Je ne suis pas long à percevoir cette fausse apparence et à toucher la réalité dramatique que le voile aimable recouvre.

Que se passe-t-il ? La grève générale a éclaté en manière de protestation contre l'attitude équivoque d'une partie de la garnison et contre la mollesse que le peuple reproche aux autorités locales, à tort ou à raison.

Les troupes fidèles à la République sont parties vers Madrid pour être dirigées sur le front. Restent seuls quelques régiments douteux. Et ici se place l'histoire de deux héros de la République.

La première s'est déroulée dans la caserne du génie de Paterna, à quelques kilomètres de la ville. Avant-hier, une partie des officiers de ce régiment se déclare contre la République, fait clore les portes de la caserne et essaie d'entraîner la troupe.

Celle-ci hésite. Les rebelles se font menaçants. Alors le sergent Juan Fabra — 14 ans de service, 10 ans de grade — se réfugie dans l'armurerie avec quelques camarades, s'empare d'une mitrailleuse et tire. Les insurgés qui ne sont pas tombés se rendent, la troupe se rallie à ce chef improvisé, qui va la mettre aux ordres du gouvernement légal. Juan Fabra se voit fait lieutenant séance tenante.

La seconde de mes histoires de héros civiques se place dans une caserne de la ville elle-même, qui sert de quartier au 10^e régiment de lanciers. Les officiers de cavalerie ne cachent pas leur sympathie pour le fascisme. Depuis quelques jours, une vive agitation se fait sentir dans leurs rangs.

Le gouvernement sent que le régiment lui échappe et qu'il va se soulever d'une heure à l'autre. Il ne reste plus assez de troupes loyales dans la garnison pour le réduire. Le gouvernement nomme alors au commandement de ce corps un chef d'escadron de sentiments républicains. Celui-ci revêt sa grande tenue et se présente résolument à la porte du quartier. Elle s'ouvre. A peine l'a-t-il passée que les grilles se referment sur lui. Une salve se fait entendre, les officiers ont froidement abattu leur nouveau colonel.

Au moment où notre voiture débouche sur la place du Palais, qui est sur les quais mêmes de la rivière Turia, des gardes civils, courant çà et là, refoulent passants et véhicules. J'aperçois miliciens et gardes d'assaut surélevant en hâte le frère édifice de sacs à terre qui défend la porte du vieux et magnifique édifice et y traînent deux mitrailleuses qu'ils mettent en batterie.

« Arrière ! Arrière ! crient les gardes aux civils, vous n'êtes bons qu'à faire de la chair à canon ! »

Que se passe-t-il ? La question est de deviner quand et comment les deux régiments en état de rébellion latente passeront à la révolte ouverte. On attend tous les soirs leur sortie des casernes, qui se trouvent de l'autre côté de la Turia, sur la rive gauche, dans un faubourg populaire et poussiéreux. Sur les terrasses des maisons, des veilleurs ont été placés au guet, chargés de prévenir sitôt qu'ils verront déboucher la troupe.

Je ne puis savoir d'abord si les régiments se sont réellement mis en marche vers les ponts par où ils peuvent déboucher dans le centre et dans la vieille ville.

Abandonnant notre voiture dans une ruelle embouteillée, où il est devenu impossible de la faire avancer ou reculer, nous voilà partis dans le dédale des petites rues pittoresques, dominées de hauts clochers d'églises, qui composent le cœur du vieux Valence.

L'un de nous propose de monter d'abord à la direction de la *Verdad*. Une garde de jeunes miliciens communistes fait d'abord quelque difficulté pour nous laisser entrer, mais bientôt deux ou trois militants, puissamment charpentés, nous font les honneurs de la rédaction et de l'imprimerie du journal, installées dans les meubles mêmes du journal qui, quinze jours plus tôt, servait ici la politique de Gil Robles.

Au bout d'une heure, aucune nouvelle précise n'arrivant du Palais, nous nous y rendons. L'alerte semble passée. Les mitrailleuses dorment derrière la mince barricade des sacs à terre. (Comme on voit que les Espagnols n'ont pas fait la guerre !) Dans les bureaux, on nous dit qu'on a entendu des coups de feu claquer à l'intérieur des casernes et que les guetteurs ont pris ces détonations pour des exécutions préalables à la sortie en masse. Mais rien n'est venu.

Je me décide enfin à rentrer me coucher, fatigué par la longue journée d'auto. Me voici assez loin du quai, dans une grande rue solitaire, brillamment éclairée. Au loin, un attroupement. Qu'est-ce ? J'y vais et je tombe sur le rassemblement d'une colonne d'environ 200 miliciens.

Quelle est étrange, cette colonne ! Et comme je voudrais vous en donner l'image exacte !

La plupart ont moins de 25 ans. Presque tous portent l'uniforme né des événements et qui est, vous le savez, la combinaison d'ouvrier en toile bleue. Au bras, l'écharpe qui indique l'affiliation de parti (rouge et noire pour les anarchistes, rouge pour les socialistes, rouge à la faucille et au marteau pour les communistes, tricolore pour la gauche républicaine. Souvent rouge et tricolore s'unissent).

Les jeunes filles sont en grand nombre. La moitié seulement de ces combattants porte un fusil ; quelques-uns, parmi les autres, un revolver.

Sur les trottoirs, une foule assez dense regarde avec gaieté, comme s'il s'agissait d'un char de miraculé. La rue tout entière pépie d'ailleurs comme une volière. Tout ce petit monde, divisé en quatre sections, chacune d'une cinquantaine d'hommes et de femmes, paraît fort joyeux.

Un camion de brasserie arrive, plein à refus d'un renfort de ces volontaires-enfants. Mille cris les accueillent. Ils sautent du camion. Surprise ! Ces enfants sont presque tous des jeunes filles.

Tout à coup, vers la tête de la troupe, un clairon, qui joue faux, jette, entre ces hautes maisons nocturnes, quelques notes aigres, à peine soutenables. J'y cours. Le commandant est là, entouré d'un semblant d'état-major, au milieu duquel brille — au sens littéral du mot — une jolie fille élancée et blonde, aux traits fins, aux cheveux nattés, son torse mince pris dans un chandail à raies horizontales, bleues et blanches, les bras nus, une montre platinée au poignet, un gros Colt à la ceinture, et pantalonnée de grosse toile bleue.

Il ne doit pas avoir beaucoup plus de 30 ans, le chef de la troupe juvénile ! Il la harangue avec feu. Acteurs et spectateurs éclatent en applaudissements, le clairon lance de nouveau quelques notes aigres, la colonne se met en route, en assez bon ordre.

Que voulez-vous que je fisse ? Qu'auriez-vous fait à ma place ? Je la suis. Fidèle à toutes les traditions françaises, me voici sur le trottoir, à hauteur du petit clairon qui s'époumonne à jouer faux dans son biniou.

Immédiatement derrière lui s'avancent les grenadiers. Que ce mot ne vous fasse pas illusion. En réalité, il s'agit de quatre hommes, en tout, marchant espacés, deux devant, deux derrière, en carré, selon le cérémonial des présentations de toréadors.

Sur ces quatre, trois sont en « tenue » : le quatrième retient mon attention. C'est un vieil homme décharné, en veston merdoie, à figure de bourgeois timide ou d'employé de bureau hémorroïdeux, le crâne déplumé, le nez long et triste, le sourire gêné, le pas sautillant, et néanmoins (arrangez cela comme vous pourrez) l'air parfaitement résolu et fier.

LA RÉVOLUTION ET LES ENFANTS



Les enfants, parmi les ruines d'un monastère, farfouillent dans les papiers, les images pieuses, les livres saints déchirés et découvrent aussi toute une littérature clandestine qui n'a rien de liturgique.
PHOTO DANIEL



A la manière de "Gavroche"
Le père et le fils gardiens de barricades...



Devant la caserne Montjuich, des petits malheureux, des petits poulieux en loques : ceux dont il faudra s'occuper après la guerre...



Ces quatre-là portent tout l'approvisionnement de la colonne en grenades à mains, c'est-à-dire, en tout et pour tout, huit engins. Chacun des combattants en tient une dans la main droite, l'avant-bras levé, une autre dans la main gauche, le bras librement balancé.

Derrière eux, la colonne s'allonge, saluée au passage par des applaudissements qui crépitent d'une façon sèche et mate.

Soudain un cri sourd, dur et sauvage s'élève de la colonne, lui conférant immédiatement la carrure qui manquait à son pas. Ce cri est la clameur de guerre des mineurs des Asturies, aux jours sanglants d'octobre 1934: «Oùh, atché pé! Oùh, atché pé!» Autrement dit le nom espagnol des trois lettres de l'alphabet U.H.P., formant les trois initiales des mots: «Unissez-vous, frères prolétaires!»

Voici le quai et le pont de la Turia.

Nous tournons en direction du palais de la Gobernacion, parallèlement à la rivière, ayant celle-ci à notre droite. Quelques miliciens se détachent des ombres, courent vers nous et essayent d'entraîner la colonne vers l'entrée du pont. Comprenant mal leurs cris et leurs ordres, je ne saisis pas d'abord ce qui se passe.

Je ne reste pas longtemps livré à ma perplexité. Le parapet de la rive en face se mouchette brusquement de petits points lumineux qui s'allument et s'éteignent en éclairs. Une partie de la colonne se jette à plat ventre, l'autre rampe jusqu'à l'abri du parapet et ouvre le feu. Quelques combattants résolus courent vers le pont et s'y engagent.

Au même moment, le bruit d'une vitre qui descend près de mon épaule et une piqûre au cuir chevelu réveillent mes réflexes de vieux fantassin. La place du Gouvernement civil n'est pas loin et je me souviens que je puis trouver là une rue parallèle à la rivière et séparée du quai par un pâté de maisons. Je rase les murs, tourne deux coins et tombe dans un flot d'hommes et de femmes qui tourbillonnent, en proie à une agitation compréhensible.

Cette fusillade prouve que la troupe est sortie des casernes. Elle peut déboucher sur cette rive-ci d'un instant à l'autre, et l'on peut tenir pour assuré qu'à peine là elle mitraillera d'enfilade tout ce qui paraîtra et bougera dans ces ruelles.

Pendant que cent carreaux de fenêtres s'égrènent sous les balles en produisant un bruit niais et insupportable, nous nous trouvons entassés, une soixantaine d'hommes, de femmes et d'enfants, dans le porche d'entrée d'une maison.

Au bout de peu de minutes, n'entendant pas de signes nouveaux, je fais réflexion qu'il serait bien sot de me faire prendre dans ce trou comme un rat. Il m'est resté, de la guerre, une certaine horreur des abris où l'on se fait enterrer.

Mon intention d'ouvrir la porte cochère et de ressortir provoque des cris et des protestations. En dépit de l'extraordinaire retenue et dignité des Espagnols, on pleure, dans cette cave.

Me voici dehors. Je respire à pleins poumons. Cela tiraille toujours du côté des quais, sans progrès perceptible de l'un ou l'autre parti.

La rédaction de la *Verdad* est à 150 mètres d'ici. En cas d'une irruption des insurgés, l'endroit ne serait pas fameux pour s'y faire cueillir.

Deux coins de rue, et je traverse un barrage de miliciens. Je dis un barrage et non une barricade. Cinq à six tout jeunes gens occupent l'entrée d'une rue et regardent d'un air indécis dans la direction des toits qui les séparent de la rivière où la fusillade ralentit.

Je traverse leur ligne en les examinant avec curiosité et me voici dans cette rue. Au bout de quelques pas, j'éprouve, assez singulièrement, l'impression que des paroles échangées derrière mon dos doivent me concerner. Deux pas encore, et un petit grincement de l'épiderme m'avertit qu'il vaudrait peut-être mieux se retourner.

A ce moment, je distingue assez nettement: «Oya, hombre!» Et si c'était à moi que ce discours s'adressait? Je me retourne, juste à temps pour me voir couché en joue par ces enfants. Oh! ils m'auraient descendu comme un lapin.

Une voix claire m'intime l'ordre de revenir sur mes pas et de m'approcher. Je m'exécute sans hâte et me trouve nez à nez avec un drôle de petit bout de femme, brune, potelée, assez jolie, dix-sept ans peut-être, les cheveux au vent, bien prise dans sa combinaison de toile, qui me dévisage en fronçant les sourcils et me tient au bout de son revolver, comme dans un film de Hollywood.

A ses discours, je réponds avec un sourire aimable: «Moi, pas comprendre. Français. Frente popular français.» Des yeux de charbon me scrutent avec sévérité tandis que les fusils font demi-cercle autour de moi. Je m'entends demander mes papiers, mon passeport. Je montre tout. Aussitôt les fusils retombent sur leur crosse, le revolver regagne son étui. Poignées de mains, grandes tapes sur l'épaule: «Compañero, camarada!» Et je reprends ma route sous leurs yeux attendris.

Deux coins encore et me voici marchant vers deux jeunes gens qui occupent le fond de la petite rue où je viens de m'engager. Je n'ai pas fait trois pas que l'un d'eux lève le poing droit. Il est si tard, j'ai si grand sommeil, je rêve tant à ce que j'ai vu dans le courant de ma journée, d'ailleurs j'ai tant de fois salué de l'avant-bras, depuis ce matin, que j'oublie de répondre aussitôt à son geste.

Voilà mes deux gaillards qui me couchent en joue à leur tour. Je m'arrête. Celui des deux qui semble le chef recommence sa salutation. Mon bras se lève enfin. Il était temps!

Les bureaux de la *Verdad*. La nouvelle que les régiments seraient sortis et attaqueraient ne trouble nullement les militants de la rédaction. Pourtant, ce centre nerveux du Front Populaire serait sans doute un des premiers visés.

Nous restons une heure à bavarder. De quoi? Je vous le donne en mille: de théâtre. Ils me parlent avec feu des plans du grand théâtre populaire espagnol qu'ils ont en projet.

Vers je ne sais quelle heure de la matinée, je rentre à mon hôtel que gardent quelques mitrailleuses disposées sur sa terrasse. Je m'endors au bruit de la fusillade et des grenades à main. Une détonation plus forte me réveille. Il fait grand jour. Je trouve dans la rue Nizan et sa femme, et nous nous acheminons tous trois vers le lieu du combat, qui paraît ne s'être pas déplacé depuis le milieu de la nuit.

Comme nous errons dans les jolies petites rues de la vieille ville, un coup de revolver claque, tout proche. Une des tactiques des fascistes consiste à tirer à l'improviste, au haut des terrasses ou derrière les volets, autant pour énerver la population et mettre la milice sur les dents, que pour toucher.

De rues en rues, nous sommes accompagnés par ces détonations agaçantes.

Nous regagnons enfin l'hôtel. Je me jette sur mon lit et m'endors aussitôt. Des coups violents sur ma porte me réveillent de nouveau: «Debout! les voitures sont là! Nous partons pour Madrid dans dix minutes.»

Je me dresse sur mon séant: — Et les casernes? — Prises! Elles sont prises! Je sacre comme un tonnelier. Voilà que j'ai manqué le plus beau de l'affaire. Je boucle ma valise et dégringole l'escalier. Sur la place inondée de soleil, un spectacle extraordinaire s'offre à moi: de tous les côtés, des hommes de tout âge, des femmes, des jeunes filles, des enfants, passent, venant du quartier des casernes, et portant qui un fusil, qui deux fusils, qui un pistolet, qui un sabre. Voici un camion chargé de miliciens socialistes enivrés de joie. Ils tiennent au milieu d'eux et caressent comme une fiancée une mitrailleuse enrubannée de rouge. Le camion s'enfonce à toute vitesse vers les faubourgs. Voici une jolie petite Peugeot 401, couleur café au lait; elle s'arrête, ses occupants montent avec fierté leur bagage: une autre mitrailleuse.

Voici un camion plein de soldats de cavalerie sans armes, le bras gauche fleuri de rouge, acclamés de la foule et l'acclamant. Le conducteur manifeste sa joie en lâchant un coup de mousqueton dans le bleu du ciel, qui se panache aussitôt des cinq cents pigeons blancs perchés sur les terrasses de l'Ayuntamiento. Des gamins passent, pliant sous le poids des paquets de cartouches. Quelle est la marchandise que cet autre camion débarque dans notre hôtel, en petites caisses solides et sérieuses? Ce sont des grenades à main, de fabrication française, prises dans les casernes.

Le peuple s'arme. Qui n'a pas vu ce spectacle, survenant après les angoisses de la nuit et des jours précédents, qui n'a pas vu cette fierté d'une population, succédant à ses craintes et à son humiliation, ne peut pas comprendre ce que signifie pour ces républicains, ce mot affreux et libérateur: *des armes!*

Et l'on me conte comment sont tombées les casernes. Vers 9 heures, comme l'assaut menaçait d'être donné, les soldats ont bousculé leurs offi-

ciers, ouvert les portes, se sont jetés dehors. Et par ces mêmes grilles béantes, flot rencontrant le flot, le peuple s'est jeté dans la caserne, ayant à sa tête le lieutenant du génie Juan Fabra, dont je vous ai conté l'héroïsme.

Voyant cela, la plupart des officiers et des insurgés de la ville qui les avaient rejoints se sont suicidés. Le reste a été exécuté. Trois tanks, quantité de mitrailleuses, de grenades et de fusils sont tombés entre les mains du peuple. Quant à la cavalerie, elle a suivi aussitôt l'exemple de l'infanterie.

Je regarde le ciel de cette matinée méditerranéenne, dure, translucide et pure comme un minéral: deux cents cadavres gisent sous cette purpurine, dans cette dureté. Il y a une heure, leurs yeux voyaient ce soleil paisible, ce ciel minéral et indifférent, ils vivaient. L'histoire est en marche.

Nos voitures sont enfin là; nos chauffeurs, égarés depuis la veille, se sont retrouvés. Pendant que les dernières formalités s'accomplissent, nous sommes interpellés par un milicien aux cheveux grisonnants. Il stationne avec son fusil sur le trottoir, devant la porte de notre hôtel, quartier général des milices valenciennes. Il observait gaiement notre groupe et nous demande: «Français?»

Nous voilà partis à causer. Il est ébéniste, il est maigre, tanné, d'expression fine et dure à la fois. Nous lui demandons: «Socialiste? — Non, anarchiste. — Qu'est-ce que vous pensez des événements? — Bons. C'est bon. — Marchez-vous d'accord avec les communistes, avec la gauche républicaine?»

Son sourire ironique et intelligent ne le quitte pas. «Mes maîtres sont Bakounine, Tolstoï et Pedro Kropotkine. Mais j'ai appris aussi que, si vous voulez faire deux pas dans le temps d'un, vous vous flanquez par terre. Si vous prétendez réaliser le régime anarchiste d'un coup, dans les circonstances actuelles, vous amenez le fascisme. Un pas après l'autre, un pas après l'autre, camarade! Aujourd'hui, front unique contre le fascisme, avec la gauche bourgeoise, avec les socialistes, avec les communistes. C'est une question de vie ou de mort.»

Nous lui demandons: «Pour combien de temps?» Il sourit de nouveau et fait un geste vague. «Qui le sait? Mais quand ce sera fini, quand le fascisme sera vaincu, alors nous nous retournerons vers les socialo-communistes et nous réglerons leur compte, jusqu'au dernier.»

Cet intelligent petit ébéniste sourit à ces perspectives délectables. Il semble se promettre un grand plaisir de cet épisode futur de l'histoire. Certainement il regretterait beaucoup de ne pas vivre assez pour voir cette bataille décisive et y participer!

Nous savons que les idées anarchistes, étudiées dans les écrits d'un Bakounine et d'un Kropotkine, sont bien loin d'être ce qu'on imagine l'opinion publique, superficiellement informée. L'anarchie théorique fait fond sur une naturelle bonté de l'individu humain, sur son intelligente compréhension des lois de la société, sur son penchant inné à l'entraide.

Nous savons aussi que pour atteindre au niveau où le rêve des anarchistes se place, l'homme a besoin d'abdiquer tous les restes de l'instinct de propriété et de l'individualisme. Est-il mûr pour ce destin? L'insecte parfait est-il prêt à sortir de la chrysalide? De la réponse que nous faisons à cette question, dépendent à la fois notre philosophie de la vie et les opinions politiques qui la reflètent.

L'anarchie repose sur une évaluation extrêmement élevée de l'homme et de son aptitude à la noblesse des sentiments. Il est remarquable que ce soit en Russie, en Espagne et dans certaines parties de la France qu'elle ait trouvé son terrain le plus favorable.

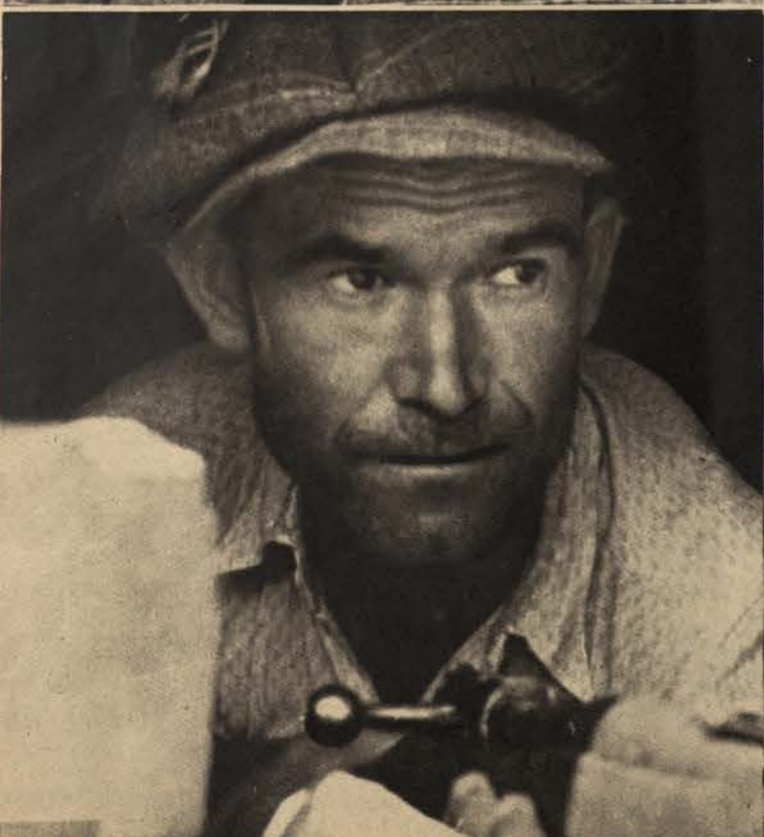
S'il y a beaucoup d'anarchistes sages comme notre ébéniste, bien des espoirs sont permis. Il semble qu'en Catalogne la Fédération anarchiste et la Confédération générale du Travail se rendent progressivement maîtres des éléments inorganiques et du *Lumpenproletariat* crapuleux qui abusait du nom d'anarchistes et des libertés qui régnaient dans ces groupements pour satisfaire simplement un goût du pillage et du terrorisme.

Les nouvelles les plus récentes qui nous arrivent de Barcelone et du front de Saragosse nous laissent supposer que les événements actuels, en fournissant, pour la première fois, à l'anarchie, l'occasion de



UN PEUPLE EN ARMES

Quelques-uns de la Milice:
hommes des faubourgs et des champs



Un Pancho Villa. Il y en a toujours au moins deux ou trois dans chaque village. (Voir article page 40.)



Un "poilu" de la révolution...



Au camp, on l'a surnommé le Négus.



collaborer à un gouvernement, vont permettre à ses doctrines de subir une élaboration et une mise au point. Rappelons que les organisations anarchistes, communistes, socialistes et républicaines sont, en ce moment même, en conversation pour la mise au point des parties communes de leurs programmes politiques en vue de l'établissement d'un plan minimum.

Et répétons qu'Espagnols et Catalans sont intelligents, sobres, honnêtes et travailleurs. Si l'anarchie théorique a séduit un si grand nombre d'entre eux, ce ne doit pas être sans des raisons profondes, liées à la spiritualité de ces peuples. Faisons-leur confiance ; regardons avec sympathie et patience le déroulement de cette prodigieuse expérience humaine.

On a fait peur à nos hommes d'escorte en leur racontant — les imaginations galopent ferme, dans ces jours troublés — que quelques villages, entre Valence et Madrid, se sont déclarés pour les fascistes et que nous risquons de nous y voir faire un mauvais parti. Ils vérifient leurs armes et l'ami Bombi revient triomphant d'avoir chipé quelques grenades à main, de celles dont on s'est emparé dans les casernes. « Ce sont des françaises », m'explique-t-il sur un ton savoureux de connaisseur ; « il n'y a pas meilleur. »

Soit. Mais sur les 360 kilomètres du parcours, nous ne devions rencontrer que des villages païvoisés aux couleurs communistes, socialistes et républicaines, où le drapeau catalan et le nom du Front Populaire français soulevèrent les acclamations.

Jamais la différence entre le paysan catalan — exubérant, impétueux, — et le castillan — silencieux, mesuré, calme, austère, — n'a pu apparaître de façon plus marquée. Aussitôt les formalités de reconnaissance achevées, aux barricades, les paysans s'approchaient, passaient la tête aux portières, et, nous regardant, demandaient à mi-voix :

« Donde vienen ? — De Valence », répondions-nous. « Comment cela va-t-il, à Valence ? »

« Et vous, ici ? » demandions-nous. A cette question, dix fois nous a été faite cette simple réponse, sur le ton le plus uni, le plus dénué d'emphase ou de romantisme que vous puissiez concevoir :

« Nous mourrons s'il le faut, mais nous ne reviendrons pas en arrière. »

Nous sommes arrivés à Madrid comme le soleil se couchait dans le poudrolement même de notre route. J'ai été, dans ma vie, le spectateur de bien des scènes émouvantes ; je ne crois pas avoir été pénétré d'une conviction plus inattaquable et d'une certitude plus absolue que ce jour-là. Je venais de voir un peuple entier debout et en armes. C'est le peuple le plus grave et le plus résolu qui soit au monde. On pourra le détruire, on ne le réduira pas.

Nous savons, par le témoignage même des ennemis du gouvernement de Madrid, que l'Estremadure, la plus grande partie de l'Andalousie (communiste depuis longtemps), toute la région de Huelva, Malaga, Grenade, Murcie, le Levant, la Biscaye, les provinces basques, les Asturies, toute la Catalogne, une partie de l'Aragon, la plus grande partie des Baléares, partagent cette volonté et sont nourries de la même foi.

Le séjour à Madrid a été trop intimement mêlé d'audiences politiques et de conversations officieuses avec les dirigeants de la République, des partis et des organisations, pour qu'il ne soit pas prématuré d'en rien dire. L'heure n'en est pas venue.

Je raconterai un jour, sans rien en taire, ce qu'a dit le Président et ce que les autres ont dit. J'atteste, dès maintenant, que ce qui domina, dans les propos de tous, ce fut un acte de gratitude, d'admiration, de respect envers l'héroïsme, l'ardeur, l'énergie et la décision du peuple espagnol, envers son vouloir vaincre et son mépris stoïque des épreuves.

Le Président de la République nous a dit : « Je n'ai jamais eu confiance dans les intellectuels, dans les techniciens ou dans les fonctionnaires, je n'ai jamais eu confiance que dans le peuple. Je vois aujourd'hui que j'avais raison. »

Je ne terminerai pas ces notes rapides sur une autre parole.

Jean-Richard BLOCH.

VU ET ENTENDU



CROQUIS ET SILHOUETTES RÉVOLUTIONNAIRES

P&R MADELEINE JACOB



Sur le chemin du front, l'auto de VU, mise à la disposition d'un de nos photographes par les autorités catalanes, a fait halte, le temps de montrer patte blanche à la garde civile.

PHOTO NAMUTH

CELA avait commencé dans la nuit. Une révolution tout de suite héroïque et sanglante. Les militaires insurgés possédaient la stratégie, les chefs, les armes. Le peuple, lui, n'avait que sa foi, son désir de défendre sa liberté. Sa liberté ? Sa vie, sa peau. C'est la même chose. Le peuple, en une heure,

fut armé lui aussi : des fusils, quand il y en eut, des revolvers, des outils, tout ce qui put lui tomber sous la main. Il s'agissait d'abattre la bête avant qu'elle ne morde trop profondément, il s'agissait de lui faire lâcher prise. Et de toutes les maisons ouvrières, de toutes les rues, on pourrait dire de tous les pavés, ils sont sortis pour se battre et mourir. Tous ceux qui se trouvaient dans Barcelone la nuit de l'émeute les ont reconnus : c'étaient bien les mêmes, avec la même foi, avec le même enthousiasme, avec la même soif de liberté, c'étaient bien eux, les hommes de 93 qui revenaient pour empêcher qu'on assassine cette république-là.

Sanglante et héroïque. Et parce que l'homme de la rue en quelques heures domina le militaire, la révolution prit bientôt une autre figure. Elle s'apaisa dans les faubourgs, elle tourna à la guérilla, et maintenant, c'est la guerre, la vraie.

Quelques jours après, un dimanche, j'ai trouvé Barcelone nonchalante, voluptueuse, grouillante aussi, comme en un jour de fête. Les Ramblas laissent couler, interminable, leurs foules bariolées, leurs foules jeunes. Y a-t-il eu ici, peu de jours auparavant du sang sur les pavés ? Des hommes de tous âges déambulent en promenade, le fusil en bandoulière. De paisibles concierges font, comme chez nous, le dimanche, la causette, entre voisins sur le trottoir, assis confortablement dans des fauteuils. Mais le fusil est appuyé contre eux. Un gars là-bas, caresse une fille de la main gauche tandis que la main droite tient le fusil du canon duquel il trace sur le sable de la place Cataluña des initiales entrelacées.

Ici, dans Barcelone, on ne se bat plus. On veille. Voilà. Le soir, quelquefois, vers minuit, on fusille près de la caserne Montjuich, à l'emplacement où, voici quelque vingt-sept ans, tomba sous les balles monarchistes : Ferrer.

L'HOTEL COLON

L'hôtel Colon était un des grands hôtels luxueux de la ville. Bien entendu, il ne tarda pas, dans les quelques heures de la révolution, à se transformer

en un fortin de la rébellion. Les fascistes, installés derrière chaque fenêtre, tiraient dans le tas. Mais le tas n'hésita pas à avancer sous la mitraille et l'hôtel Colon fut pris d'assaut. Les touristes étrangers furent, le plus courtoisement du monde, acheminés vers d'autres lieux. Les fascistes furent fusillés.

L'hôtel Colon est aujourd'hui le centre des milices antifascistes. Les socialistes et communistes unis y mêlent le jeu de l'organisation.

Jamais, sans doute, l'hôtel ne connut clientèle aussi dense, aussi véhémement, aussi bourdonnante. Il faut, pour pouvoir circuler librement à toute heure dans Barcelone et dans toute la Catalogne, pouvoir exhiber les pièces d'identité nécessaires. Les sympathisants du mouvement révolutionnaire les obtiennent sans façon. C'est dans un petit salon attenant à ce qu'on appelle une « suite de luxe » que se tient le camarade chargé de vous aiguiller vers le Comité Central de Guerre à l'autre bout de la ville.

Il est huit heures du matin. Une longue table de bois blanc. Autour de la table, de jeunes visages las et fiévreux. Des « retours » du front. Ils ont passé la nuit sur les routes. On leur sert le petit déjeuner. Café au lait, pain, biscuits. Ils sont si fatigués, ces gosses, car ce sont presque des gosses de 17 à 20 ans, qu'ils touchent à peine à la nourriture qu'on leur offre. Au fond, un canapé de soie sur lequel reposent des fusils. Une jeune milicienne, le nœud rouge dans les cheveux, le revolver à la ceinture, dépose les fusils avec un soin jaloux au fur et à mesure que ses camarades les lui remettent.

— Ils sont chargés, c'est pour cela sans doute que vous les maniez avec ce soin.

Elle rit :

— Bien sûr qu'ils sont chargés, mais ce n'est pas pour cela que j'en prends soin. C'est pour ne pas inutilement détériorer ce canapé. Nous ne sommes pas des pilliers.

Au mur, une gravure « genre ancien » d'une dame qui pourrait, au besoin, passer pour une quelconque Marie-Antoinette, pend au bout d'un long cordon. Celle-là appartient sans aucun doute à l'hôtel Colon d'hier. Mais à côté d'elle, l'éclipsant toute, une grande peinture à l'huile : deux grands chefs révolutionnaires en conversation. Ceux-là sont sans aucun doute aussi, des nouveaux venus dans l'établissement.

C'est, dans le hall, dans les escaliers, dans les couloirs, dans les ascenseurs, un va-et-vient conti-

nuel étourdissant. Ici, on parle toutes les langues et même l'espagnol ou le catalan. Ici c'est en somme un peu comme un centre international de la défense de la république espagnole et catalane mais aussi de la défense des républiques tout court.

Les chambres du Colon sont transformées en bureaux. On a mis les lits debout, on s'en sert comme bibliothèques et meubles à dossiers. Ici, les miliciens logent et aussi quelques reporters. Il y a la photographe anglaise, une femme un peu colosse, à cheveux gris, vêtue d'une simple blouse de travail, pieds nus dans des sandales de corde, l'appareil en bandoulière. Dans la poche un revolver.

— Pas pour attaquer, dit-elle, pour me défendre s'il en est besoin. Je n'aime pas beaucoup les armes à feu.

Elle revient du front. Elle y est chaque jour, elle en revient seulement lorsqu'elle doit livrer son travail pour le développement de ses clichés. Tout se passe à l'hôtel Colon. Son nom ?

— Qu'importe mon nom, demandez quand vous voulez me voir, la Companera Englesa.

C'est une communiste militante, vaillante, farouche. Elle mène la lutte à coups d'objectif. Elle

va au feu simplement. Hier un de ses camarades reporter a été tué en pleine attaque, sur la brèche tandis qu'il photographiait.

Des camarades m'invitent à partager leur déjeuner servi dans un des salons de l'hôtel, au rez-de-chaussée.

Tous les halls, tous les salons, tous les fumoirs, jardin d'hiver, salons Louis XV, et autres, et les salles à manger sont transformés en vastes réfectoires. Ici encore des tables de bois blanc. Des chaises dorées de salon. Il y règne une atmosphère de collège, de caserne, de soupe populaire et de centre de réfugiés. On sert la pitance, fort possible, ma foi, dans un cadre de luxe. Les « garçons » ont tous revêtu la chemise de jersey rouge à manches courtes.

— Vous avez conservé le personnel de l'hôtel, à ce que je vois...

Le camarade que j'interroge me regarde surpris :

— A quoi voyez-vous cela ?

A quoi ? Il suffit d'observer comment ces servants présentent aux soldats de la révolution le ragoût plat du jour. Ils passent de table en table, circulent avec aisance, et apportent les marmites

immenses avec le respect qu'ils donnaient à la présentation d'une pièce montée. On ne manque de rien. La vaisselle n'est pas, ô gens qui vous inquiétez de ce que sont devenues les porcelaines et les cristaux dont usaient les « possédants », la vaisselle n'est pas de la vaisselle fine. On a réuni, réquisitionné de la bonne grosse faïence, des couverts d'étain. Mais il n'y a pas de couteaux.

Les « chambrées » sont joyeuses. Les hommes ont des barbes de quatre à huit jours, des vêtements souvent déchirés, les femmes sont tout juste peignées, lavées, mais sans coquetterie. Ce sont des soldats elles aussi. Et de les voir, tous ces ouvriers, toutes ces ouvrières, tous ces humbles, ces petits installés dans le cadre qui n'a pas été fait pour eux, on éprouve, je vous assure, une joie un peu puérile sans doute, mais douce. C'est un rien, certes, mais déjà c'est l'étape franchie. L'hôtel Colon, ils l'ont pris, ils le gardent. Peut-être ils le garderont.

C'est de là que partent chaque jour les camions, les charrettes qui acheminent vers le front proche les ouvriers soldats.

LE SECOURS ROUGE DANS LE MONASTERE

Le monastère a été pris par un groupe, un tout petit groupe d'ouvriers et d'artisans. Le tailleur Ginesta a fait main basse sur cette maison des moines.

— Nous y avons trouvé, dit-il, tout ce qu'on peut imaginer de plus croustillant dans le genre littérature pornographique. Nous sommes entrés là tandis que les moines installaient une mitrailleuse derrière la fenêtre. Il ne fallait pas perdre de temps. Mon camarade Victor et moi avons organisé la place. Je me suis mis à la machine et j'ai signé pour lui un pouvoir le nommant administrateur provisoire du cloître. Je l'ai présenté à tous ces « Messieurs » : « C'est lui qui dirige maintenant et provisoirement ». Provisoirement, en effet, car il ne fut administrateur que pendant un quart d'heure, le temps que j'aie cherché du renfort.

Ginesta, comme la plupart de ses compagnons, comme presque tous les Catalans catalanisants,



LES SENTINELLES DE LA RÉPUBLIQUE.
PHOTO NAMUTH



L'attaque devant Lecera.



A Tardiente, les fusils contre un avion ennemi.



La mitrailleuse camouflée.



Mort pour la République, sur le front de Saragosse.

L'HEURE H...



Les militaires de l'armée loyale et les ouvriers dans une tranchée à Lecera, quelques instants avant l'assaut.



En face d'Huesca, occupé par les rebelles, les miliciens de Tardiente guettent, le doigt sur la gâchette, la vague d'assaut de l'ennemi.

communisants, anarchisants, parle le Français. Car tous, ils ont été réfugiés en France pendant les mauvais jours d'Espagne.

Aujourd'hui, ils mangent le saucisson des moines, ils boivent le vin des moines, ils jouent des valses et des rumbas sur le piano des moines, le soir, quand tout est calme. Le jour, ils organisent les secours immédiats dans les hôpitaux, ils centralisent l'aide médicale envoyée de toutes parts, mais, hélas ! pas encore en nombre suffisant. Tous ceux qui sont là se sont battus dans Barcelone, la grande nuit, et encore ici et là les jours qui suivent. Tous sont prêts à partir sur le front au premier signal.

Là-haut, près de la chambre du prêtre d'hier, des jeunes gens entourent un appareil de T.S.F. Ils écoutent d'abord la fin d'un discours de Companys et tout de suite, pour nous, ils branchent sur un poste français où les nouvelles d'Espagne sont commentées sur le mode alarmant.

— Que dit-on chez vous ? Est-on avec nous ou contre nous ?

Il faut bien le leur dire que toute la gauche, bien entendu, est avec eux, et le gouvernement aussi. Mais la droite, les ligueurs dissous, sont de cœur avec leurs ennemis.

— Nous sommes victorieux, dit Ginesta, le petit tailleur aux cheveux grisonnants, ça nous a coûté cher, oui, des vies humaines, des vies sacrées, la vie de nos camarades, mais cela n'a pas sauvé que nous, cela vous a sauvés aussi, chez vous, en France. Est-ce qu'on s'en rend compte chez vous, dites ?

La voix de Ginesta est couverte par le bourdon de la grosse cloche du monastère qui sonne onze heures.

Ginesta, un type comme on en a dû voir pendant la Commune, dressé sur les barricades, une mince silhouette un peu débile, une belle tête intelligente, un de ces gars qui ne craint rien, pas même de recevoir en pleine poitrine, s'il le faut, une décharge meurtrière. Ginesta, le petit tailleur, l'artisan modeste, un homme qui anime, qui dirige, qui organise et qui joue un rôle important dans le mouvement. Ginesta, on le trouve dans la rue avec les miliciens, au cloître avec les docteurs du Secours Rouge, à la Généralité avec le Président du Parlement, Sierra Hunter. Ginesta, une flamme. Ginesta, cela représente des générations de révolution sous la cendre. C'est lui d'ailleurs qui le dit. Et on ne peut pas ne pas le croire.

— Ginesta, qu'est-ce que c'est que tous les drapeaux blancs aux fenêtres, surtout abondants dans les beaux immeubles ?

— Ce sont les neutres, ceux qui désiraient ne pas prendre part à la lutte dans Barcelone. Ceux aussi qui voulaient ainsi prouver que, chez eux, on ne tirait pas contre les masses ouvrières. Une sage précaution, puisque les coups portaient un peu de toutes les fenêtres dans certains quartiers. Dans la rue, en pleine échauffourée, les femmes passaient en brandissant un mouchoir blanc à la main. Ce mouchoir blanc, cela voulait dire : laissez-moi passer, je ne vous veux aucun mal, je passe, c'est tout... Et même quelquefois, cela voulait dire : je suis des vôtres.

Il y a peu de drapeaux blancs aux fenêtres des quartiers ouvriers. Pourquoi ? Parce que, ces jours-là, les ouvriers combattaient l'arme au bras dans la rue et se souciaient peu de ce qui pouvait se passer chez eux. Et de leurs maisons à eux, bien entendu, on ne pouvait pas tirer.

LE COMITE CENTRAL DE GUERRE

Place Palacio, dans l'École Navale. C'est là qu'on s'inscrit pour le front. C'est là que siège l'organisation de la guerre. De la guerre ? On devrait dire de la résistance. C'est de là que partent les ordres militaires-ouvriers. Le commissaire à la Guerre est un ouvrier en textile : Oliver.

— Non, je ne suis pas ministre de la guerre, dit-il, je suis un tout petit ministre de la guerre. Il rit. Je ne suis ni un militaire, ni un stratège, je ne suis qu'un simple ouvrier, j'organise la résistance. C'est cela exactement, rien de plus.

Guarner, du Comité de la Guerre, lui aussi dira : — Je suis un ouvrier de la guerre.

Il est pourtant, lui, un technicien militaire. Au Comité central de Guerre, j'ai rencontré le lieutenant-colonel Duran. Un officier du génie, sans uniforme.

— Vous le voyez, je suis en habit d'ouvrier, je n'ai plus de galon. Nous sommes tous égaux. Ce que je peux vous dire, c'est que je blâme, techniquement, professionnellement si l'on peut dire, mes



A Tardient, le milicien communiste Cabré, installé dans le bureau du grand minotier Galvin, fusillé par les révolutionnaires, déjeune sous les portraits de plusieurs générations de puissants industriels : une des "200 familles" de là-bas, si l'on peut dire. (Voir article page 44).

collègues d'hier, mes collègues de l'armée rebelle. Ils ont commis une faute invraisemblable pour des stratèges : attaquer quand on n'est pas en nombre. L'armée ? Mais qu'est-ce que c'est que cela, l'armée, quand tout le peuple lui fait face. L'armée, une poignée d'hommes...

Aujourd'hui, le colonel Duran est un des plus ardents défenseurs de la République à laquelle il apporte ses connaissances de la science militaire. Cette science dont les milices ont manqué le plus et qu'ils ont su remplacer par l'instinct de la défense de ce qui leur était le plus cher.

Au Comité Central de Guerre, il y a un homme tout jeune, presque un jeune homme, 27 ans, un esprit, une pensée, une force rigoureuse, loyale, un homme de demain sans doute : Jaume Miravittlès.

Comme la plupart de ses compagnons anarchistes, il parle notre langue avec pureté (je me hâte de dire que Miravittlès est, lui, nationaliste catalan, mais nourrissant à l'égard des anarchistes de la F.A.I. mieux qu'une sympathie, un respect, une reconnaissance, dans le sens étymologique du mot, de l'effort colossal fourni spontanément par le parti. D'ailleurs, dans ce numéro de Vu, Jaume Miravittlès exprimera lui-même ce qu'il pense des anarcho-syndicalistes. Hier, Miravittlès était professeur dans une école technique ouvrière. Aujourd'hui, il est un chef. Je lui demande pardon et je demande pardon à tous ceux de mes amis anarchistes que ce mot pourrait choquer, car, chez eux, en principe, il n'y a pas de chef, mais je ne connais pas d'autre mot pour classer à la place qu'il occupe vraiment, le secrétaire général du Comité Central contre le fascisme.

Je ne crois pas qu'il soit possible d'allier à la fois plus de souci de la tâche à accomplir en pleine tragédie républicaine, et de courtoisie, à l'égard de la nuée de reporters importuns, dont je ne nous exclue pas, et qui viennent l'interroger, le solliciter, lui demander d'organiser pour chacun d'eux un « programme » d'exploration révolutionnaire.

Un camarade lui présente à la signature des autorisations pour visiter les casernes, Miravittlès lit à mi-voix : « Caserne Liebknecht, caserne



Halte ! On ne passe pas avant d'avoir montré patte blanche. Le filtrage à l'entrée de Lecera, en première ligne.



Aujourd'hui : Dans la luxueuse salle à manger du marquis de Font, sous les cristaux et les ors, dans les soles brochées, les bois précieux, les fines porcelaines, les ouvriers ont conquis le droit de dîner.



Aujourd'hui : Dans la demeure abandonnée par la famille de Font, les révolutionnaires nous font admirer les collections, les objets d'art, les livres intacts... (Voir article page 37).



Hier : Une réception, quelques mois auparavant. Le décor était le même, les convives seuls ont changé.

Rosa Luxembourg, caserne Lénine... Alors, tourné vers nous :

— Pourquoi ces noms de héros étrangers ? Nous avons pourtant assez de héros en pays catalan !

Pour me permettre de parler un peu tranquillement avec lui, Miravittlès m'entraîne dans le bureau où se réunit justement la commission de l'essence : six ouvriers mécaniciens, pour la plupart, qui discutent le problème vital, un des nerfs de la guerre civile, et de toutes les guerres modernes : l'essence. Essence pour les avions, essence pour les autos, etc... D'où viendra-t-elle si on en manque demain ? Qui alimentera les milices et l'armée républicaines ? Cartes en mains, ils encerclent les territoires nouvellement pris, ils indiquent les voies d'acheminement, ils calculent, ils dressent des comptes et des listes.

— Nos Deterding, dit Miravittlès en les montrant du geste... Mais comme ils sont sympathiques, n'est-ce pas ?

Miravittlès dira :

— Des actes d'héroïsme des milices, ils sont si nombreux, et déjà ils ont été relatés dans la presse du monde entier qui a bien voulu les accueillir. Vous connaissez l'anecdote du milicien anarchiste qui, fait prisonnier et interrogé par l'état-major rebelle, jette volontairement une allumette enflammée sur sa cartouchiere et se fait sauter mais détruit en même temps l'état-major ennemi au cours de l'interrogatoire.

« De cette anecdote que je vais vous dire, je dois taire le nom du principal acteur. C'est, dans la vie courante, une sorte de dévoté, une manière de gangster, pas un bandit de grand chemin, bien sûr, mais un homme connu pour la légèreté de ses scrupules sur le terrain de l'honnêteté financière, si l'on peut dire. Vous savez que l'argent de certaines

banques fascistes a été saisi. Lui, le « gangster » si vous voulez, avait fait main basse sur quatre millions de pesetas or dans une banque de Caspé, sur le front de Saragosse. Seul, il a ramené cet or jusqu'ici. Quand il est arrivé, tout fier, déposer sur la table son trésor, il nous a dit : « Quelqu'un n'aurait-il pas 10 pesetas à me prêter, je n'ai pas mangé depuis trois jours... »

« Place Cataluña, un immeuble occupé par les fascistes en plein combat arbore le drapeau blanc. Nos hommes s'approchent, pensant que c'est, à tout le moins, l'accalmie. Dès que nos milices sont à portée de fusil, une grêle de balles tomba sur la foule tandis que, de la porte, la mitrailleuse les balayait. Traîtrise rebelle. Ce sont des moyens dont on n'a pas même usé pendant la guerre de 1914.

« On a vu, après cet assaut, les soldats rebelles tomber dans les bras de nos ouvriers et les embrasser, et faire cause commune avec eux contre leurs officiers.

« Quant aux religieuses, il y en a parmi elles qui sont venues à nous, qui ont rejoint les milices populaires. J'ai chez moi, dit Miravittlès, une religieuse qui a, bien entendu, quitté le voile et aide ma femme au ménage. Elle est sympathique et intelligente. Elle a compris le sens de la révolution. Chez quatre autres de mes camarades, des religieuses défringuées, comme on dit chez vous, aident dans la maison. Elles sont épanouies vraiment de leur rentrée dans la vie même en un pareil moment. Il y en a dans les usines. Au front, j'en ai vu qui ont fui le couvent et qui saluent le poing levé. La plupart de ces femmes se sont souvenues qu'elles venaient du peuple, alors, naturellement, elles y retournent. »

Miravittlès, l'âme du Comité Central, est l'homme le plus sollicité du groupement, véritable état-major. Il veille à tout. Non loin de son bureau, c'est l'interminable queue des solliciteurs de bons : bons de logement, bons de nourriture, de vêtements. A la F.A.I., on vient tout demander.

Tout à l'heure, un homme d'une quarantaine d'années, un pilon de bois remplaçant la jambe gauche, est entré. Ce qu'il veut, lui, c'est une jambe mécanique. On lui a dit qu'ici il suffisait de demander. Alors, il demande.

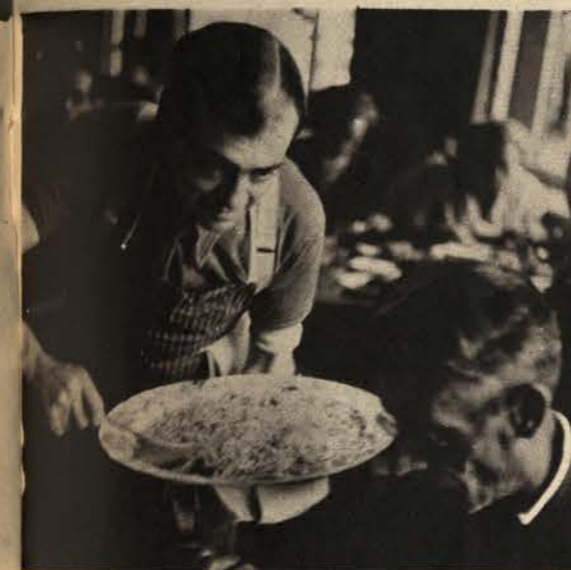
— Voilà un bon pour une réquisition de jambe mécanique chez l'orthopédiste.

L'homme est parti content. Il est revenu une semaine plus tard, nanti de sa jambe artificielle et perfectionnée. Il avait encore besoin de quelque chose ? Oui :

— Maintenant que me voilà comme tout le monde, camarade, je veux qu'on m'inscrive pour faire partie du prochain départ de miliciens sur le front...

Cette histoire est authentique. Elle n'est pas ici, malgré sa forme héroïco-comique, pour les besoins d'une cause qui se soucie peu de ces arguments-là. Le peuple catalan est animé d'un enthousiasme et d'une croyance qui défient dans le temps toutes les fois.

Ce qu'on voit au Comité Central et qui peut nous bouleverser, nous autres qui venons de France,



A l'Hôtel Colon, réquisitionné par la Milice, le personnel est demeuré. Il a revêtu la chemise rouge et présente le « rata » du jour avec l'habitude de l'élégance acquise à servir les clients d'hier.

Ginesta, le petit tailleur de Barcelone, a installé le Secours Rouge international dans un monastère. Dans un couloir de la Généralité, il s'entretient avec le président du Parlement, Sierra Hunter (à gauche). (Voir article page 38).

qui peut en tout cas nous donner à réfléchir, c'est aux postes qu'ils méritent, aux postes qui les ont choisis, des ouvriers, des humbles, des obscurs, le petit chauffeur, le tourneur, tous enfin, ceux dont on ne parle jamais, assumant, et avec quelle maîtrise les responsabilités les plus terribles de la révolution.

L'ASILE DURAN

— Si vous voulez être édifiée sur les agissements des curés, m'a dit mon hôtelier, des camarades miliciens vous conduiront demain à l'Asile Duran.

L'asile Duran, c'est une manière de refuge religieux pour les petits pauvres, les petits abandonnés, voire les petits délinquants sans gravité. Certains d'entre eux n'ont plus de famille. Les autres ont des parents qui se saignent pour payer une pension inf...

C'est un beau couvent, cet asile-là. Ce qu'on y trouve ?

On y trouve de pauvres petits terrorisés et que la révolution a soustraits à leurs bourreaux. L'un d'eux est devenu sourd à force d'avoir reçu des coups. Son corps est couvert de bosses, son pauvre visage n'est que protubérances, ses yeux ne sont qu'agonie et douleur.

— Ce sont les curés qui me battaient.

Car on les battait, ces gosses, et jusqu'au sang.

Chaque soir, une liste était dressée par un des prêtres de la maison. Cette liste, c'était celle du nom des enfants de l'établissement. En face de chaque nom, en quelques mots résumés, la faute commise dans la journée. Suivant l'importance de la faute, les coups pleuvaient plus ou moins drus. Les petits étaient réunis dans un des dortoirs, mis à nu et frappés sans pitié sur le corps, sur le visage. Un des gosses me tend le bambou qui servait aux corrections.

Un jour, un père vint voir son fils à l'asile. Il le trouva simplement défiguré par les bosses et les blessures.

— Qui t'a fait cela ? demanda-t-il à l'enfant.

Et le petit dénonça son bourreau, un des supérieurs de l'établissement. Le père se jeta sur le prêtre, le roula à terre, lui arracha sa robe. Et le prêtre n'osa pas se plaindre. L'enfant, bien entendu, fut enlevé à ses tortionnaires. Ce sont les autres pauvres petits qui payèrent l'insulte méritée.

Et cela ce n'est encore rien.

A la lingerie, je trouve la fille de Ferrer, Trinidad Ferrer, venue tout exprès de France pour s'enrôler au service de la République. C'est elle et une autre dame lingère qui nous guident vers d'autres enfants. Car il y avait, dans ce couvent, une torture infâme, pire que tous les coups, et que les ecclésiastiques infligeaient aux petits qui leur étaient confiés pour peu que ceux-ci eussent l'air suffisamment avenants, fussent suffisamment jolis et leur plaisent. Nous n'en dirons pas davantage. Il est des tares dont il vaut mieux ne pas parler trop ouvertement. L'un de ces petits a été tellement molesté qu'il a dû garder le lit des semaines. Il est levé aujourd'hui. C'est un petit chérubin de onze ans, blond et rose comme une fille, distingué et très doux.

— A moi, il ne refusera pas de parler, dit une dame lingère, il m'a déjà tout raconté. Je vais l'appeler.

L'enfant vient sans méfiance, gentiment. Et dès la première question, il rougit, baisse la tête et de grosses larmes coulent sur ses joues fines. Et ces larmes-là n'étaient pas des larmes de souffrance, c'était pire, bien pire : le petit enfant blond, souillé par les prêtres, pleurait de honte.

C'est dans ce couvent également que la petite fille de Ferrer, infirmière au front et que l'anémie vient de contraindre de rentrer dans Barcelone m'a dit ce qu'elle a vu :

— Des morts, oui, fusillés, ça c'est la guerre. Partout où nous entrions après une victoire, nous avons trouvé les nôtres criblés de balles rebelles. Mais ce qui n'est pas la guerre, c'est qu'avant de les fusiller on les avait torturés. Bras coupés, oreilles coupées, mains et pieds cloués, sexes mutilés. Voilà ce qu'ils ont fait, nos ennemis les rebelles, les fascistes. Je jure, Madame, que je dis la vérité. Et les docteurs qui ont examiné les corps ont constaté que les mutilations étaient antérieures à la fusillade... Cela, voyez-vous, il faut le dire dans vos journaux en France, où l'on se complait



Rafaëla, la vieille anarchiste, saluant les miliciens qui montent en premières lignes... (Voir article page 40).



Le Comité central de Caspé, une manière d'état-major de gauche, à droite : Mogrovejo, Joaquín Ascaso, Vaniano Gardo, Antonio Ortiz, chef de la 2^e colonne. (Voir article page 40).

hélas ! à relater sur notre compte des horreurs qu'injustement on nous impute. C'est justice, Madame, que de le dire.

CHEZ LE MARQUIS DE FONT

Les palais sont occupés. Palais, c'est quelquefois un bien grand mot pour désigner l'habitation élégante, l'hôtel particulier, la villa de certains nobles espagnols ou catalans.

La résidence des de Font est tout près de la Paseo del Gracia. C'est une maison cosuée aux prétentions historiques, à l'ameublement recherché et qui étale sur les murs de ses vastes pièces des tableaux de maîtres. Une cour intérieure à la mauresque. Des tapis, des fourrures, des marbres, des ors, des lustres. La milice est maîtresse de la maison. Des miliciens sont campés là qui y vivent. C'est un quartier général.

On s'est marié récemment dans la famille car sur une chaise traîne une robe blanche et un magnifique voile en point d'Angleterre. Des manteaux de fourrure jonchent le sol du salon. Les coffres sont béants, vidés de leurs pesetas, de leurs dollars, de leurs livres sterling. Tout cela a été réquisitionné et porté au gouvernement. Les hommes n'ont rien pris.

Ils sont à table quand nous arrivons, et dégustent l'éternel, l'unique plat de haricots blancs et de mouton. Sous les grands lustres, dans la haute et digne salle à manger où dinèrent tous les de Font depuis des générations, des hommes en salopette, en bonnet de police orné de la cocarde anarchiste, le cou entouré du foulard rouge et noir. Des mains rudes manient l'argenterie et les couteaux à manche d'ivoire. Des visages tannés, creusés, fiévreux, se penchent sur les cristaux où scintillent les vins fins. Pas d'excès, de la tenue. Ces hommes sont là chez eux. Cela se voit. Très grand seigneur, l'un d'eux a endossé en notre honneur l'habit du « marié » d'hier. Il nous invite du geste à prendre place à ses côtés. Tout à l'heure, il se gaussera de lui-même, et de la lourdeur qu'il croit avoir à porter l'habit. Tandis qu'un de ses camarades me fournit quelques explications sur les objets d'art respectés dans la maison, lui s'essaie à draper sur ma tête le voile de mariée. Tout cela sans malice, sans désir de mal faire ou de détruire. Une gaminerie de jeunesse déchainée et heureuse.

Un petit paysan qui, lui, ne sait pas le français, voudrait, avant que nous ne partions, que nous emportions un souvenir, un rien. Il est allé décro-



Nora, 17 ans, s'est engagée dans les milices, et un beau jour, elle débarqua à Caspé pour faire le coup de feu... (Voir article page 40).



Sur le front de Guadarrama. — Des miliciens se sont précipités vers un ruisseau clair et frais. Ils s'y lavent et s'y désaltèrent.



L'heure de la soupe, face à l'ennemi.

La lecture du communiqué. Un couple qui fait le coup de feu... quand il faut.

Au front, la vie s'organise



Deux copains, à la relève, se sont retrouvés.



La popote... en première ligne.

PHOTOS H. NAMUTH



La lettre...



Le sac du vaguemestre.



Les journaux viennent d'arriver.

cher une miniature dans le fumoir et me l'apporte. Il est tout ému, tout triste, presque indigné que je refuse. Alors je dois expliquer et un camarade traduit :

— Tu comprends, la camarade française ne doit pas accepter. Elle n'est pas d'ici. Si elle était Espagnole, bien sûr, elle pourrait, ce serait un bien quasi à elle, tu comprends. Mais elle est seulement une journaliste d'information et ce serait très mal à elle d'accepter de toi même une épingle. Faut pas te fâcher, vieux. Mais toi, tu comprends, tu n'as même pas le droit de prendre quoi que ce soit ici. Il ne faut pas qu'on puisse dire que nous sommes des pilliers ou des voleurs. Il ne faut pas qu'on dise qu'à la F.A.I. il y a des bandits. T'as compris. Elle a raison la camarade, tu vois bien.

Le petit paysan, tout contrit, a compris, il s'en va raccrocher au mur la miniature et remettre en place la clochette de porcelaine et les castagnettes qu'il destinait à mes compagnons.

Et quand nous sortons de la maison du marquis de Font, ils sont tous, les ouvriers combattants, assis au salon, écoutant à la T.S.F. les discours d'Azana, transmis de Madrid.

Et ils ne sont nullement déplacés dans le cadre de la famille de Font, ces miliciens, qui ont conquis au prix de leur vie offerte entre autre chose, le droit peut-être provisoire de s'asseoir dans les fauteuils capitonnés, de fouler les tapis de haute laine, de feuilleter les livres de la bibliothèque, d'admirer de près les tableaux de maîtres et de boire les vins fins accumulés avaricieusement dans les caves...

LES HOPITAUX

Ici, on manque un peu de tout. Les salles ne sont plus assez grandes pour contenir les blessés et surtout les malades. Dysenterie, commotion cérébrale. Les blessures ne sont que rarement de grandes blessures. Les pieds, les genoux. Quelquefois une balle à la mâchoire. Au fond de la salle, il y a un œil crevé. Et, à la clinique psychiatrique transformée en asile de blessés, j'ai vu un malheureux que le baptême du feu avait rendu fou. Près de lui sa femme se désolait en silence. Elle essayait de lui prendre les mains, mais l'homme la repoussait en poussant des cris effrayés :

— Sauve-toi, voilà la balle, répétait-il sans cesse...

Un cas fréquent chez ceux qui ne savaient pas au juste ce que c'était que la guerre et que les premières décharges ont surpris.

Dans une église désaffectée et à peine léchée par l'incendie, des lits sont rangés. Comme il y fait sombre, les malades n'y peuvent pas lire. Il y a des infirmières laïques et aussi des religieuses qui ont abandonné le voile pour être admises à soigner les blessés. On les reconnaît à leurs gestes. Elles traversent la salle les mains croisées sur le ventre, les yeux baissés, le visage placide.

Là-bas, dans une autre clinique, on demande des donneurs de sang. Un des miliciens qui m'accompagne s'offre aussitôt, mais on le refuse car il a, lui dit l'infirmière, un autre rôle à jouer. Demain, ne doit-il pas rejoindre le front de Saragosse ?

Il y a beaucoup de bruit dans ces hôpitaux. Les familles entourent les lits de leurs blessés et les conversations fulgurantes, véhémentes, souvent joyeuses troublent la paix à laquelle aspire le pauvre corps de l'opéré qu'on vient de ramener de la salle d'opération et qui souffre de ce bruit-là dans l'inconscience de son sommeil artificiel.

Près de la porte, dans un bénitier, des instruments médicaux attendent d'être stérilisés.

A la morgue, au fond d'une cour, ils sont sept couchés sur les dalles froides. Sept tels qu'ils ont été amenés ici, tels qu'ils sont tombés là-bas, dans leur costume de travailleur, car ces jours-là les miliciens n'étaient pas encore équipés, vêtus comme ils le sont maintenant du bleu de mécano. L'un des morts a même conservé sa casquette. Les familles viennent les reconnaître. A voir ces pauvres corps, on sait que la révolution n'est ni fraîche ni joyeuse, ils le savent tous, pourtant ils y courent, et c'est pour cela aussi qu'elle est héroïque.

— Nous faisons de l'histoire, sans en avoir l'air, m'a dit un blessé sur son lit d'hôpital.

De l'histoire...

Ce qui manque dans ces hôpitaux, outre les médicaments, ce sont les infirmières, les vraies, les infirmières de métier. Une de nos compatriotes, une Lyonnaise, m'a dit dans le train sanitaire qui me ramenait un jour du front :

— Vous devriez demander, par la voie de la

presse, en France, que des infirmières professionnelles s'enrôlent chez nous, viennent nous aider. Il y a beaucoup de bonne volonté, ce n'est pas cela qui manque, mais peu de compétence. Des blessés, c'est délicat et difficile à panser. Dites aux femmes de chez nous qu'elles viennent à notre aide.

Je voudrais que cet appel sans grandiloquence fût entendu un peu partout.

LE FRONT

C'est très loin, sans qu'il y paraisse. D'abord parce que les trains espagnols sont les trains espagnols. La révolution n'a pas encore eu le temps de changer rien ni dans leur exactitude, ni dans leur vitesse. Et la guerre civile n'est pas faite pour arranger les choses. Un train qui doit partir à 8 heures, part communément à 10 ou à 11 heures, sans que personne ne songe à manifester le moindre étonnement. On met onze heures et demie pour aller de Barcelone à Caspé par le train, on met quatre heures à peine pour revenir de Caspé à Barcelone par le train aussi. C'est la guerre.

— Ici, m'a dit un titi de Paris engagé dans la milice, sur le front de Caspé, il faut s'épater de rien. Les trains, c'est surtout à coup de casquette qu'ils prennent le départ...

RAFAELA

Rafaela, je l'ai rencontrée à quatre heures du matin sur le quai de la gare de Fanon. Rafaela a quatre-vingt-dix ans. Elle passe sa vie dans la gare depuis qu'au premier jour de la révolution elle a donné tout ce qu'elle possédait aux miliciens. Ses dernières douze pesetas, elle les a apportées et distribuées dans le train sanitaire. Rafaela est maintenant nourrie à la gare par les soldats qui passent.



Au front, dans le pauvre village de Lecera, un enfant accablé dormait sur un divan de soie échoué là aux hasards de la guerre. (Voir page 58).

Drapée dans son châle noir, elle lève son visage tout ridé vers les soldats de la République, elle sourit de sa bouche sans dent. Elle salue du poing et soupire :

— Ah ! si j'avais seulement quinze ans de moins, vous me verriez partir avec vous et vous montrer le chemin. C'est que, moi, je suis des vôtres. J'ai assez souffert toute ma vie pour avoir le droit de me battre aussi.

Et Rafaela soulève un coin de son grand châle et découvre la cocarde rouge et noire épinglée à sa poitrine creuse. Rafaela est une vieille anarchiste.

Elle ne laisse pas passer un convoi sans être là, sans serrer la main à tous et crier des encouragements jusqu'à en perdre l'haleine.

CASPE

C'est le siège de l'état-major, d'un des états-majors du front de Saragosse. A cet état-major, comité central de guerre, il y a le commandant anarchiste Antonio Ortiz, menuisier ébéniste, chef de la deuxième colonne. La première colonne est commandée par Durruty. Il y a le cimentier Joaquim Ascaso, le neveu du leader assassiné par les fascistes, il y a l'ingénieur Vaniano Gordo, et l'homme aux deux étoiles, le militaire Mogrevejo. C'est lui qui déclare :

— Moi, je veux entrer dans Saragosse en chantant la Cucaracha.

Ces hommes-là ne sont pas des guerriers et cependant ils mènent la guerre. Ascaso a, comme il le dit, des générations de révolutionnaires derrière lui. Pour celui-là comme pour quelques-uns de ses compagnons anarchistes, les métiers qu'ils exerçaient avant la révolution n'étaient que des prétextes à gagner son pain. Une seule idée les animait : la révolution qui devait être, qui ne pouvait pas manquer d'être. Elle est venue. Ils ont répondu présents :

Caspé, sous le soleil, à midi, le soleil qui joue sur les foulards bariolés, sur les grands chapeaux de gauchos, sur les multiples « Pancho Villas », il y a au moins deux ou trois Pancho Villas par village au front. Ce n'est déjà plus l'Europe.

J'avise un type de gauchon pur sang et superbe. Complaisamment, il se prête à la photographie. Il pose. Il court chercher son cheval. Il le monte. Il parade. Il est content. Cet homme-là n'a rien d'Européen. J'aurais bien envie de lui parler, mais sans doute n'entend-il pas le français et le catalan m'est étranger. C'est gênant. C'est lui pourtant qui se penche vers moi et demande :

— Française ?

— Oui.

— Paris ?

— Oui.

Alors, du plus pur accent de Paname :

— Il y a longtemps que vous avez vu Pierre Bénard ? Mon nom c'est Trijeux. Mais je crois que Bénard me connaissait plutôt sous le nom de Tronchoni. C'est l'avocate Suzanne Lévy qui m'a défendu quand j'ai été expulsé de France... Je suis d'ici, mais comme beaucoup de copains, j'avais quitté le pays du temps de Primo de Rivera. Aujourd'hui, c'est la revanche.

Pierre Bénard, vous avez le bonjour... de Tronchoni, dit Trijeux...

NORA

Nora est une milicienne de 18 ans, une petite fille en vérité. La révolution a bouleversé sa vie d'enfant calme et choyée. Et parce qu'elle savait qu'en famille jamais on ne l'autoriserait à prendre une part active dans le mouvement, elle est partie sans prévenir, elle s'est sauvée de la maison familiale et, un jour, Joaquim Ascaso la vit débarquer sur le quai de Caspé. La gare de Caspé est le centre du Comité de Guerre. C'est là que les miliciens s'installèrent après qu'eût été fusillé le chef de gare fasciste. Nora est timide et silencieuse. Ascaso m'explique :

— Au moment où elle allait partir avec une colonne de miliciens, je l'ai aperçue et j'ai réalisé les dangers qu'une enfant comme celle-là pouvait courir. Avec les camarades, nous en avons délibéré et nous avons décidé de la garder ici à l'état-major. Elle y travaille. Elle coud, elle confectionne des vêtements pour nos hommes.

Nora ne comprend pas le français et s'efforce de sourire parce qu'elle sent qu'on parle d'elle, mais tout à l'heure, quand une colonne de miliciens est montée vers le front, Nora, longtemps, les a regardés partir, suivant sur la route la tache noire de la dernière voiture qui diminuait, diminuait. Et Nora, discrètement, tête basse, est rentrée au poste que, pour elle, des hommes scrupuleux ont préféré.



François Paneras Duran, député catalan, commissaire civil des milices antifascistes de Tarragone à Alcaniz, descendant d'une vieille famille carliste, élève des Jésuites : un des plus ardents défenseurs de la République.

LE PRISONNIER

La gare est mise en effervescence par mon appareil photographique. C'est une bousculade générale devant l'objectif. Il y a quelques Français dans les groupes, des Français de Perpignan pour la plupart, et même un débardeur aux Halles, un loustic celui-là, et qui s'efforce de « mettre en scène » les camarades pour une pose avantageuse. Le quai et les voies sont noirs d'une foule bariolée et vociférante et joyeuse et gesticulante. Voici des Don José comme s'il en pleuvait, et des Escamillo et des toreros en rupture de ban. Voici les inévitables Pancho Villa, voici des têtes tannées enroulées dans des foulards rouges. La photographie est inapte à rendre la couleur éclatante de tout ce bariolage...

Dans le « bureau », des hommes, des paysans apportent avec un soin jaloux un paquet. Ils l'ouvrent devant Ascaso. Ce paquet contient des bouts de rubans, des bijoux de métal, des éperons... De la pacotille sans valeur. Mais les ordres ont été donnés de ne pas décourager le peuple d'apporter ce qu'il croit avoir quelque valeur utilisable, soit pour les musées nationaux, soit à toute autre fin susceptible de représenter une somme d'argent.

— Où as-tu pris ça ? demande Ascaso.

L'homme donne quelques informations. Et Ascaso soudain s'emporte :

— Qui t'a donné l'ordre de prendre cela ? Avais-tu la permission de perquisitionner ? Non. Je t'interdis, tu entends, de prendre quoi que ce soit, où que ce soit, sans ordre de nous. Va rapporter cela où tu l'as pris.

Et l'homme a obéi.

— Nous ne sommes pas des voleurs, dit Ascaso. Nous punissons les pilliers, les réquisitions doivent être organisées. Nous ne voulons pas de désordre.

Et c'est un anarchiste qui parle d'ordre, et sur ce ton en tout point respectable, car les anarchistes d'ici ne sont pas ce qu'on pourrait croire...

La porte s'ouvre et quatre hommes en encadrant un cinquième viennent d'entrer. Le cinquième est un petit gros, un visage de faux témoin, certes, mais l'air un peu hagard. Il tremble de tous ses membres.

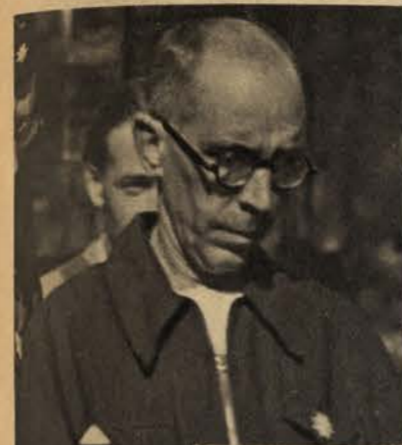
— C'est un fasciste, un hôtelier du pays. Il a tiré sur nous pendant l'occupation rebelle lorsque nous sommes arrivés. Et puis, il avait disparu. On vient de le retrouver errant dans la campagne. Sa femme et son enfant étaient demeurés au village, mais eux ne sont pas coupables. D'ailleurs, nous n'exécutons pas sans un examen du cas. Et quand la culpabilité n'est que légère, nous punissons par une marche forcée. La route d'ici à Barcelone est longue de 250 kilomètres... Ceux envers qui nous sommes indulgents sont condamnés à la suivre à pied.

L'homme est interrogé. C'est très vite fait et à mi-voix. Il avoue. Et il a peur. Il y a de quoi.

Un geste du commandant Ortiz, l'homme sort, accompagné de ses gardes du corps. Son compte est bon.

— Veux-tu voir l'exécution ? demanda Ascaso. Non, je ne m'en ressens guère pour le spectacle. L'homme a été conduit sur la place du village et présenté à la population. Quelqu'un dit : « Voici le coupable. Voilà ce qu'il a fait. Nous l'avons arrêté. C'est à vous de juger. Que désirez-vous ? »

CHEFS DE L'ARMÉE RÉPUBLICAINE



Le colonel Mangada, surnommé « le Diable rouge » par ses ennemis. PHOTO REISNER



Durruty, chef de la première colonne sur le front de Saragosse. PHOTO RAP



Le général Riquelme. PHOTO WIDE WORLD



Farras, de la première colonne, lui aussi.



Un convoi sanitaire va repartir vers l'arrière, après avoir relevé les blessés de la dernière attaque.



accalmie à l'avant

Devant l'église, à Alcaniz, sous le lourd soleil de midi, des ouvriers soldats chantant des hymnes révolutionnaires accompagnés à la guitare...



A Tardiente, l'armée loyale monte la garde dans les immenses greniers du minotier fasciste Galvin. (Voir article page 44).

L'instruction au camp.

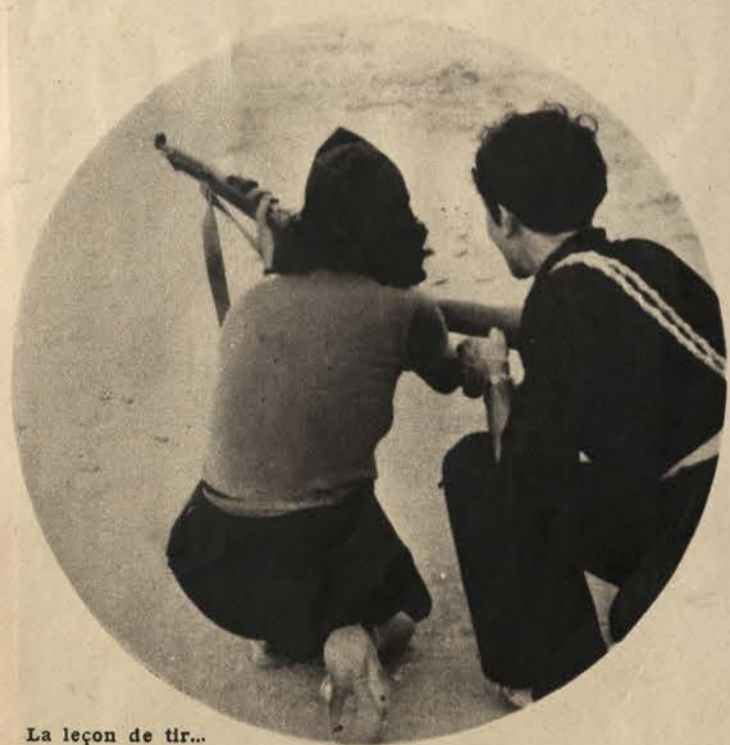


QUAND LES FEMMES S'EN MÊLENT

portraits de miliciennes



En patrouille.



La leçon de tir...

On a confiance...



En faction. PHOTO REISNER



Carmen, de la deuxième colonne, à Caspé.



Croix-Rouge.

María Petra, la Madrilène.
(Voir page 44)



Fraiche et vaillante!



L'ordre de départ est arrivé.



Retour du front.



Coquetterie : Le ruban rouge dans les cheveux. Instantané pris sur la Rembia à Barcelone.

Et la foule de hurler : « Sa tête ! »

Le peuple a parlé. L'homme va être exécuté dans l'heure.

Et quand, à nouveau sur le quai de la gare entourée de joyeux miliciens chantant, riant et qui réclament des photos et encore des photos et qui donnent leurs adresses pour les recevoir de Paris, quand dans ce tumulte de récréation d'écoliers j'ai un instant tourné la tête, mes yeux ont rencontré le regard du prisonnier. Il se promenait de long en large, les bras au dos, apparement libre. Il attendait « son tour ». Au village, sa femme et son enfant ignorent tout. Sa femme et son enfant sont tout près, et il ne les reverra pas. Son regard heurte le mien, et je me sens gênée par les yeux de l'ennemi qui va tomber sous les balles tout à l'heure. Lâchement, alors, j'ai détourné les yeux.

LE BILLET DE LOGEMENT

Passer une nuit à Caspé, ville occupée par la garnison milicienne, n'est pas un mince problème. Il n'y a plus un matelas de libre. Ascaso appelle un milicien :

— Conduis la camarade chez un tel...

Un tel est absent. Le milicien prend sur lui de m'indiquer une autre maison, qu'il connaît bien, puisque son propre frère y loge.

— Voilà, me dit le maître de la maison, une chambre libre (la chambre est meublée d'un matelas posé à terre). Vous n'aurez pas peur. Vous demeurerez seule dans cet appartement car nous logeons en bas. Dans la nuit, vous entendrez du bruit. C'est un milicien qui couche dans la pièce voisine qui rentrera. En attendant, pour que vous soyez tranquille, nous allons fermer l'appartement à clef, comme cela personne n'entrera.

La chambre voisine n'est séparée de la mienne que par une porte sans serrure. Un journaliste milicien s'en inquiète.

— Madame ne risque rien, vous êtes sûr ?

— Non, dit le milicien. C'est mon frère qui couche à côté. D'ailleurs, dit-il en se tournant vers moi, s'il se passait la moindre chose, s'il pénétrait dans votre chambre, s'il se permettait quoi que ce soit, vous n'auriez qu'à, dès demain matin, le signaler et on le fusillerait.

Il ne plaisante pas, mais pas du tout. Et comme j'hésite tout de même un peu et dis préférer à toute histoire désagréable une nuit blanche dans la gare, l'homme sort de sa ceinture un pistolet impressionnant. Il me le colle dans la main :

— N'ayez pas peur, je vous dis. Et tenez, prenez ça. S'il entre, s'il fait un geste, vous tirez...

Je n'ai pas couché dans la maison du camarade. Le journaliste milicien, galamment, m'a cédé sa chambre dans l'hôtel caserne et c'est lui qui a occupé celle qu'on me destinait...



Joséphine Blasco Tello, de Caspé, blessée par les balles miliciennes alors qu'elle était contrainte, par les rebelles, avec d'autres femmes du village, de creuser des tranchées et d'avancer en tête des troupes ennemies qui se protégeaient derrière elles et des enfants. Son petit frère fut tué à ses côtés, nombre de ses compagnes tombèrent.

ESCADRON

Un petit village ravissant dans le crépuscule. Les papiers de l'état civil fument, carbonisés sur la place de l'église. Un paysan me montre fièrement le maître autel et dit :

— On n'y a pas touché, vous voyez, car c'est une œuvre d'art.

Toute la population est dehors. En quittant le village, les fascistes ont emmené au hasard des hommes et des jeunes gens... en otages. On sait bien que, depuis, ils ont été fusillés sur la route, sans raison aucune. Ils ont choisi dans le tas, entrant dans les maisons et disant : « Suivez-nous. » Les malheureux ont suivi. On ne les reverra plus. Leurs familles, pour ne pas attrister la population, demeurent chez elles...

Une petite fille de quatre ans, toute pâle, au visage terrorisé, se blottit dans les jupes de sa mère. Cette enfant-là a assisté à des scènes d'horreur commises par l'ennemi. Le choc fut si grand que, depuis, elle est prise d'un tremblement continu et qu'elle ne parle plus. Je l'ai prise dans mes bras, la toute petite, et j'ai senti son pauvre cœur disloqué qui battait la terreur si fort, si fort... Un petit cœur qui pourrait bien ne plus battre longtemps, dit le pharmacien du village...

TARDIENTE

Toujours sur le front de Saragosse. A cinq cents mètres d'Huesca. Sur la route à peu près impraticable, l'auto est arrêtée sans cesse par les « gardes » civiles. Il faut montrer les papiers, et dans un village, ces papiers, ils se les repassent de main en main, jusqu'au moment où un homme « qui sait lire » nous laisse passer.

— Salud !

Tous nous saluons du poing et les visages, gentiment, s'épanouissent.

Il y a les gardes qui vous abordent, le fusil en avant, et ceux qui s'approchent de vous le revolver au poing, braqué sur la voiture. J'aime mieux les fusils.

Dans un village, on nous signale la présence d'une auto fasciste dans les environs :

— Si vous l'apercevez, vous devez faire demi-tour pour porter les renseignements au Comité...

Mes compagnons de route armés surveillent. La nuit tombe. Sur un chemin, dans la forêt, très loin, un camion qui vient vers nous. Tout naturellement, mes compagnons sortent leurs revolvers, et la blonde Lurdés, la fiancée du camarade milicien assis à ma gauche, arme son browning. Cela se fait dans le silence troublé seulement par la chanson de Cabré, un militant communiste, cheminot de son état. Il chante à tue-tête, comme s'il pensait à autre chose. Et au moment où la voiture nous croise, trois fusils et six revolvers sont braqués sur elle.

— Salud !...

Le camion est passé, c'était un camion ami.

A Lerida, nous nous arrêtons une demi-heure. Nous rendons visite à la camarade Mercadier, une milicienne blessée grièvement trois jours auparavant.

Elle est belle sous ses cheveux blancs. Le visage est jeune encore. Elle sourit, elle méprise le danger qu'elle a couru. Le camion de miliciennes dont elle avait la charge a été bombardé. Personne n'a été épargné du convoi. Elle a douze blessures dont une très grave : un éclat d'obus au rectum.

— Personne ne voulait croire à la gravité de ma blessure et le docteur de l'hôpital prétendait que je n'avais rien. Quand enfin il a consenti à m'examiner et à convenir que j'avais en effet de la mitraille dans le rectum, alors que je le suppliai de m'opérer, il m'a répondu :

— On ne vous l'enlèvera pas. Pourquoi ? Parce que les femmes qui font la guerre ne nous intéressent pas.

Ce docteur mérite d'être cité à l'ordre des milices...

Heureusement pour la camarade Mercadier, un autre médecin prit sur lui de la faire transférer dans sa clinique. Elle est sauvée maintenant, mais Dieu sait combien de temps elle devra rester immobile sur son lit d'hôpital...

Tardiente enfin. L'ennemi est à cinq cents mètres. On le voit. Il n'est séparé de nous que par une plaine aussi plate qu'il est possible d'être plat et sans la moindre végétation. Un parapet domine le no man's land au-dessus du canal. Derrière nous sont les tranchées. On se promène sur ce parapet en plein midi, mais il paraît que l'ennemi « ne tire

que la nuit ». C'est un rien rassurant et j'avoue que lorsque nous sommes enfin réfugiés dans les abris de paille, derrière les mitrailleuses camouflées, je me sens plus tranquille.

Là, les miliciens, joyeux toujours, jouent avec la mascotte du bataillon. Cette mascotte c'est un mouton qui répond au nom de Staline. Staline est de toutes les attaques. Staline porte chance.

Il y a la milicienne madrilène Maria Petra, étudiante en médecine, une jolie fille qui a été prisonnière des rebelles et a pu s'échapper. Mais :

— Ils ont crevé les yeux d'une jeune fille, devant moi. Ils ont torturé 27 camarades avant de les fusiller. Ils ont coupé les pouces du député populaire Antonio Plano avant de l'achever. A Torrès, un camarade a été crucifié avant d'être fusillé. A Tormo, un docteur qui avait diagnostiqué qu'un des nôtres avait été assassiné, a subi la torture avant de tomber sous les balles. A Sermana, onze de notre colonne avaient été faits prisonniers. Naturellement, quand nous avons avancé, nous avons retrouvé leurs cadavres.

« Et ici comme partout ils ont pris les femmes et les enfants des villages pour s'en servir comme protection en les mettant devant eux pour avancer. Naturellement, les nôtres n'osaient pas tirer sur ces innocents. Et eux, protégés par cette barrière de femmes et de gosses, tiraient, tiraient... Nous avons dû nous résoudre à l'atroce sacrifice... Des petits sont tombés... »

CHEZ LES DEUX CENTS FAMILLES

Le citoyen Galvin était un riche minotier, un trustee de blé. Le marquis de Carabas de l'endroit. On trustait de père en fils dans la famille. Seuls pouvaient gagner leur vie ceux qui pensaient « bien ». Le village n'est que misère. Mais la maison Galvin étale son opulence sur la moitié du village.

La révolution. La famille Galvin père et fils prend les armes contre le populaire. Mais le populaire victorieux entre dans Tardiente, et Galvin père et fils sont fusillés.

Le Comité Central tient aujourd'hui ses assises dans les bureaux de Galvin le père. Le camarade Cabré, coiffé de sa casquette de cheminot, est assis au bureau directorial à côté d'hommes au torse nu. Et c'est de ce bureau, sous les portraits des ancêtres, sous les diplômes, médailles d'or et d'argent, sous l'attestation signée de la main de S. M. Alphonse XIII que partent les ordres de la guerre populaire.

C'est dans ce bureau, sur les divans de velours sombre, que dorment les miliciens, la nuit, quand la guerre leur permet de dormir.

A côté, c'est l'usine monstre. Les granges, les hangars, les halls gigantesques regorgent de farine et de blé. Des sacs s'amoncellent par dizaines de milliers. Et devant ces sacs, sur ces sacs, l'armée loyale monte la garde. Qu'on le sache, on n'a pas pillé les granges, les hangars, les richesses des Galvin. On ne pille pas systématiquement de ce côté-ci de la barricade. Et si la chapelle construite par les Galvin a perdu son affectation première, elle est aujourd'hui le hall frais où les miliciens se reposent, où les armes s'amoncellent, où les mitrailleuses attendent le moment d'entrer en service.

Tout à l'heure, j'ai pris congé de Cabré. Il déjeunait sur un coin du bureau directorial. Exactement sous la barbe fleurie d'un ancêtre Galvin. Il mangeait à même la gamelle le ragoût du soldat. Et Cabré m'a dit :

— Je me mets bien, vous voyez, je déjeune chez les deux cents familles...

UN DEPART

En gare de France, à Barcelone, trois mille miliciens partent pour le front.

C'est une répétition de 1914. Les hommes joyeux, équipés de neuf, le bleu de mécano, la tenue réglementaire aujourd'hui, le bonnet de police, le sourire, les poings tendus, la chanson aux lèvres sont de rigueur.

Ce qu'ils chantent ? L'Internationale, la Jeune Garde, tous les chants qu'on entend désormais dans les groupes populaires, que ce soit en France ou ailleurs. Ces chants, en catalan ou en espagnol, sont, parce qu'ils sont les mêmes que chez nous, une chaîne puissante qui unit par delà les Pyrénées les êtres qui vivent dans l'espoir de la même amélioration humaine.

(Suite page 58).

LA GUERRE AÉRIENNE



Le boucher du camp de Sarriena prépare un dépeçage de moutons.



Les avions n'étant pas tous équipés pour la guerre, le bombardier doit lancer la torpille à la main. Photo prise au cours d'un bombardement. PHOTO KEYSTONE



Le plein d'essence — l'alerte vient d'être donnée — l'ordre est de partir aussitôt sur Saragosse.



A la guerre comme à la guerre : à défaut de dynamo, le moteur de l'auto est mis en marche suivant le vieux système qui veut qu'on ait recours au moteur d'une auto.



Vue aérienne du camp de Sarriena.



Le chœur des aviateurs...



Le Commandant Reyes, du camp d'aviation de Sarriena. Cinquante pour cent des pilotes de la « guerre » sont des aviateurs civils...



L'église San Francisco de Barcelone.
PHOTO SAGARRA



Sur la Rambla, N.-D. de Belen.

Les statues des saints et des saintes chassées du temple ont trouvé un refuge dans le musée national de Barcelone qu'elles vont enrichir...



Après l'émeute, de la fumée s'échappait encore des ruines.
PH. SAGARRA

POURQUOI on a brûlé les églises

Nul mieux que Ventura Gassol, ce poète fin et lettré, que le front populaire catalan a tiré du cachot ou M. Gil Robles l'avait enfermé, pour en faire son ministre de l'Éducation nationale, ne pouvait nous donner un avis autorisé sur le rôle tragique joué par les églises dans la guerre civile. Aussi, avant de présenter à nos lecteurs les impressions vécues de nos collaborateurs : MM. J.-R. Bloch et Soria avons-nous tenu à reproduire ces quelques lignes de déclarations que M. Gassol a bien voulu accorder à "VU" : « Le mouvement antireligieux est ce qu'on a pu observer de plus fort dans cette révolution.

Mais il faut remarquer, malgré ce caractère antireligieux que revêt la révolution, certains détails émouvants. Vous vous trouviez par exemple en présence de deux révolutionnaires qui venaient de piller une église et qui, tout de suite, m'offraient des pièces liturgiques, me demandant si elles avaient quelque valeur artistique. On a recueilli ainsi beaucoup de très belles choses et, à la suite de cette révolution, les musées nationaux vont se trouver enrichis. Certains hommes nous ont apporté ici des objets recueillis dans les églises, d'une valeur dont ils étaient loin de soupçonner la grandeur.

Ils venaient et nous disaient : « Voilà ce que j'apporte. Je ne sais pas si cela a de la valeur ou non. » Ils étaient fiers, émus. Sur eux agissait cette sorte de charme de la chose inconnue. Ils nous apportaient aussi quelquefois des œuvres sans valeur aucune. Tout de suite, dès les premiers moments, les artistes sont venus chez nous s'offrir pour nous aider à sauver l'art catalan dispersé dans les églises et les palais.

Dès la première nuit on vit, dans les rues de Barcelone, les grandes figures de nos arts et de notre littérature mêlées aux révolutionnaires. L'incendie des églises est né de la rage populaire provoquée par le fait que de deux églises on a tiré sur les révolutionnaires. Les curés ont commis cet acte arbitraire de convertir les églises en châteaux forts. Des clochers on tirait sur les ouvriers.

Dans un couvent de Barcelone, on attira, en pleine émeute des révolutionnaires qui essayaient le feu de l'ennemi. La porte du couvent s'était ouverte sur eux comme pour les protéger. Et une fois entrés, ils furent mis en demeure, sous peine de mort immédiate, de tirer eux-mêmes sur leurs frères. C'est alors que la haine s'est déchaînée sur toute la ville.

VENTURA GASSOL

UNE sorte de terreur quasi mystique envers la chose religieuse. C'est bien là le fruit de toute la propagande politique qui avait été faite par une partie des curés d'Espagne et d'une manière tout à fait spéciale. L'évêque de Barcelone avait mêlé la religion à la politique, et d'une façon si passionnée qu'il récolte maintenant ce qu'il a semé.

Mais il faut remarquer, malgré ce caractère antireligieux que revêt la révolution, certains détails émouvants. Vous vous trouviez par exemple en présence de deux révolutionnaires qui venaient de piller une église et qui, tout de suite, m'offraient des pièces liturgiques, me demandant si elles avaient quelque valeur artistique. On a recueilli ainsi beaucoup de très belles choses et, à la suite de cette révolution, les musées nationaux vont se trouver enrichis. Certains hommes nous ont apporté ici des objets recueillis dans les églises, d'une valeur dont ils étaient loin de soupçonner la grandeur.



Les cadavres momifiés ont été enlevés à la paix du tombeau. Leur spectacle est moins pénible que celui de n'importe quel cadavre gisant après le combat.
PHOTO DANIEL

PENDANT L'INCENDIE PAR G. SORIA

LORSQUE le 19 juillet au matin, dans Barcelone tout entière courut le souffle de l'insurrection et qu'aux quatre coins de la ville en haleine, des hommes vêtus de la bure ou de la soutane entreprirent de changer leurs chapelets contre des mitraillettes, leurs chapelles et leurs églises en nids hérissés de munitions et de fusils, il y eut dans tous les quartiers ouvriers où sur les barricades tout un peuple disputait pouce à pouce le terrain à un ennemi déjà chancelant, il y eut dans le rang de ces combattants héroïques comme un immense cri de colère. L'Église, une fois de plus, se rangeait aux côtés de la réaction contre le peuple et affirmait son vrai visage. Dès cet instant, je compris qu'une fois l'issue de la lutte précisée, le combat allait être redoutable entre ceux qui, du haut des clochers et des tours, ajustaient leurs tirs sur les carrefours et l'héroïque jeunesse qui s'était lancée dans les rues. Il ne fallait point espérer que les rebelles, secondés par des frères en robe, abandonnent sitôt leurs fortins sacrés. Et vers le soir, lorsqu'un premier incendie illuminant tout un quartier de Barcelone et l'habitant de son odeur lourde et flottante,

annonçait la définitive victoire du peuple sur les insurgés, le sort de toutes les églises où se terraient encore des factieux venait d'être fixé : elles brûleraient comme des torches afin que cessent les fusillades parties de leurs meurtrières.

Et c'est bien, en fait, ce qui arriva et sur quoi, depuis, les commentateurs les plus exaspérés ont fait rage. Mais il n'y a pas là-dessus deux vérités, voire des thèses : tous ceux qui ont vécu les journées tragiques du début de l'insurrection à Barcelone et dans les autres villes d'Espagne sont formels : les églises ont brûlé parce que curés et prêtres les avaient transformées en de redoutables repaires bardés de fer et crachant la mitraille.

J'ai eu l'extraordinaire bonheur de me trouver à Barcelone où je venais d'arriver la veille pour une mission de presse providentielle, dès le début de l'insurrection. J'ai pu suivre heure par heure, minute par minute, la résistance qui bientôt devenait offensive, de ces groupes de combattants ouvriers se jetant, poitrine nue, contre des canons, des mitrailleuses. Il y eut là des milliers d'actes sublimes, touchant aux gestes héroïques dont on croyait le temps disparu ; il y eut des hommes chargeant avec des baïonnettes des servants de 75 à leurs pièces, il y eut des femmes aux premiers rangs d'une attaque contre des mitrailleuses, des enfants

faisant le coup de feu entre deux pavés à peine plus hauts que leurs maigres corps accroupis. Cela c'était le combat avec tout ce qu'il exige de bravoure, d'un côté comme de l'autre du feu, c'était la lutte dure, franche, parfois inégale, très souvent indéfinie, cependant ouverte. Mais vers le soir, lorsque les fascistes battus se retranchèrent dans les couvents et les chapelles où déjà les « serviteurs de Dieu » descendaient les « infidèles, les marxistes et autre racaille anarchiste », le combat prit une allure farouche et quelque peu ignoble : les hommes du Front Populaire étaient des cibles vivantes et il en tomba des centaines : c'est alors que les églises brûlèrent.

Je me souviens encore. C'était tout en haut du Paseo de Gracia, à l'endroit où la superbe avenue Diagonal coupe la promenade et son esplanade. A droite : c'est là que se tenaient l'église et le couvent des Carmélites. J'étais arrivé jusqu'au carrefour, rasant les murs avec précaution. Quoi-que l'hôtel Colon, centre de la résistance fasciste, avait baissé pavillon, des fenêtres surplombant les trottoirs, un feu nourri partait encore. Et là-bas, tout près du carrefour, des monceaux de cadavres accumulaient leurs masses. Des miliciens, des gardes civils mêlaient leurs rangs, contre les murs. D'une bâtisse aux briques rouges faisant angle avec une ruelle étroite, des mitrailleuses débitaient leurs rubans à une cadence terriblement égale. Sur l'édifice, une croix : c'étaient les « Carmélites ». J'apprenais aussitôt que des rebelles appartenant à un régiment de cavalerie avaient été se retrancher avec un abondant matériel de guerre à l'intérieur du couvent et que, de là, ils tiraient régulièrement contre les forces populaires. Ils avaient, au surplus, fait des prisonniers, auxquels ils donnaient, au moment critique, la mort. Le siège de cette redoutable forteresse se faisait dans les règles. Du couvent, par des baies que les mutins avaient ouvertes, des grenades lancées rendaient difficile toute approche sérieuse. La nuit tout entière se passa. Et ce n'est que le lendemain, à onze heures, lorsque les rebelles se rendirent compte que les renforts attendus ne venaient point, qu'un des leurs sortit avec un mouchoir blanc. Un quart d'heure après, le colonel, les officiers et les frères, les mains hautes, sortirent un à un de l'édifice. Les hommes du Front Populaire entrèrent et c'est alors qu'ils purent voir ce spectacle extraordinaire d'un « frère » mort les poings encore crispés sur une mitrailleuse.

Les milices et les forces loyales avaient essayé des pertes considérables, qui se chiffrent par dizaines. A midi, le couvent et l'église flambaient.

Pour toutes les églises, il en fut de même. Sur les Ramblas où le combat avait fait rage toute la matinée du dimanche, Notre-Dame-de-Belen, témoin massif et pesant de l'époque baroque, fut livrée aux flammes, après que l'on eut extrait les inestimables richesses de ses autels et de ses dépendances. Tous les Barcelonnais sont de l'avis que ce n'est point une perte.

C'est dans ce même secteur qui étale à gauche des Ramblas vers le port, ses rues tortueuses, que les rebelles avaient occupé des églises et des couvents pour s'y fortifier. Et c'est pourquoi cet admirable quartier qui renferme d'authentiques merveilles d'architecture et qui vécut toujours la vie secrète que son nom — El barrio gothico, le quartier gothique — lui dicte, a le plus souffert dans ses monuments les plus précieux.

Je me souviens : le même dimanche soir tragique flamba tout au bout du Barrio Gotico, cette extraordinaire petite église devant laquelle tout voyageur passant à Barcelone s'est arrêté et qui a pour nom Santa Maria del Mar. C'est un des plus beaux exemplaires du gothique. Il semble que la Place au bout de laquelle se tiennent les murs encore tout calcinés mais debout, de Santa Maria, soit frappés d'un sort spécial. L'église fut déjà brûlée et détruite deux fois mais la dernière architecture devait donner à Barcelone un de ses plus beaux joyaux. Santa Maria, avec ses trois nefs de 34 mètres de haut soutenues par seize piliers octogonaux, son presbytère élégant, ses archives, ses richesses en pierres précieuses, était l'orgueil des Catalans. Les fascistes, au mépris de toute règle d'honneur et de décence, croyant bénéficier de la protection qui couvrait autrefois les fauteurs de crimes dans les édifices sacrés, se sont enfermés dans Santa Maria et, là aussi, secondés par les prêtres, ils ont tiré sur le peuple.

Aujourd'hui, Santa Maria a brûlé comme tous les repaires où s'étaient embusqués les rebelles.

El Pino, autre exemplaire du gothique, a été

brûlé le lundi. Je revenais de la Généralité. Face à l'église, où habitaient des familiers du curé, des miliciens avaient trouvé des caisses d'armes et de munitions. Ils soupçonnaient l'abbé de communiquer avec ses amis. Plusieurs d'entre eux, armés de béliers et de marteaux, se dirigèrent vers le portail pour l'enfoncer. Je m'approchai de l'un d'eux :

— Vous n'allez pas brûler cette église, dis-je. Il faut en faire un musée pour le peuple.

Un milicien sortit son revolver, le braqua dans ma direction et dit :

— Porque no te gusta ? Pourquoi ça ne te plaît pas ?

Sans insister, je dis d'une voix calme :

— Si, si. Oui, oui.

Et je m'en allai. Le lendemain je devais me rendre compte combien parfois la religion que l'on peut avoir pour la conservation du beau, fausse la vision saine des choses : on avait découvert dans l'église des fascistes cachés derrière l'autel, qui firent feu d'ailleurs sans blesser personne.

Encore une fois les miliciens avaient eu raison.



Un milicien monte la garde, au musée, devant les armures enlevées aux palais...

Je ne vais pas entreprendre de raconter ici l'histoire de chaque église, et les conditions dans lesquelles on les brûla. Mais je veux dire encore une fois que toutes les églises brûlées avaient contenu des fascistes.

On put éviter que la merveilleuse cathédrale qui domine, sur le monticule où elle se dresse, tout le Barrio Gotico, ne brûlât. Et ce grâce à un miracle. Des miliciens avaient déjà grimpé les marches qui conduisent au portail et s'apprêtaient à l'enfoncer, lorsque de leurs rangs sortit un poète. Peret Nau, qui harangua la foule, déclarant qu'il fallait conserver intact ce monument, splendide témoin du passé. Avec un beau courage, il lutta pendant un quart d'heure et parvint à tenir tête aux miliciens, qui se rendirent à la raison. Et la cathédrale sauvée fut gardée par les miliciens qui voulaient, quelques minutes avant, la brûler.

On pourrait ainsi raconter sur des colonnes et des colonnes, les épisodes dont tous les instants de ces journées furent nourris et au cours desquels des découvertes extraordinaires furent faites, comme celle de ce couvent de recluses d'où les pensionnaires pouvaient s'évader chaque soir par un souterrain qui rejoignait une maison amie : traces d'orgie, soutiers et robes de bal, tout l'appareil du plaisir auquel ces cloîtrées avaient en principe renoncé en prenant le voile, tout était là, étalé dans son absolue objectivité. Devant ces témoignages indiscutables de la duplicité de certaines religieuses, j'ai vu des femmes du peuple prendre des colères saintes... G. S.

APRÈS L'INCENDIE

PAR JEAN-RICHARD BLOCH

Par quelle aberration l'Eglise du Christ et du Poverello se trouve-t-elle obstinément du côté des maîtres, des riches, des puissants ? Beaucoup de catholiques français se posent et lui posent aujourd'hui cette question terrible — de Marc Sangnier à Jacques Madaule et à Robert Honnert, pour ne citer que ces trois noms. Je sais qu'il y a le fameux « Rendez à César ». Rendre à César ne veut pas dire *Absoudre César*, ni *Se faire complice de César*.

Ce que tant de prêtres et de fidèles français ne comprennent pas, le peuple espagnol a cessé depuis longtemps de le comprendre. Il n'a pas compris non plus que les couvents se soient ouverts si complaisamment aux officiers factieux pour leur permettre de s'y retrancher. Il n'a pas compris qu'au couvent des Salésiennes, par exemple, ces officiers aient laissé s'approcher des parlementaires couverts du drapeau blanc, pour ouvrir le feu sur eux à bout portant et les faucher à la mitrailleuse.

Et si quelques prêtres, quelques religieux, se souvenant de leurs origines, se souvenant de l'Evangile, ont rejoint, ça et là, les rangs populaires, trop de clochers ont servi à des curés fanatiques pour tirer sur la foule ouvrière. Ce sont là des comptes difficiles à épurer.

Nous regrettons amèrement l'anéantissement de l'admirable Santa Maria del Pino, de S. Jaime, de la précieuse et baroque N.S. de Belen, de mainte autre église de Barcelone et de mainte église de campagne, belle ou charmante. Nul ne déplore davantage ces mutilations que ces militants, ces ouvriers, ces artistes unis au peuple, et dont nous avons recueilli les confidences.

Ici je ferai trois remarques.

Vous autres, grands intellectuels, délicats, raffinés, qui vous scandalisez, à l'exemple de Miguel de Unamuno, qui désertez la cause populaire pour ces destructions, qui jetez l'anathème sur la foule pour ces ruines, qu'aviez-vous fait pour répandre, au delà de « l'élite », le goût, le désir et le respect de la beauté ? Je cherche où sont, à notre époque, les pouvoirs qui montrent quelque souci d'élever le « niveau culturel » de la masse et de lui rendre accessibles ces plaisirs exquis ; je n'en trouve pas, sinon précisément ces gouvernements populaires que vous tenez pour iconoclastes et barbares. Ne vous en prenez qu'à vous si, chez nous, par votre faute, le mob est demeuré le mob, et si, lâché, il châtie durement vos hauteurs et vos dédaigns.

Me permettra-t-on ensuite de faire remarquer qu'aucune émotion populaire n'a causé de désastres comparables à ceux qu'ont entraînés les révolutions religieuses ? Il s'en faut, et de loin ! Si nous dressons un bilan des pertes infligées au trésor du génie humain, l'Eglise, dans la haine dont elle a poursuivi les témoignages des civilisations païennes, pendant des siècles, apparaîtrait comme responsable d'un terrible appauvrissement du monde. Plus qu'aucune autre puissance, elle a travaillé à désoler la surface de la terre. Vous dites qu'elle a compensé largement ces outrages par les chefs-d'œuvre qu'elle a suscités ensuite ? Si de pareilles consolations vous suffisent, faites en bénéficier la société nouvelle que se lève !

Enfin, regardons les choses en face : s'il est un artiste sensible aux grâces de la forme et aux plus humbles vestiges de l'art national, c'est assurément M. Ventura Gassol, poète enthousiaste de sa terre natale, conservateur ardent du passé architectural de son pays, et qui dirige le Ministère de l'Education. Il m'a conduit dans les salles du Palais de la Généralité où s'étaient les trésors et les livres sauvés non pas de la foule mais par la foule. Mon guide revient à plusieurs reprises sur cette distinction essentielle.

Des savants, des archéologues, des historiens, des érudits sont au travail au milieu de l'inraisemblable bric à brac qui encombre un étage du Palais. Opinions politiques et convictions sociales font trêve. Il y a ici des hommes de tous les partis, qu'animé seule la dévotion du bien public. Ils classent, ils trient, ils distribuent. A tout moment des camions s'en vont vers les musées et les bibliothèques. Mais ce que le peuple apporte dépasse tout ce qu'on peut emporter.

Des pauvres gens, les mains pleines de statuettes et d'objets précieux, font la queue, pendant des heures, pour les déposer en lieu sûr. La qualité leur en est incertaine, mais une religion instinctive et lucide de la beauté inconnue leur fait considérer

ces œuvres d'art comme une voie d'acheminement infaillible, imprescriptible, vers un ordre sublime de valeurs que le peuple, dans sa volonté d'ascension, n'a pas le droit de négliger.

Après d'un pareil spectacle et d'une pareille réalité, que pèsent les calomnies de ces journalistes qui, de Séville, de Burgos ou, plus commodément, de Hendaye, de Paris, de Berlin, recomposant l'entreprise de naguère contre le peuple russe, calomniant aujourd'hui le peuple espagnol avec la même fureur, apportant la même bassesse d'âme à essayer de ternir et de souiller la majesté de ses souffrances ?

« On a pu voir », me dit M. Gassol, « de braves érudits à lunettes, d'honnêtes conservateurs de musées, les historiens de l'art les moins enclins aux luttes politiques, se jeter au milieu de la fusillade, risquer vingt fois la mort, pour désigner aux combattants des œuvres à respecter, des retables à sauver, les statues, les tableaux, les livres de valeur. Ils ont été écoutés, tous et partout. On n'a pas signalé une seule exception à ce que je vous dis là. »

Les spécialistes qui nous entourent corroborent ces paroles. Et ils me promènent à travers ce bazar où les objets les plus hétéroclites sont juxtaposés. Dans sa rage de sauver et de conserver, la foule a retiré des églises, pêle-mêle, le meilleur et le pire. Des spécimens hideux de l'art splendeur voisinent avec des merveilles du Moyen Age.

Une statue de saint, en bois, a été léchée par la flamme. Elle n'a pas grand mérite, elle est de basse époque, mais ce sacrifice à demi consommé lui confère une noblesse déchirante. Seul le corps, les membres et les plis trop classiques de la robe ont subi un début de calcination. La tête est intacte. Les yeux levés, dont la sclérotique était chargée de traduire l'extase par un artifice vulgairement apparent, semblent exprimer dorénavant la douleur atroce du supplice auquel des mains charitables ont arraché le bonhomme. Je prie mes hôtes que l'on trouve quelque moyen de préserver, telles quelles, cette figure gémissante et la tunique que lui compose son noir revêtement de croûtes.

Quelques jours plus tard, le Président Azaña me disait, avec un mélancolique sourire : « Le goût de la flamme purificatrice a toujours été un goût spécifiquement espagnol. »

Ce que ce peuple a voulu anéantir, en mettant le feu aux couvents et aux églises, c'était le symbole visible d'une oppression séculaire. Il s'est attaqué aux citadelles d'un pouvoir hostile. Sa fureur s'est arrêtée là. Tout le reste, il l'a respecté. Ne nous lassons pas de le publier.

Nos pas nous conduisent vers le couvent des Salésiennes. Un spectacle imprévu nous y attend, bien espagnol également. Du plus loin, nous voyons des groupes de gens se diriger de ce côté, et la foule fait queue devant les grilles du morne bâtiment, sans art et sans style, dont il ne reste que les murs. On a détérioré les religieuses embaumées, leurs cercueils ouverts sont dressés côte à côte, au grand soleil, devant le porche de l'église et le long de la courrette intérieure. Jeunes gens et jeunes filles, femmes de tout âge, défilent lentement devant l'étrange exposition. De ces mortes, les unes sont déjà sèches et incorruptibles, les autres, plus récentes, montrent des lambeaux d'étoffes et de chairs brunes. Mais les soins funéraires ont conservé leur expression aux visages. Tous les types humains sont représentés là, depuis la paysanne lourde aux traits massifs jusqu'à la figure mince, fine et coupante d'une mère abbesse.

Ce spectacle n'éveille l'horreur qu'en ceux qui ne supportent ni la pensée ni la vue de la mort. Je confesse n'être pas de ceux-là. Je ne peux pas voir sans une révolusion de tous mes organes, qui confine la nausée et le dégoût de vivre, le corps du tué gisant prématurément sur les lieux du meurtre ou du combat. Mais le squelette sans nom, ou les restes humains tirés de la terre où ils ont subi le sort naturel, me paraissent fournir, le plus souvent, à une forme très conventionnelle de pathétique et à un romantisme de qualité suspecte. La scène du fossyeur, dans *Hamlet*, ne m'a jamais touché. Beaucoup plus que sa mort, la vie de l'homme est une source insidieuse et dramatique de douleurs et de troubles.

La foule qui regarde et médite à mes côtés semble partager mes sentiments. Elle n'est guère émue. Et un homme interrogé nous fait, sans ironie, cette réponse : « Depuis le temps qu'elles étaient enfermées, ces nonnes, elles avaient bien le droit d'être remises en liberté ! »

J.-R. B.

héroïsme républicain

PAR J. E. POUTERMAN

Un de mes « confrères » dont l'enthousiasme pour les généraux blancs est devenu proverbial et qui, dès les premiers jours de l'insurrection, suivit avec ferveur les macabres exploits de ses amis spirituels, a rapporté le fait suivant :

Le général Mola donna ordre de ne pas faire de prisonniers. Un jour, une vingtaine de miliciens tombèrent entre les mains des insurgés. Tous jeunes, et plusieurs d'entre eux blessés en combattant ; ils avaient refusé de fournir le moindre renseignement sur la disposition des forces républicaines. Les seules paroles que l'on put leur arracher furent : « On vous aura ! »... Ils s'approchèrent du mur sans dire un mot, en souriant. Les soldats épaulèrent. Un cri retentit : « Vive la liberté ! A bas le fascisme ! » Puis vint la salve. Le journaliste, ami du général Mola, a tenu à préciser que « ces fanatiques moururent comme des héros ». L'officier qui commandait le peloton d'exécution lui dit : « Ils sont tous comme ça. »

Oui, ils sont tous comme ça. Comment décrire cet héroïsme farouche et inspiré, cette abnégation de tout un peuple soudain rallié dans la lutte pour la conquête du droit à la « condition humaine » ? Le moment n'est pas encore venu de donner une synthèse de cette épopée moderne, et je ne saurais qu'aligner ici quelques épisodes isolés qui serviront à prouver que l'officier du général Mola avait raison : ils sont tous comme ça...

Un journaliste visite le front de Guadarrama. Des miliciens l'entourent. L'un d'eux demande au journaliste de transmettre à sa femme, restée à Madrid, le message suivant : — Dites-lui que notre détachement s'est bien battu, nous avons eu plus de 100 tués.

RÉCIT du capitaine Bayo, commandant de la base aéronautique de Barcelone :

— Le capitaine Benito est un de nos as. Au début de l'insurrection, il se trouvait à Palma de Majorque. Les officiers rebelles dépêchèrent chez lui un des leurs pour le convertir à la cause de la sédition ou, en cas d'échec, le tuer. Le capitaine Benito réussit à désarmer l'officier et s'enfuit. Sa femme et son enfant restèrent à Palma. Quelques jours plus tard il arrive à Barcelone et vient prendre du service dans l'aviation républicaine. Chaque jour je l'envoie bombarder l'île Majorque. Il m'est impossible de le dispenser de cette corvée car c'est notre meilleur lanceur de bombes. Chaque jour il s'envole bombarder la ville où se trouvent sa femme et son enfant...

CETTE histoire me fut contée par le chef d'une importante organisation ouvrière de Barcelone qui avait pris une part active aux batailles de rues des 18 et 19 juillet.

Il passait la nuit au siège de l'organisation. A minuit, on l'appela au téléphone : il fallait envoyer immédiatement du renfort dans un faubourg de la ville où les défenseurs d'une barricade se trouvaient aux prises avec un groupe de rebelles. On put mobiliser sur place une cinquantaine d'hommes armés de fusils et de deux mitrailleuses. Ils reçurent l'ordre de se porter sans retard au secours des camarades, en suivant un certain itinéraire, mais sans toucher aux églises qui se trouvaient sur le chemin. On leur recommanda particulièrement d'en épargner deux qui étaient d'une grande valeur artistique.

Les hommes partirent. A peine s'étaient-ils approchés de l'une de ces deux églises qu'un feu nourri, venant des fenêtres de la vénérable bâtisse, les accueillit. Trois hommes tombèrent, blessés. On les ramassa et l'on s'abrita dans l'immeuble d'en face. Que faire ? Attaquer l'église ? Mais le chef n'avait-il pas

sévèrement défendu de toucher à ce joyau de l'art baroque espagnol ? Alors on envoya un camarade au siège de l'organisation demander de nouvelles instructions.

Ce ne fut qu'au retour de ce messager, porteur d'un ordre de réduire au silence l'église rebelle, que le détachement se rua à l'assaut du monument. Au bout d'un quart d'heure, les occupants de ce fortin improvisé furent se rendre. Le détachement put continuer son chemin pour porter secours aux défenseurs de la barricade.

Valence. Les officiers de la garnison, en quartiers hors de la ville, ont rassemblé, dans la cour de leur caserne, tous les soldats du régiment et donnent l'ordre de marcher contre la ville restée fidèle au gouvernement républicain. Alors le sergent Fabra quitte les rangs, s'empare d'une mitrailleuse et ouvre le feu contre les chefs rebelles. Tous les officiers sont tués. Le sergent Fabra prend le commandement du régiment et se dirige, en tête de ses camarades, vers Valence. Lorsqu'il y arrive, on lui fait part de la révolte du 13^e régiment de cavalerie stationné dans une caserne de la ville. Sans hésiter, le sergent Fabra attaque la caserne et la prend d'assaut. Le courage et le sang-froid d'un seul homme, inébranlable dans son attachement à la République, triomphe ainsi de la sédition à Valence.

Les batailles de rues firent rage à Valladolid. Les blancs dont les effectifs se composent principalement de quelques compagnies de troupes marocaines et de légionnaires, sont enfin maîtres de la ville. Seule dans la calle Maria de Molino une barricade continue à résister. Elle tient les assaillants en échec pendant plus de six heures. Trente ouvriers la défendent contre quatre cents militaires aguerris. Lorsque la barricade sera prise, on trouvera tous les défenseurs morts.

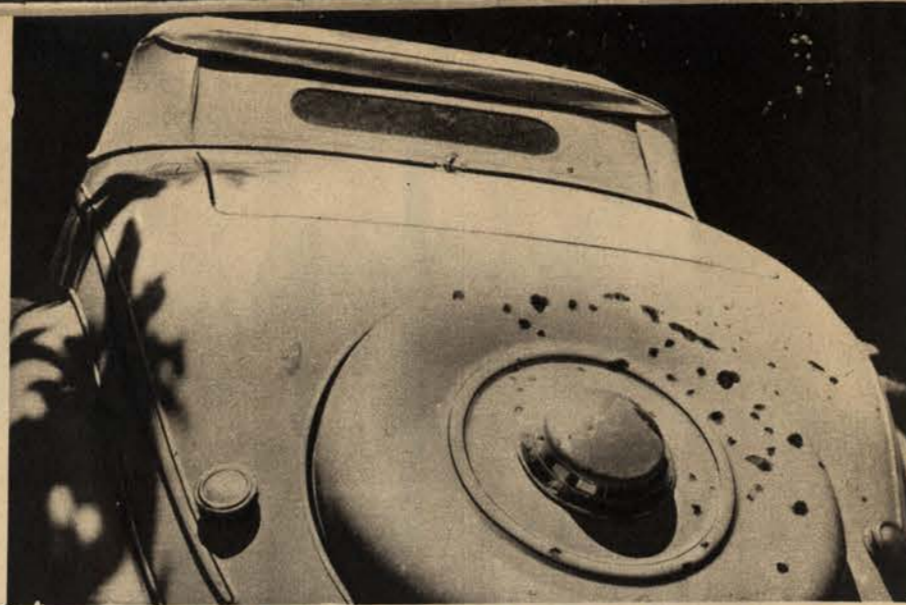
L'AÉRODROME militaire de Getafá, près de Madrid. Nous sommes assis, le commandant du terrain, quelques officiers et moi, devant la maison occupée par l'état-major de l'aérodrome. On parle d'un bombardement de Merida effectué le matin même par une escadrille de 4 avions. Un jeune homme en uniforme d'aviateur s'approche de notre groupe. Il marche en s'appuyant sur des béquilles : une de ses jambes est amputée à la hauteur du genou. Il s'installe dans un fauteuil et prend part à la conversation générale. L'officier qui m'a amené ici me chuchote à l'oreille :

— C'est un Portugais. Lorsque le coup d'Etat fasciste a triomphé dans son pays et qu'il a vu qu'il n'y avait plus personne pour lutter contre la dictature, il a décidé de faire la guerre aux fascistes tout seul. Il s'est procuré un avion et des bombes de 12 kilos, et est allé bombarder le palais du dictateur à Lisbonne. Il a répété ce petit exercice six fois. La dernière fois, en revenant vers son pays, dans les montagnes, il a eu un accident. C'est pourquoi vous le voyez aujourd'hui avec une jambe amputée. Depuis quelques années, il habite l'Espagne où il s'est fait naturaliser. Dès le premier jour du soulèvement militaire, il s'est enrôlé dans l'aviation républicaine. Malgré son infirmité, c'est un excellent lanceur de bombes. Ce matin, il a été de la partie lorsque nous survolions Merida. C'est lui qui était chargé des bombes sur l'avion que j'ai piloté...

Je pourrais continuer indéfiniment. Lorsque les défenseurs des libertés républicaines en Espagne auront triomphé de leurs ennemis, on écrira l'histoire de leur lutte épique. En attendant, contentons-nous de donner raison à l'ami de leurs ennemis dont le récit m'a servi de préambule à ces notes fugitives : oui, ces « fanatiques » sont des héros...

CARNET DE ROUTE DE deux parisiennes égarées dans la tourmente

PAR G. G. ET A. DE L.



L'auto des auteurs de cet article, criblée de balles après quelques heures de révolution.

Ce récit n'est dicté ni par le désir de faire un reportage, ni par celui de prendre parti. Le hasard nous a bloqués quinze jours dans une région gouvernementale. Les étrangers qui ont séjourné dans les zones rebelles ont vu les mêmes horreurs et les mêmes massacres.

Notre seul but, en écrivant ce récit vécu, est d'inspirer aux Français de tous les partis le dégoût de la guerre civile.

Nous sommes entrées en Espagne le 12 juillet, nous dirigeant vers le sud. Tout était calme. Un petit incident marque notre séjour : pendant le déjeuner, on coupe la capote de la voiture et on nous vole deux valises dont l'une contenait, entre autres, un revolver. Ce vol, on le verra, nous a probablement sauvé la vie.

Nous descendons vers Cordoue, Séville. Le samedi 18, nous nous arrêtons à Torremolinos, petite plage à 14 kms de Malaga.

Le dimanche, vers midi, nous observons que Malaga est couvert d'une buée. Nous nous étonnons un peu de ce phénomène météorologique qui contraste avec un ciel bleu partout ailleurs.

Nous remontons à l'hôtel. Nous trouvons l'hôtelier dans la plus grande agitation. Il nous annonce que la révolution vient d'éclater, que l'on se bat dans les rues, que Malaga brûle ! Nous voulons aller tout de suite au consulat. Il nous le déconseille vivement : « Vous ne savez pas ce que c'est qu'une révolution espagnole ! » nous dit-il.

Le lendemain, à 7 heures, clameurs, tumulte : l'hôtel est envahi par une troupe de paysans armés de fusils, de pistolets et de poignards, l'un même d'une vieille rapière anachronique ; ils viennent pour vérifier les identités et chercher des armes cachées. C'est ici, pour la première fois, que nous bénissons l'inconnu qui nous a volé notre revolver à Madrid.

Nous partons enfin.

Sur la route de Malaga, nous faisons connaissance avec le nouvel aspect des autos, hérissées de pistolets et de fusils.

A Malaga, l'aspect est effrayant. Tous les gens armés, des morts. L'odeur des incendies se mêle à celle des jardins de Malaga, tous en fleurs.

Au consulat, on nous déclare qu'on n'a aucune nouvelle autre que locale ; toutes les communications postales sont coupées, on est absolument isolé. Nous proposons de filer sur Gibraltar. C'est impossible, on a fait sauter tous les ponts.

Que faire ? Le consul, très perplexé, pense que bientôt Malaga va être attaquée par les Marocains, que les troubles ne sont peut-être que localisés dans la région de Malaga et que le mieux serait de tâcher de filer et de gagner la frontière française par Valence et Barcelone, qui sont peut-être calmes.

Nous allons au palais du gouverneur, tout y est détruit. Les portes claquent ; les gens, fusil braqué, courent de tous côtés. Le gouverneur est invisible, mais le chef du gouvernement ouvrier nous reçoit, on s'explique au milieu de l'agitation et il finit par nous délivrer un sauf-conduit. Nous repartons. Brusquement, coups de feu autour de nous ; nous braquons dans une rue perpendiculaire et nous voyons passer à toute allure une conduite intérieure remplie d'hommes casqués ; d'autres sont couchés sur les ailes, un autre est à cheval sur le capot et étendu sur lui. Tous tirent sans arrêt à droite et à gauche. Des gens hurlent, tombent, meurent ; la voiture file et disparaît. Episode qui nous est resté mystérieux ; d'après ce que nous

comprenons, il s'agissait d'une voiture rebelle. Mais une seule ? Dans Malaga ?

Gardée par nos deux miliciens, notre voiture, garnie par le consulat d'un grand drapeau français et par le gouvernement d'un drapeau rouge, nous sortons le lundi 20, vers 3 heures, de Malaga et, vingt fois arrêtées, nous prenons la route de la mer.

Après une heure de route, arrivés dans une petite agglomération, nos deux miliciens nous font comprendre qu'ils vont nous laisser et que leur zone d'action est terminée.

Nous voici donc, roulant toutes les deux, nous encourageant mutuellement, et nous arrivons vers 4 heures et demie aux portes d'un petit village, Torre del Mare. Une vingtaine d'hommes armés sont rangés à droite et à gauche de la route. Nous ralentissons, on ne nous arrête pas et nous dépassons le groupe. A ce moment, et sans un mot, tous tirent ensemble sur la voiture ! Les balles traversent la capote, brisent le mica, un des montants de la portière. Une autre balle entre dans la tôle de la portière et s'y arrête. Comment n'avons-nous pas été tuées ? Nous l'ignorons. A ce moment, ayant tout vu de la porte de sa maison, une femme échevelée se précipite, en criant, devant les hommes. Nous ne comprenons pas ce qu'elle dit, mais visiblement elle intercède pour nous. Tous, pendant ce temps, ont entouré notre voiture, hurlant, gesticulant, au comble, semble-t-il, de la fureur. Nous crions : « Françaises ! Françaises ! », nous montrons nos drapeaux, nous sortons notre sauf-conduit ; mais ils se le passent l'un l'autre sans paraître comprendre ; ils ne savent pas lire et nous n'avons pas l'impression qu'ils connaissent le drapeau français. Finalement, les gens se calment, paraissent même plutôt contrits, et nous voici de nouveau seules sur la route.

Nous arrivons, après une heure, au prochain village, à Nerja. De nouveau une troupe de paysans et d'ouvriers armés se précipite sur nous ; ils regardent vaguement nos papiers et veulent nous faire descendre. Nous nous rendons compte que si l'on nous prend notre voiture, nous sommes perdues et nous décidons, en attendant un nouveau miracle, d'opposer la force d'inertie. Ils ouvrent les portières et nous font signe de descendre. Nous résistons.

Nous nous sentons de plus en plus perdues, lorsque le miracle attendu se produit. Une auto passe sur la grande route, s'arrête, un vieux monsieur et une vieille dame anglais en descendent. Ils sont commerçants près de Motril ; ils ont essayé de filer vers Gibraltar, mais la route est, nous l'avons vu, coupée... Ils nous disent que pour rien au monde il ne faut rester là ; ils commencent à discuter, montrent nos papiers et, finalement, obtiennent qu'on nous relâche. Nous repartons, flanquées cette fois de deux gardes civils.

Vers 7 heures du soir, avant Herradura, nous traversons un défilé gardé par des hommes montés sur les deux talus de la route. Ils ne descendent pas, ne nous arrêtent pas, mais simplement tirent sur nous, sans nous toucher. Nous arrivons le soir à Almunecar.

Dans la journée du lendemain, on veut réquisitionner notre voiture pour faire une reconnaissance sur Motril. Malgré nos réclamations et devant l'attitude menaçante des miliciens, nous sortons la voiture du garage. Un énergumène, particulièrement agité, type de révolutionnaire pour estampe romantique, bardé de cartouches, cheveux au vent, monte dans la voiture, mais il ne connaît rien au mécanisme. Il fait signe à l'une de nous de monter

et de conduire. Protestations. Un lieutenant de douaniers intervient et nous comprenons qu'il explique l'impossibilité d'obliger des étrangers à des actes de guerre. L'énergumène s'en va au comble de la fureur. Notons, d'ailleurs, que nous le retrouvons dans l'après-midi, bras levés, au centre d'un groupe armé et vociférant. Nous apprenons que c'est un espion des insurgés et, peu après, il est amené contre un mur et fusillé.

Vers 6 heures du soir, arrive un croiseur espagnol qui s'emboîte à un kilomètre de notre hôtel.

Nous ignorons s'il est rebelle ou loyaliste et nous nous demandons s'il ne va pas nous bombarder. Effectivement, vers 2 heures du matin, bombardement, par-dessus l'hôtel, des routes derrière le village.

Le lendemain matin, la place nous apparaît transformée en ambulance : Le navire gouvernemental s'est trompé, a bombardé à tort des autos rouges passant sur la corniche et a fait de nombreuses victimes.

Le soir, nouvelle arrivée d'un cuirassé suivi, cette fois, d'un second, et tous deux commencent à bombarder Motril. Nous assistons de notre hôtel à la destruction, à la prise, à la reprise de ce port. Cette lutte se termine, après trois jours, par la victoire des troupes loyalistes.

Nous sommes peu à peu entrées en relations avec les gardes d'assaut et nous obtenons d'eux la promesse de nous ramener à Malaga lorsqu'ils auront pris Motril.

Le dimanche 26, Motril enlevé, les gardes refluent sur notre hôtel.

Munies d'un nouveau sauf-conduit, nous reprenons avec une escorte formidable la route de Malaga.

Tout se passe bien jusqu'à Nerja. Là, nous assistons à une scène atroce. Nos gardes doivent amener à Malaga 6 prisonniers ; mais ce sont des gens du village soupçonnés de fascisme et, les haines locales s'en mêlant, les rouges du village ne veulent pas les livrer. Ils ouvrent donc les portes de la prison et déclarent aux malheureux qu'ils sont libres. Les 6 hommes sortent en courant et, au milieu des hurlements, les autres les tirent comme des lapins. Ils tombent, crient ; des villageois, armés de pistolets, sautent sur les corps en riant et font littéralement sauter les cervelles sur la route. Grande agitation des gardes civils, qui descendent, discutent, finalement remontent. Ils nous font comprendre qu'ils n'ont pas eux-mêmes puni les assassins à cause de nous, évitant un combat dont nous aurions été les victimes possibles. On tire les cadavres par les pieds pour laisser passer nos autos et nous partons.

Nous arrivons enfin à Malaga maintenant en ruines ; dans les rues, on voit des cadavres qu'on n'enlève plus. Une odeur de pourriture se mêle à l'odeur des incendies et à celle des jasmins.

Nous apprenons qu'il y a un contre-torpilleur italien en rade. Nous allons demander si ce navire peut embarquer aussi des Français. Le consul d'Italie, homme jeune et plein d'ardeur, nous déclare que certainement nous serons recueillies à bord ; il nous déclare aussi qu'il prendra une voiture, qu'il y montera avec nous, déploiera le drapeau italien et la bannière fasciste et, pour nous conduire à bord, qu'il traversera la ville en criant : « Vive le fascisme. » Nous demandons à réfléchir et nous décidons d'attendre le contre-torpilleur français *Maillé-Brésé*, qui arrive le lendemain.

Ainsi s'est terminé ce voyage pendant lequel, chaque jour, nous pensions que nous ne reverrions jamais la France.

G. G. et A. de L.

LES DIRIGEANTS VOUS parlent...

MANUEL AZANA

Président de la République Espagnole

Interview recueillie par

JEAN CASSOU



À la fin de son livre de souvenirs de jeunesse, *Le Jardin des Frères*, Azana raconte que, parvenu à sa prime maturité et dégagé des fantômes qui avaient pesé sur plusieurs siècles d'histoire d'Espagne, Manuel Azana a voulu revoir ce couvent de l'Escurial où il a été élevé. Et dans le jardin aux odeurs funèbres — cyprès et buis — et qui s'endort au soleil, le promeneur rencontre un de ses maîtres d'autrefois. « Eh bien, qu'es-tu devenu ? » demande le bon père. Peuh ! Un intellectuel, un de ces esprits orgueilleux qui prétendent changer le cours des choses imposées par Dieu. Oui, c'est bien cela : l'ancien élève, tranquille et taciturne, parle de conquérir son destin ! Il rêve à des choses étranges qui scandalisent le bon père. Celui-ci s'attriste. Un abîme s'est décemment creusé entre lui et son disciple. Ils ne parlent pas la même langue. Deux Espagnes s'affrontent mélancoliquement dans le jardin silencieux, à l'ombre de cet Escurial où le grand pharaon du Siècle d'Or voulut ensevelir tous les cadavres de sa race impériale, au centre de cette âpre Castille, nue et triste, de l'âme de laquelle le Castillan Azana se sent si proche. Après un ultime adieu, le moine et l'intellectuel se séparent, n'ayant plus rien à se dire. Manuel Azana est à jamais perdu pour l'Espagne qui dort, qui songe, qui n'est plus que deuil et passé. Il se créera orgueilleusement son destin. Il ne sait pas encore, sinon obscurément, que ce destin s'identifiera à celui d'une autre Espagne, toute nouvelle.

C'est ce même Azana, un intellectuel parmi tant d'autres, que je rencontrai il y a une douzaine d'années, le jour même où éclatait le pronunciamiento de Primo de Rivera. Un pronunciamiento pour rire et qui laisse la vie civile espagnole dans la plus morne indifférence. Seuls paraissaient émus les quelques intellectuels de l'espèce de Manuel Azana. Je vis un homme massif et sarcastique, véritable représentant de l'*Ateneo*, imbu de libéralisme à la française et résolu à continuer, en dépit des généraux ubuesques, le bon combat de l'ironie et de la pensée. Tous ces écrivains étaient sans contact avec les masses, celles-ci étant d'ailleurs amorphes et anarchiques, mais ils avaient gardé, Azana surtout, le souvenir de quelque chose qui s'appelait le peuple.

Ce peuple allait-il sentir l'injure que lui faisait le grotesque général ? Allait-il se soulever, comme ceux d'antan, contre son roi étranger, race de Habsbourg et de Bourbon et surtout race d'homme d'affaires et de triste sire ? Allait-il se débarrasser de tous ces pantins et tenter, lui aussi, de se créer son destin ? Manuel Azana semblait en douter. Il haussait les épaules et disait des choses pleines d'un amer et jovial fatalisme. « Que va-t-il se passer ? » lui demandait-on. Comme pour confirmer toutes les dissertations qu'on a faites sur le *nada* espagnol comparé au *nitchevvo* russe, il répondait : « Rien. En Espagne, il ne se passe rien. » C'était le thème à la mode : il était de bon ton de prouver que même lorsqu'il se passe quelque chose en Espagne, ce n'est qu'une apparence,

plus somptueuses jusqu'aux plus directes, s'étaient rencontrées, fondues, incarnées dans cet homme que ses portraits nous montrent lourd et comme gonflé — un gras chanoine espagnol — alors que nous nous trouvions avoir affaire à un taureau blessé. Tout ce qu'il nous dit ce jour-là, nous ne pouvons le répéter, car dès les premiers mots il nous prévint : « Je suis le président de la République, mais je puis aussi vous parler en camarade et comme à des camarades du Front Populaire. A ces deux titres je vous parlerai franchement. » Comme l'un de nous tirait son carnet : « Mais vous prenez des notes ! Si vous prenez des notes, c'est fini. » Il n'y avait plus en lui ni fatalisme, ni sarcasme, mais une autorité impatiente et douloureuse. L'intellectuel de l'*Ateneo* avait fait place au type, le type espagnol complet, l'incarnation vivante de toute une race, la plus noble et la plus humaine qui soit sous le soleil.

« Je n'ai jamais cru, nous dit-il, ni aux politiciens, dont je suis, ni aux techniciens, ni aux intellectuels. Mais au peuple seulement, à l'homme de la rue, à l'homme des champs. L'autre jour, l'un d'eux s'est présenté ici, un paysan de la province de Tolède. Il voulait à tout prix me voir, et comme dans ces temps-ci il n'y a pas de protocole, je le fis entrer. Il avait reçu du plomb dans une côte, il en avait reçu ici, à la nuque, et avant de retourner au front, il avait voulu m'apporter un cigare. »

En disant cela, le président Azana avait des larmes dans les yeux. Mais pour comprendre comme lui la beauté du geste de ce paysan, il faut avoir vu tout ce qu'un Espagnol du peuple sait mettre dans une offre, dans un présent, dans un salut, dans une main cordiale et spontanée. Puis Manuel Azana nous parla de la France, de ce que la France avait été pour lui et pour les hommes de sa génération. C'est alors qu'il nous mena vers une haute croisée et nous montrant, au fond du steppe, la haute crête du Guadarrama d'où s'élevaient des fumées : « Voulez-vous voir le front ? Tenez, le voilà. Ce qui se joue là-bas, dans la sierra, ce n'est pas seulement notre destin : c'est aussi le vôtre. »

Un instant, l'Espagnol paradoxal et sobrement humoristique reparut. A l'horizon, une énorme fumée venait de s'élever, qui, de toute évidence, n'était pas, celle-là, produite par les canons.

— Et ça, qu'est-ce que c'est ?

— *Algun disparate* ! fit le président en haussant les épaules. Quelque extravagance ! Ils doivent encore brûler quelque chose. Autrefois, c'étaient les hérétiques. Aujourd'hui les églises. Et ce sont les mêmes qui mettent le feu. Les mêmes. C'est-à-dire le peuple. On aime tant la flamme chez nous ! La flamme purificatrice...

Il disait cela avec d'indulgentes brusqueries, en homme qui connaît bien les gens de chez lui, qui les connaît depuis des siècles. Avec leurs vices comme avec leurs vertus. C'est sur ce ton que les Espagnols civilisés cherchent parfois à excuser, auprès des *Européens*, le goût de leurs compatriotes pour les courses de taureaux. Mais ce n'était plus guère le temps de s'excuser, moins encore de plaisanter. Et nous savons bien que c'était plutôt nous, Français, qui avions à nous faire pardonner bien des choses — entre autres les injures d'une presse indigne envers un grand peuple qui n'a commis d'autre crime que de ne plus vouloir mourir de faim.

Jean Cassou.

LUIS COMPANYS

Président de la Généralité de Catalogne

Interview recueillie par
PAUL RISTELHUEBER



DANS la semi-obscurité jalousement créée et maintenue par de très hautes et étroites fenêtres dont les vitraux opaques et les lourds rideaux préservent cette salle grandiose du palais de la Généralité du trop ardent soleil d'un midi catalan, sur la longue table de bois sculpté, on peut voir reluire la première bombe fabriquée dans les nouvelles usines de Barcelone pour la défense de la liberté.

Sous l'œil moqueur des gargouilles qui, depuis 600 ans, considèrent les hôtes de ce palais de leur regard de pierre, une activité de ruche dans un silence d'église. Mais voilà que deux portes s'ouvrent et nous sommes en face du président Companys. D'une voix ardente aux intonations fiévreuses, il a déjà entamé la conversation, et nous autorise à lui demander tout ce que nous voulons.

**

— Pensez-vous, M. le Président, que les bruits répandus à l'étranger d'après lesquels le gouvernement espagnol serait dans une grande mesure soumis à des influences étrangères repose sur quelque fondement ? Les réactions de la masse, aussi bien du côté des insurgés que du côté des loyalistes auraient-elles été les mêmes si l'Espagne avait été un vase exactement clos sur quoi aucun élément extérieur n'eût pu avoir la moindre action ?

— Voilà une question qui m'a été plusieurs fois posée. J'y peux, aujourd'hui, répondre encore plus fermement qu'il y a quelque temps. Chaque jour écoulé depuis le début de la guerre civile espagnole ancre plus profondément en moi la conviction que la réaction des masses a été, chez nous, purement spontanée. La chose est d'ailleurs bien explicable et facilement intelligible à qui connaît l'histoire et les problèmes de mon pays. Les événements que nous sommes en train de vivre ne pouvaient pas ne pas être. Et leur origine est tellement naturelle, pure, qu'il n'est vraiment pas besoin, pour les expliquer, d'aller chercher une explication extérieure à l'Espagne : il est chez nous trois institutions violemment haïssables et dont le peuple, chaque an-

— De toute façon, les militaires seront battus. Comme chez vous en France les sans-culottes, les miliciens espagnols vaincront n'importe quelle coalition militaire parce qu'ils défendent une cause sacrée.

— Et n'est-il pas indiscret de vous demander une fois la victoire des vôtres assurée, quelle forme de gouvernement vous envisageriez, étant donné l'influence croissante des anarchistes ?

— Il me semble que le nouveau gouvernement sera fait sous le signe d'un grand pas en avant en matière sociale. Il lui faudra trouver une formule canalisant les aspirations nouvelles. En fait, ce sera une république démocratique établie sur des principes sociaux entièrement nouveaux. Beaucoup s'inquiètent du rôle que jouera la F.A.I. une fois la guerre civile terminée et de la façon dont on pourra utiliser sa collaboration au gouvernement. Ce problème n'est pas insoluble. J'ai trouvé chez les F.A.I. des dispositions constructives du plus haut intérêt et, ma foi, très raisonnables.

— Pensez-vous, M. le Président, que pour l'Espagne de même que pour la Russie, la question des terres va se poser ?

— Cette question n'existe pas en Catalogne qui n'est pas un pays de grande propriété. Il est vrai qu'il est encore, dans certaines régions d'Espagne, quelques vastes propriétés. Mais le gouvernement de gauche issu des élections avait déjà résolu la question du partage des terres. Il n'y a plus qu'à l'exécuter. Le principe est que ceux qui travaillent la terre en pourront devenir propriétaires au bout d'un certain nombre d'années, une banque corporative agricole leur offrant les facilités nécessaires à cette acquisition. Nous sacrifierons la grande propriété privée à la nécessité d'intensifier la production et au besoin de la collectivité. Le cultivateur ne pourra posséder qu'une quantité limitée de terre, mais il est utile — voire indispensable — de lui donner l'illusion de la propriété.

Tandis que le Président Companys, tout animé du véritable feu qui le dévore intérieurement lorsqu'il expose la cause qu'il défend, se lève entre les murs de pierre délicatement ciselés de cet étonnant palais de la Généralité qui abrita plusieurs siècles de l'histoire catalane, nous lui demandons encore :

— Et si les rebelles gagnaient la guerre, qu'advient-il de l'Espagne ?

— Le Président nous tend la main, et gravement, d'une voix profondément timbrée, prononce ces trois mots lourds de menaces :

— Et de l'Europe ?

née, est plus écorché. J'ai nommé le cléricisme, le militarisme et le latifundisme.

Voyez-vous, ce sont là trois vices inhérents à l'histoire de notre pays et que rien jusqu'alors n'avait pu annihiler. Car nous n'avons jamais connu de véritable révolution politique, mais bien seulement des pronunciamientos. Lorsqu'il y a quelques semaines, l'armée s'est mise en mouvement contre le peuple, celui-ci s'est enfin réveillé. Et les réveils du peuple sont terribles. On ne peut pas dire que les masses se sont mises en mouvement : elles ont proprement « jailli ».

— Cette réaction est d'autant plus explicable, M. le Président, que ces masses savaient qu'elles avaient gagné les élections.

— Oui, elles les avaient gagnées. Mais elles ne souhaitaient pas une politique d'extrémisme. C'est d'accord avec elles, c'est-à-dire avec la volonté nationale, que nous avons mené une politique de gauche.

— Estimez-vous que le temps joue en faveur des rebelles ou en faveur des loyalistes ?

Plus tragique a été cet autre coup de téléphone, dont on m'a fait le conte, et qui fut adressé par Queipo de Llano à son ancien collègue Miaja, ministre de la Guerre et chef des troupes gouvernementales :

— Ta femme et tes enfants sont à Cordoue, au pouvoir de mes troupes. Prends garde à ce que tu fais. Compris ?

C'est ce même Queipo de Llano dont les propos, à la radio, font la joie et en même temps la honte de leurs auditeurs et qui, d'une voix de soudard ivrogne, se répand en invectives contre « la France marxiste ».

Pour rencontrer Indalecio Prieto, nous devons nous rendre au ministère de la Marine. L'illustre leader socialiste joue un grand rôle dans les conseils du gouvernement. Il s'est fait, dit-il, le *botones* de la République, se comparant à ces gamins défilés qui, dans Madrid, font les courses, portent ça et là une commission, rendent de menus et précieux services. Son autorité, sa fermeté de caractère, sa rude bonhomie l'aident admirablement à ce rôle d'organisateur occulte et diligent de la victoire.

C'est un homme lourd, un peu vulgaire, et qui, sous son épaisseur, cache de la finesse, de l'humour, un profond bon sens. La chemise ouverte sur son large cou, l'œil intelligent, la bouche sensuelle, sa grosse face penchée sur le côté, il évoque certain portrait de Goya au col également découvert. Et c'est bien l'Espagne goyesque qu'il incarne, l'Espagne populaire, gouailleuse et robuste, cette Espagne des *Désastres de la guerre* qui arma jusqu'à ses femmes et à ses enfants et, dans les campagnes comme dans les villes, maison à maison, rocher à rocher, sauva sa liberté.

sur la Puerta del Sol, a été le théâtre de tant de révolutions. Le secrétaire de la Gobernacion, Osorio Farall, nous y accueille. Quelques jours auparavant il avait reçu un coup de téléphone, devinez de qui ? Du général Mola ! Mola, le chef rebelle des armées du nord, le général félon...

— Il croyait que son compère Franco avait pris Madrid et c'est à Franco qu'il s'imaginait téléphoner ! Je lui ai répondu... et je vous assure qu'il y a eu du bruit dans le téléphone.



INDELECIO PRIETO

Ancien Ministre socialiste

Interview recueillie par
JEAN CASSOU

ARRIVÉS à Madrid dans des autos prêtées par la Generalitat de Barcelone, et conduits par quatre braves miliciens catalans, notre première visite, à mes compagnons et à moi, se devait d'être à un Catalan, M. Lluhi, ministre des Travaux Publics, qui, dans le cabinet, représente la Catalogne. C'est un homme jeune, svelte, au visage allongé et fin et qui parle, les traits immobiles, et avec cette sobriété précieuse et un peu guindée qui caractérise une certaine élégance particulière aux Catalans. Dans un français excellent, il nous fit tout le récit de la rébellion, nous raconta les attentats fascistes, puis comment l'arrestation et enfin le meurtre de Calvo Sotelo avaient précipité l'issue du complot alors que les préparatifs de celui-ci n'étaient pas entièrement achevés. Il nous fit un tableau très clair de la situation militaire, exposa les raisons de l'optimisme gouvernemental. Il parlait sans fanfanterie, sur un ton de mélancolie assurée. Tous ces hommes, que nous avons vus aux postes de commande de la République, laissent une profonde impression de dignité. Ils jouent leur partie avec une sorte de tristesse grave et sereine et en même temps avec une implacable confiance. C'est ce même mélange de réserve, de hauteur et de tranquillité que nous trouvâmes dans les salons et les bureaux de la Gobernacion, le fameux palais qui,

JOSE MARIA ESPAÑA

Ministre de l'Intérieur à la Généralité de Catalogne

Interview recueillie par les envoyés spéciaux de
ECLAIR-JOURNAL et FRANCE-ACTUALITÉS

Le soulèvement militaire contre la République espagnole et le gouvernement de la Généralité de Catalogne, fut, dans la ville de Barcelone, total, puisque tous les régiments s'élancèrent dans la rue pour renverser le gouvernement légitime qui existait, à Madrid et à Barcelone, et émanait de la libre expression de la souveraineté populaire.

Pour étouffer cette révolte criminelle, née d'un accord établi entre une grande partie des militaires et les dirigeants du parti fasciste d'Espagne, je me suis vu obligé d'employer, selon les indications de mon Président et des membres du gouvernement, les forces que j'avais à ma disposition en ma qualité de conseiller de l'Intérieur. Elles y parvinrent après une lutte acharnée, et avec l'aide, qui leur fut précieuse, des organisations et forces ouvrières de la ville. On s'empara ainsi des fusils, canons et casernes, qu'abandonnèrent lâchement les rebelles.

J. MIRAVITLLES

Secrétaire général du Comité central
des milices antifascistes



L'UNE des plus étonnantes caractéristiques du mouvement révolutionnaire espagnol est qu'il existe en dehors de toutes les règles établies par les doctrinaires et techniciens célèbres des révolutions.

En Catalogne, le spectateur ayant une culture sociale moyenne ne peut guère comprendre comment fonctionne le mouvement révolutionnaire.

Qui dirige cette révolution ?

Quels en sont les cadres ?

Il faut tout d'abord savoir qu'en Catalogne le mouvement ouvrier a suivi un développement ethnique qui a donné naissance à une formule sociale originale : il s'agit de l'anarcho-syndicalisme. Par anarcho-syndicalisme, il ne faut pas entendre le mot anarchie dans le sens qu'il revêt habituellement. Il ne qualifie pas chez nous ces intellectuels plus ou moins morbides qui exposent des paradoxes individualistes dans les cafés parisiens. L'anarchie correspond ici à un mouvement et une doctrine bien établis et profondément enracinés dans l'histoire du pays.

L'anarchisme en temps que philosophie de l'homme, donne à celui-ci des prérogatives limitées. Le syndicalisme le place sur le terrain de la réalité économique. C'est de ce contraste étonnant entre l'idée libertaire et la discipline syndicaliste qu'est né en Catalogne un mouvement social unique au monde.

Quelle est l'action de ce mouvement sur l'actuelle révolution espagnole ?

Dès l'origine du conflit, les anarchistes sont descendus dans la rue et, suivis de petits secteurs ouvriers, ils ont été les auteurs de la victoire. En vingt-quatre heures, l'armée espagnole était véritablement dissoute. C'est là le plus foudroyant succès qui ait jamais été enregistré dans l'histoire de la révolution.

Et c'est le mouvement anarchiste qui a assuré ce résultat.

Le mardi 21 au soir, la situation à Barcelone était réellement tragique. L'armée n'existait plus. Les organes de la Généralité s'étaient totalement confondus avec le peuple dans la lutte.

Barcelone et la Catalogne tout entière étaient plongées dans cette sorte de chaos qui naît de l'action révolutionnaire. A quelques kilomètres à peine de la province se dressait l'horrible spectre de la menace fasciste.

En quarante-huit heures, les anarcho-syndicalistes établissaient la base de l'organisation de la résistance. Des syndicats avaient été constitués et les ouvriers, en masse, partaient au front pour opposer aux rebelles un barrage infranchissable.

Que peut-on attendre du mouvement social catalan ?

Le soulèvement se trouvant dominé dans la ville de Barcelone, nous étendîmes immédiatement notre domination à toute la Catalogne, emprisonnant et réduisant tous les militaires rebelles.

Cet acte d'insubordination militaire a eu deux conséquences : la première fut une guerre civile dans toute l'Espagne entre les militaires, les monarchistes et les fascistes aidés par l'Eglise et le Capital, d'une part, et les organisations ouvrières et républicaines de gauche appuyées par tout l'élément populaire de la République ; la seconde fut une révolution, de caractère social, à Barcelone et dans toute la Catalogne tendant à une transformation totale du système économique de notre pays.

La première conséquence obligea le peuple et le gouvernement à organiser les milices en général pour remplacer l'armée manquante et pouvoir soutenir la lutte contre le fascisme militaire, dans les régions en révolution. La Catalogne s'est chargée de battre l'ennemi jusqu'aux portes de Huesca et de Saragosse, villes qui sont assiégées par nos milices et sur le point d'être prises. Elle s'est chargée également de récupérer les îles Baléares, dont trois : Minorque, Ibiza et Formentera sont déjà entre nos mains. Il ne nous manque plus que Majorque.

De toutes façons, le gouvernement de Catalogne a une obligation urgente, et il est résolu à s'en acquitter : celle de donner son aide aux organisations ouvrières pour les orienter, les canaliser pour qu'elles arrivent à trouver une solution absolument viable aux problèmes de l'heure.

Le gouvernement, nommé par le Président de la Généralité de Catalogne, M. Luis Companys, est présidé par M. Jean Casanovas ; il comprend les personnalités les plus en relief de la politique de gauche ; il est constitué presque en totalité par des personnes appartenant au parti de la Gauche Républicaine qui fut fondé par le patriarche du nationalisme catalan, M. Macia ; ce parti est à tendance nettement socialisante.

Je dirai aussi que ce parti n'aura aucune difficulté à parvenir à la socialisation de toute la partie de la richesse de Catalogne, que l'on reconnaîtra susceptible d'une réforme économique de cette importance et envergure.

Dans la voie des réformes sociales au profit de la classe des travailleurs et des prolétaires, on ira aussi loin que les possibilités et les circonstances l'exigeront ou le permettront parce que, en définitive, c'est le peuple qui triomphera.

Un conseil national économique présidé par le ministre de l'Economie du gouvernement catalan et composé des syndicats, des coopératives, et des associations de consommateurs, a déjà été constitué pour jeter les fondements de cette grande rénovation sociale.

Que représente au juste en Catalogne un anarcho-syndicaliste ?

Je suis, moi, un jeune nationaliste catalan. Je crois à la mission historique de mon pays. Les siècles ont démontré que c'est toujours la Catalogne qui, en Espagne, a lutté pour le triomphe des idées de progrès et de justice. Et pendant le moyen âge, c'est la Catalogne qui mena la lutte pour la démocratie et les droits de l'homme. Au xx^e siècle, c'est encore la Catalogne que l'on trouve à la tête du mouvement social. Ce sont les organisateurs de la structure industrielle catalane qui se battent pour la démocratie contre l'absolutisme de la monarchie.

Au xx^e siècle, ce sont les ouvriers anarcho-syndicalistes qui assurent cet héritage historique. Voici une déclaration qui peut sembler surprenante dans la bouche d'un nationaliste catalan. Le mouvement anarcho-syndicaliste a été en effet formé en Catalogne par les ouvriers du pays et aussi par ceux de l'étranger venus s'établir à Barcelone. Leur sens internationaliste les pousse souvent à sous-estimer le problème national, aussi la jeunesse nationaliste catalane se dressa-t-elle à un moment donné contre le mouvement anarcho-syndicaliste. Ce fut la journée du 6 octobre 1934. L'anarcho-syndicalisme a aujourd'hui compris et pénétré le mouvement social catalan et a su corriger une erreur historique qui se trouve à sa base. En effet, la Catalogne s'est toujours tournée vers la Méditerranée, les Baléares, la Corse, l'Asie Mineure, etc., se désintéressant de la Péninsule. C'est ce qui a permis l'hégémonie de la politique castillane. Aujourd'hui, les anarcho-syndicalistes et aussi M. Companys, président de la Généralité, qui est de même formation qu'eux, ont compris que la Catalogne devait regarder la route de Saragosse.

Je tiens à noter que les formations nationales catalanes retombent encore une fois dans leur vieille erreur, et, tandis que les ouvriers anarcho-syndicalistes s'en vont à Saragosse, ils s'en vont aux Baléares, tournant ainsi le dos à la véritable mission historique du peuple catalan.

Que se passera-t-il une fois le fascisme vaincu ? Les anarcho-syndicalistes veulent-ils le pouvoir ? Non. Car ce serait en contradiction à la fois avec leurs théories et avec leurs vœux. Ils ne croient d'ailleurs pas au pouvoir. Ils croient à une nouvelle organisation économique sociale et politique de la société. Ils croient au syndicalisme de la classe ouvrière organisée. Ils croient au droit individuel. Et ce n'est qu'avec un régime qui s'appuierait sur ces grandes données qu'ils sont disposés à collaborer. Mais alors avec la plus grande loyauté.

J. MIRAVITLLES.

JOSE BERGAMIN

Le grand écrivain catholique, directeur de la revue "Cruz y Raya"

Interview recueillie par

J. E. POUTERMAN



Au centre même de Madrid, à dix minutes de marche de la Puerta del Sol, se trouve le célèbre Convento de Las Descalzas Reales fondé au XVI^e siècle par la femme de Charles-Quint. Ce couvent, habité par une vingtaine de sœurs, se dressait au cœur de la capitale espagnole comme une forteresse inaccessible. On passait devant sa façade magnifique, œuvre du maître qui avait construit l'Escorial, sans même se douter des trésors qu'il enfermait. Ni la révolution de 1931 ni la loi contre les ordres religieux n'avaient rien changé à la situation du Couvent des Déchaussées Royales : une vieille tradition le préservait contre la curiosité publique. Mais lorsqu'éclata la sédition militaire fomentée en étroite liaison avec le clergé, le peuple se souvint de ce lieu de retraite religieuse, où seules les filles et les épouses des rois et les descendantes de grandes familles aristocratiques pouvaient communier avec Dieu.

Aux heures tragiques où les casernes ouvraient leurs portes aux prêtres armés et où les églises servaient d'abris aux militaires en révolte, les républicains se décidèrent à rompre l'enchantement du couvent mystérieux. Le Ministère des Beaux-Arts le prit sous sa protection et, aujourd'hui, la maison des Déchaussées Royales est gardée par un détachement de braves miliciens pendant que des hommes érudits dressent l'inventaire de ses trésors artistiques.

Mon ami José Bergamin proposa de me faire visiter ce futur musée. Je n'ai pas besoin de présenter mon illustre guide. Tous ceux qui ont suivi l'évolution moderne de la pensée catholique connaissent les admirables œuvres de José Bergamin. Un des rares hommes en Espagne réellement fidèles à la doctrine chrétienne, il rompit avec la religion officielle et se rangea courageusement du côté du peuple. Quoi d'étonnant à ce que le clergé espagnol le considère comme l'un de ses pires enne-

mis ? N'est-ce pas lui qui avait défini le « nationalisme » de ceux dont la rapacité orgueilleuse ensanglantait actuellement toute l'Espagne ?

« Quand un peuple ou un homme perd sa foi en Dieu, il devient idolâtre de soi-même : il pêche mortellement par son orgueil. Le nationalisme est l'orgueil collectif, il naît de l'impunité, et sa religion est la religion des mécréants. » (José Bergamin. *La Cabeza a Pajaros*. Madrid 1934.)

Je n'oublierai jamais les heures passées en compagnie de Bergamin sous les voûtes du vieux couvent. Tout en me faisant admirer des chefs-d'œuvre de l'art espagnol — tantôt un somptueux autel au décor polychrome évoquant le théâtre d'un Calderon, tantôt une statue du Christ en bois coloré dont le réalisme profond faisait trembler d'émotion mon guide — il me parlait de la décadence de la religion dans son pays.

— L'explosion de la haine populaire contre les prêtres était malheureusement inévitable en Espagne. Il y longtemps que notre clergé a cessé de servir Dieu. Rapaces, fainéants, privés de toute vie religieuse véritable, nos prêtres se sont mis

ouvertement au service de la petite poignée d'hommes qui exploitaient le peuple, avec une cruauté qui remonte aux pires moments de l'époque féodale. Ayant accumulé des richesses formidables, l'Eglise espagnole est devenue elle-même un des plus redoutables oppresseurs des travailleurs. Banques, monts-de-piété, compagnies de navigation, chemins de fer, exploitations minières — partout on retrouve les capitaux de l'Eglise se chiffant par des milliards. Comment voulez-vous que le peuple, dans ces conditions, ne se soit pas tourné en premier lieu contre ces exploiters qui lui prêchaient l'humilité et l'abstinence ? Et que dire de leurs alliés, de ces quelques grandes familles espagnoles qui détiennent trois quarts des richesses du pays et qui prétendent aujourd'hui défendre la religion, en massacrant le peuple ? Leur religion n'a rien à voir avec la foi chrétienne. Vautrés dans leur orgueil impie, ils exigeaient qu'on servit Dieu à domicile : tous, ils s'étaient fait construire dans leurs palais, depuis longtemps enlaidis par la vulgarité des goûts bourgeois, des chapelles particulières où les prêtres venaient officier pour épargner à cette caste dégénérée la rencontre avec le simple peuple. Lorsque, à la fin de juillet, je fus chargé par le gouvernement d'aller prendre possession de ce couvent, je n'eus aucun scrupule à faire mon devoir : la foi, celle à laquelle je reste profondément attaché, n'y résistait plus... Il m'est plus facile de parler de la doctrine chrétienne avec un communiste qu'avec un prêtre. Depuis des années, je combats dans ma revue, *Cruz y Raya*, l'impunité de la religion officielle et c'est avec joie que j'ai adhéré à l'Association des Ecrivains révolutionnaires qui groupe les meilleurs représentants des lettres espagnoles. En Espagne, la victoire du peuple sera aussi la victoire de la véritable foi chrétienne...

Lorsqu'après la visite au couvent de Las Descalzas Reales, nous revînmes avec Bergamin à mon hôtel, dans le hall m'attendait le capitaine Garcia Alexander, du 5^e régiment des milices populaires, qui m'avait amené la veille au front de Guaderrama. Il ne put cacher sa joie à la vue de Bergamin. Ils se connaissaient : le capitaine Garcia Alexander, alors simple militant communiste, et José Bergamin, célèbre écrivain chrétien, avaient pris part ensemble aux combats de rues qui s'étaient déroulés à Madrid autour de la caserne de Montana.

LARGO CABALLERO

Chef du parti socialiste

Interview recueillie par

JEAN-RICHARD BLOCH

Un soir, dans Madrid. Une voiture nous emporte à travers la ville, apparemment pacifique, pleine de lumière et d'animation. Des amis nous conduisent à la rédaction de *Claridad*. Largo Caballero m'y attend. Je ne le connais pas, mais nous avons correspondu. Je lui dois même une assez vive émotion : cinq jours après le début de la rébellion, dans le désordre des premiers troubles, quand la presse française avait annoncé qu'aucune correspondance ne passait plus, je reçois une enveloppe au timbre de Madrid. Elle est datée du 17 et porte, en outre, le timbre humide de Valence. Elle contenait un mot du leader socialiste, écrit la veille même de la catastrophe...

Une maison comme il y en a dix mille. Sous le porche, des camarades nous examinent d'un œil soigneux ; à l'étage voulu, nous sonnons, bourgeoisement. La porte s'entrouvre (sous sa peinture innocente, c'est une lourde porte blindée) : il faut parlementer ; nous sommes admis. La rédaction du journal de la fraction de gauche du Parti socialiste n'a pas fait comme d'autres, elle n'a pas été s'installer dans un local opulent, elle est restée dans ses meubles sans luxe.

On fait difficulté pour m'annoncer au leader suroccupé. J'insiste, on me prie enfin d'attendre dans l'antichambre. Au bout de quelques minutes, nous sommes introduits. Voici l'homme que je désirais voir.

Soixante-sept ans ; une vieillesse robuste, toute-

fois moins puissamment charpentée que je m'y attendais, sur la foi des images. Nous l'avons surpris dans son travail, sans veston ni gilet, le col ouvert sur un cou vigoureux mais sec ; et les manches de sa chemise, retroussées, découvrent des avant-bras très blancs et musclés. La tête chauve est carrée, la face massive, le front obstiné, le modelé de la figure beau et fin dans sa force, les yeux clairs sont terriblement las.

Il ne parle ni n'entend le français, et nous converserons par interprète. Nous n'oublions pas que ce grand tribun est un ouvrier, un autodidacte. Je lui présente mes compagnons : Andrée Viollis, Jean Cassou, et lui fais transmettre une ou deux phrases d'affectueuse salutation. Il s'incline légèrement, avec une courtoisie un peu froide, un peu gauche, nous désigne des sièges, reste debout, et me fait répondre qu'il est touché mais que ses instants étant comptés...

Je m'aperçois que la qualité d'envoyé du Comité du Rassemblement Populaire français n'éveille peut-être pas d'amitié particulière chez le célèbre agitateur. Est-ce au Front Populaire ? Est-ce à notre nationalité qu'il semble en avoir ? J'en aurai le cœur net.

J'expose rapidement, d'une façon que je fais réaliste et dépouillée, le but de notre voyage en Espagne, le motif particulier de notre visite à lui, et je vois le rude militant, d'abord distrait et irrité, tendre l'oreille, hocher enfin la tête d'un air approbatif.



Il regardait l'interprète et non moi, comme on voit les gens tourner instinctivement le regard vers leur poste de sans-fil. Mais tandis qu'on me trans-

met sa réponse (que j'ai déjà comprise — mais je veux m'assurer contre toute erreur de ma part —), soudain c'est moi que ses yeux gris se mettent à fixer, avec une attention soutenue, qui épie et qui absorbe bien.

Le voilà à son tour qui questionne. Ça y est : l'accrochage est obtenu. « Que désirai-je savoir ? » Je lui rapporte notre entretien du matin, avec le Président de la République, et les graves paroles que celui-ci a prononcées.

Il les approuve (Cassou vous en aura transmis la substance). Il les confirme, il s'éveille, il s'anime tout en parlant. Il regarde de plus en plus fortement, il enfonce ses yeux clairs dans les miens, et soudain je vois s'allumer, au fond de ces prunelles rusées et réticentes, la petite flamme de confiance que, dès notre entrée dans ce modeste cabinet de travail, je me proposais de faire naître. Non seulement ma sympathie pour lui, pour son peuple, pour sa cause, pour son héroïsme, l'exigeait, mais elle m'assurera de sa véracité. A présent qu'elle est là, la petite flamme (je la surveille, de crainte qu'elle ne s'éteigne), je suis certain qu'il parlera vrai parler. Que dit-il, Largo Caballero ?

Je retrouve dans sa bouche les pensées que j'avais déjà recueillies du Président Azana :

« Vous, Français, vous êtes détestés des fascistes ; vous imaginez-vous avoir quoi que ce soit à espérer d'eux pour votre influence dans notre pays ? Leur victoire marquerait sa fin. Vous aviez des amis, des alliés absolument sûrs et fidèles — la gauche, les républicains, le Front Populaire. Que faites-vous pour eux ? Qu'avez-vous fait ? Votre presse, dans sa presque unanimité, les couvre de calomnies, souhaite leur défaite, amène l'opinion contre eux (1). Quelle aide effective le Front Populaire français a-t-il apportée au Front Populaire espagnol ? Pensez-vous que, si nous succombions, vous vous maintiendriez longtemps, et que la France même... ? Mais si nous triomphons, comme nous l'espérons, pensez-vous que le Front Populaire espagnol ne se souviendra pas qu'il a été abandonné par vous ? »

« ... Vous pouvez beaucoup pour changer l'atmosphère en France. » (Une expression d'amertume et de fatigue envahit brusquement sa figure blémie par le travail et les soucis.) « Dites la vérité : que notre peuple tout entier est debout, qu'il veut la victoire, qu'il se bat héroïquement, que les autres ne passeront pas, mais qu'ils possèdent presque tout le matériel, que nous avons les mains nues, que nous mourrons s'il le faut, mais que nous mourrions moins si nous avions les armes, les avions qui nous manquent. »

Nous parlons de la situation. Je lui dis l'enthousiasme dont nous a remplis le spectacle du peuple des campagnes et des villes, dressé pour la défense de sa liberté, de sa dignité, sans ostentation, avec une résolution austère et terrible. Il approuve vivement de la tête, il est touché, il reconnaît les spectacles que j'évoque. Sa confiance également est absolue. Il est aisé de se rendre compte que ce n'est pas là un optimisme de façade, une attitude de commande. Mais ce n'est pas non plus une confiance de réunion publique ; elle est pensive et saignante...

Il me charge de son message pour ses camarades de la C.G.T. française, dont il souhaiterait la visite personnelle (2), et pour le prolétariat de notre pays. Et comme j'abrège soudain la fin de l'entretien par égard pour son labeur et par respect pour les tâches immenses qui incombent, dans cette lutte opiniâtre, aux responsables des grandes organisations, il s'émeut et me serre dans ses bras. Je sais bien que le geste est très espagnol, mais je ne me trompe pas en sentant, dans son étreinte, une nuance personnelle et un abandon affectueux qui me bouleversent, venant de ce vieillard combatif et indomptable...

(1) Ceci se passait à la fin de la première quinzaine de la guerre civile. Quel Français se souviendra, sans rougir de honte, du ton général de notre grande presse et de l'inertie de l'opinion ? Le redressement s'est heureusement produit, dans la suite, du moins dans les journaux de gauche et dans la masse.

(2) Elle s'est heureusement réalisée depuis, par le voyage de Jouxhau à Madrid.

ALVAREZ DEL VAYO

le grand leader socialiste

Interview recueillie par

JEAN-RICHARD BLOCH



Le député de Madrid, qui est aussi un des chefs les plus aimés du Parti Socialiste et un des rédacteurs principaux de *Claridad*, m'a donné rendez-vous dans un petit bistrot d'un quartier excentrique. Je l'y trouve, à minuit passé, finissant son dîner avec son beau-frère, Agaquistain, et un socialiste allemand, au regard tendre et scrutateur.

Nous nous embrassons (je le connais depuis longtemps), je revois avec plaisir ses yeux myopes si perçants, sa figure vive, lourde et disproportionnée, dont la mâchoire n'aurait demandé qu'un petit encouragement pour être celle de Michel Simon. Sa chemise de flanelle dessine son tarse extraordinairement puissant.

De sa voix chantante de Navarrais, sourde et un peu monotone dans le phrasé, il me dit, avec un sourire timide d'écolier qui va faire l'école buissonnière : « Je pars à 4 heures, nous attaquons sur la Sierra, à 6. Je monte avec la première vague d'assaut. Ce sera très dur. L'opération est bien préparée. Débordement par les ailes. Nous voulons prendre pied sur la crête. J'ai désiré vous revoir pour le cas où je ne reviendrais pas. Quand vous serez en France, écrivez à ma femme, elle s'y trouvait avant ces événements. »

L'ancien combattant que je suis ne va pas amuser de mauvais encouragements l'ancien combattant qu'il va être, si le sort ne lui est pas contraire. Je me représente avec assez de vivacité mes propres attentes avant l'attaque. Je me doute de ce qui se passe en lui. Je connais également la Sierra : c'est un rude morceau.

D'un commun accord, nous détournons la conversation.

« J'étais dans le Guipuzcoa, il y a quelques jours, me dit-il. Nous avons demandé 3 volontaires pour une mission dangereuse. Il s'en est présenté 50. Il s'agissait d'aller à... (ici le nom d'une ville du

nord, que je tais) afin d'y porter certains messages et d'en rapporter certaines informations. Voici ce que nous avons appris : la grève générale y a éclaté. Les généraux blancs ont donné l'ordre de reprise du travail, sous menace d'exécution des secrétaires de syndicats. Le travail n'a pas repris. Les secrétaires de syndicats ont été fusillés. La grève a continué. Les syndicats ont élu des bureaux secrets. Chaque fois que l'un d'eux est découvert, on fusille tous ses membres. Les ouvriers en élitent d'autres et la grève continue.

« Aucun rebelle, aucun officier ne peut se risquer isolément dans les rues de la ville. Les corvées même se font en troupes armées et les casernes ne communiquent entre elles que par automitrailleuses. Voilà ce qu'est l'occupation de l'Espagne par eux. »

« En dehors de la Navarre et de quelques districts arriérés et réactionnaires, en dehors de la « jeunesse dorée » où se recrutent les phalan-

gistes, ils ont tout le peuple contre eux, de l'Andalousie au pays basque, de la Galice au Levant. Ils ne pourront pas vaincre. Cela est absolument impossible. Ils peuvent tuer. Là où ils sont les maîtres, ils fusillent, ils exécutent, ils déciment nos militants, les républicains, les socialistes, ils font le vide, leur dernière ressource...

« S'ils avaient dû vaincre, ils y seraient parvenus au premier choc, quand ils nous ont surpris au saut du lit, désarmés, eux ayant toute l'armée. A présent, le gros danger, pour nous, ce sont les avions et les aviateurs italiens, allemands, qui leur arrivent. Si nous pouvons leur opposer une aviation égale, nous sommes certains de la victoire, parce que, sur terre, que voulez-vous qu'ils fassent contre un peuple entier ? »

« Donc tout est une question d'avions et de pilotes... »

Le bistrot se vide, l'heure passe, l'heure approche. Alvarez del Vayo songe à tout le monde. Sa bonté extrême trouve le moyen de s'employer. Il se dérange plusieurs fois pour rendre un service menu, mais assez délicat, à un journaliste étranger.

J'ai le cœur gros de le quitter. Je voudrais l'accompagner jusqu'à la Sierra que le soleil sanglant de ce matin d'août va étreindre avec apreté. Mais ma voiture m'attend moi-même, à 4 heures du matin. Ma route est ailleurs...

La place devant le bistrot a une couleur et une odeur « rue-des-Ecoles » au crépuscule de l'aube. Une fumée d'adolescence monte alors en moi... je prends congé d'un ami... il a dix-sept ans... moi aussi... nos destinées s'étendent devant nous, tout droit... pourtant nous désespérons de l'heure qui va venir, romantiquement, et nous nous embrassons comme au bord des ténèbres... Cela n'a été qu'une seconde ! J'ai cinquante ans, del Vayo monte au front, c'est la guerre, l'affreuse guerre, et la plus décisive de toutes les guerres, le sort de l'Espagne, de la France, du genre humain se joue en ce moment, et c'est bien, en effet, sur le bord même des ténèbres que nous nous embrassons.

De loin je me retourne et nous échangeons la salutation castillane qui se prolonge et trouve écho dans l'air vide du matin, comme un appel de père dans la montagne :

— *Salón-ohé ! Et buena Suerte, mon ami !*

après

L'ÉTHIOPIE L'ESPAGNE

LE VÉRITABLE ENJEU DE LA GUERRE CIVILE

PAR E. N. DZELEPY

LA crise espagnole menace de se transformer en crise internationale. En se prolongeant, la guerre civile d'Espagne risque donc d'être fatale à la paix européenne. Comment expliquer qu'un conflit de politique intérieure dans un pays qui, jusqu'à présent, s'est toujours tenu à l'écart de la vie européenne, fasse aujourd'hui que ce même pays occupe subitement la première place dans les préoccupations des dirigeants de notre continent ?

Une guerre civile pourrait-elle glisser du plan social intérieur au plan politique extérieur ?

A notre sens, si la crise espagnole est capable de déterminer un conflit européen, c'est que l'Espagne, de par sa situation géographique par rapport à la France et au bassin méditerranéen, occupe une place particulièrement importante. Il faut donc, pour se faire une idée claire du sens et de la portée de cette guerre civile, la considérer sous l'angle international.

Pertinax avait observé que « la guerre espagnole, avec ses ramifications marocaines et méditerranéennes, tend à prendre la place que la question marocaine joua, entre 1905 et 1914, dans les démêlés des chancelleries européennes ». Le Maroc et les Balkans étaient, à cette époque, les deux points faibles de l'édifice de la paix. « Alternativement, la menace de guerre se fixait sur l'un ou sur l'autre ».

C'est ainsi que l'Espagne, en dépit de sa situation géographique, n'était pas en dehors des complications européennes de l'époque. Complications qui, finalement, menèrent l'Europe à la guerre lorsque l'Allemagne, après avoir sondé à plusieurs reprises la solidarité des puissances de la Triple-Alliance, finit par acquiescer à la conviction que l'Angleterre n'était pas disposée à soutenir la France en cas d'agression allemande.

La situation est aujourd'hui la même. L'objectif de la manœuvre aussi. Seule la future victime de l'agression a changé. Alors qu'il s'agissait autrefois d'isoler la France pour la mieux anéantir, il importe aujourd'hui d'isoler la Russie soviétique pour en faire une proie facile au néo-impérialisme pangermanique de la croix gammée et, du même coup, de reléguer la France au niveau d'une puissance de second rang.

Pour parvenir à ce but, il ne s'agit plus de briser l'alliance franco-russe (cette tâche, la diplomatie britannique se l'est réservée et s'y est appliquée avec une admirable ténacité). Ce que l'on souhaite, c'est d'immobiliser, de paralyser la France à l'intérieur de ses frontières, de la rendre incapable d'apporter une aide efficace sous quelque forme que ce soit à ses alliés de l'Europe Centrale et aussi à la Russie dans l'hypothèse — fort probable — d'une agression allemande.

C'est en ce sens que la crise espagnole apparaît comme la suite logique du coup de force du 7 mars dernier et du récent accord austro-allemand. Tout cela est lié au fait que les régimes fascistes en Allemagne comme en Italie, achèvent en ce moment leurs préparatifs militaires et se hâtent vers le dénouement fatal : la guerre. La guerre, dernière ressource et aboutissement suprême de leur politique économique et sociale.

Si l'occupation de la zone démilitarisée rhénane et sa fortification est destinée à couvrir le flanc du côté de la France en neutralisant au possible la pression de l'armée française, l'accord austro-allemand, en consacrant l'alliance effective entre Rome et Berlin, vise avant tout à créer un second front à la frontière franco-italienne. Et l'instauration éventuelle d'un régime fasciste à Madrid, dans les conditions où elle doit s'accomplir en cas de succès des rebelles, aurait comme résultat immédiat la création d'un troisième front à la frontière franco-espagnole.

Mais il y a mieux. L'Espagne, interposée entre la France et l'Afrique, domine la route maritime entre la Métropole et ses possessions africaines, réservoir d'hommes pour l'armée française.

« Il faut à tout prix empêcher que l'Espagne soit à la remorque de la France et ce, afin que Paris ne puisse être en communication directe avec l'Afrique du Nord. » Ainsi s'exprime un organe de l'industrie lourde allemande, la *Gazette de Westphalie*.

L'idée est vieille de plus de dix ans. Elle date, en effet, de 1923, lorsque Mussolini essaya pour la première fois d'entraîner l'Espagne dans l'orbite de la politique italienne, en profitant de la présence, à Madrid, d'une autre dictature fasciste, celle du général Primo de Rivera. Tentative qui aboutit finalement à la signature en 1926 du traité d'arbitrage italo-espagnol. Ce qui n'avait été qu'amorcé alors, serait réalisé demain si une nouvelle dictature militaire s'installait à Madrid.

Ainsi s'expliquent beaucoup de choses qui, à première vue, semblent paradoxales ou sont tout simplement mal interprétées. Et d'abord la connivence des rebelles militaires avec Rome et Berlin ! L'organisation de la révolte fut précédée de pèlerinages et de visites des organisateurs dans ces capitales. Le général Franco, avant de s'embarquer dans son aventure, était sûr qu'il pouvait compter sur l'appui sans réserve de ceux qui avaient tout intérêt au succès de son entreprise.

On connaît l'accueil fait par les gouvernements italien et allemand à la proposition française de non-ingérence dans les affaires d'Espagne. Cette proposition était déjà en elle-même assez déplaisante pour le gouvernement de Madrid puisqu'elle l'affaiblissait ; ce gouvernement légal auquel la loi internationale reconnaît toute liberté de chercher à l'étranger les armes et les autres moyens nécessaires à sa défense, était placé sur le même pied que les rebelles. Les gouvernements de Rome et de Berlin réussirent à la saboter, d'abord en différant leur réponse afin de donner le temps nécessaire aux rebelles pour transporter, à l'aide des avions qu'ils avaient mis à leur disposition, le maximum de troupes du Maroc espagnol à la Métropole, et ensuite, en élevant des objections et en posant des conditions à leur participation qui rendaient la conclusion d'un accord impossible.

Cependant, il serait erroné de ne voir dans l'intérêt que l'Allemagne et l'Italie portent aux insurgés espagnols, que des motifs d'ordre idéologique, ou la simple intention de profiter de la situation pour pêcher en eau trouble.

Il ne s'agit même pas du *statu quo* en Afrique du Nord, voire de l'équilibre en Méditerranée. Rome et Berlin visent beaucoup plus loin : la mainmise sur une Espagne fasciste qui ouvrirait la voie à la réalisation de leurs plans d'agression et de conquêtes en commençant par l'isolement et l'encercllement de la France.

C'est donc par rapport aux préparatifs de guerre de l'Allemagne et de l'Italie que les événements d'Espagne acquièrent une importance internationale tout exceptionnelle.

Si les insurgés déclarent que « la question dépasse le domaine espagnol », qu'elle devient une forme de la grande lutte entre les forces de la désagrégation et d'anarchie tyrannique, d'une part, et celles de l'ordre, de la liberté et de la discipline d'autre part », tandis que leurs alliés étrangers préconisent une croisade paneuropéenne de ces forces contre l'Espagne « rouge », second « foyer bolchevique », c'est qu'ils veulent donner à la lutte la plus grande ampleur possible.

L'enjeu de la lutte qu'ils ont engagée est tel qu'il faut qu'ils arrivent à tout prix à leurs fins. C'est pourquoi on peut être sûr qu'ils oseront tout. « Je n'hésiterai pas à déclencher un grave conflit international », a déclaré le général Franco. Et il le fera certainement, quand il perdra tout espoir de gagner la partie avec ses mercenaires noirs et les avions que les Etats fascistes lui fournissent.

Pour les mêmes raisons, Rome et Berlin sont décidés à peser de tout leur poids sur la balance pour la faire pencher du côté des insurgés. Le succès de ceux-ci étant une condition primordiale du succès de leurs propres plans, ils feront tout pour l'obtenir, même au prix d'un conflit international. Et c'est pourquoi le conflit espagnol est tragique.

Ce n'est certes pas par l'effet d'un hasard que le coup de force du général Franco fut déclenché au lendemain de l'accord austro-allemand, qui, à son tour, suivit de près la fin du conflit éthiopien et le retour des armées italiennes à la Métropole.

Il en est de même de la violente campagne antisoviétique menée simultanément par les journaux allemands et italiens à l'occasion des événements d'Espagne. Si cette presse insiste tellement sur l'intervention de Moscou à Madrid, sur la « bolchevisation » de l'Espagne et en général sur la propagande soviétique dans le monde dont il n'était plus question depuis longtemps, ce n'est que pour préparer « l'atmosphère » de la croisade antibolchevique. Il est intéressant de remarquer à ce propos que c'est pour la première fois depuis l'avènement du régime fasciste que la presse italienne prend part à une campagne antibolchevique. A Rome on s'est toujours félicité des bons rapports entre l'Italie fasciste et la

Russie soviétique, rapports qu'on se plaisait à afficher comme une preuve du réalisme de la politique mussolinienne.

C'est ainsi que la crise intérieure espagnole déborde la Péninsule et se déroule sur le plan de la politique internationale, exactement pour les mêmes raisons que les problèmes réputés dangereux pour la paix : Dantzig, Anschluss, ont été relégués au second plan ; le premier pour permettre le rapprochement entre Berlin et Varsovie et enrôler la Pologne dans le rang du front antisoviétique ; le second pour consolider l'amitié entre Berlin et Rome. Car dans l'un comme dans l'autre cas, il s'agissait de grouper toutes les forces d'agression et de guerre, appelées par euphémisme « forces de l'ordre », en vue d'une prochaine action commune.

Jusqu'ici, tout est clair. L'obscurité commence — comme toujours — lorsqu'on essaie de définir l'attitude de l'Angleterre. Et cette obscurité pèse lourdement sur les événements d'Espagne, le facteur britannique étant déterminant dans leur évolution et leurs répercussions internationales.

La presse anglaise, à quelques rares exceptions près, s'est montrée plutôt favorable au gouvernement de Madrid. Le danger d'intervention allemande et italienne en Espagne semble l'effrayer avant toute autre chose. Mais l'attitude du gouvernement de Londres fut dès le début tellement incertaine que la presse libérale, absolument favorable au « Front Populaire » espagnol, lui reprocha à maintes reprises son manque de franchise et de clarté.

Sans doute, le gouvernement britannique a-t-il accueilli avec une sympathie chaleureuse l'initiative française de non-intervention en Espagne. Mais s'il a donné son adhésion au texte proposé par le gouvernement de Paris, il ne le fit qu'en principe et après avoir formulé une objection importante : la liberté du commerce. Si le gouvernement britannique finit par interdire, le 19 août — c'est-à-dire après un mois de guerre civile au cours duquel les rebelles ont eu le temps de se procurer tous les avions et les armes dont ils avaient besoin — les exportations d'armes pour l'Espagne, il ne le fit que sous la pression de l'opinion publique impatientée par le silence de l'Italie et inquiétée par le caractère conditionnel de la réponse allemande. Seulement, ainsi que l'a révélé avec force la presse libérale et travailliste, l'intention des gouvernements de Rome et de Berlin de saboter la proposition française de non-intervention afin de pouvoir continuer à ravitailler les rebelles, étant désormais claire, l'embargo décidé par l'Angleterre constituait, dans ces conditions une aide à ces derniers contre le gouvernement légal de Madrid.

Les journaux italiens n'ont-ils pas fait remarquer que la décision du gouvernement français de suspendre les exportations vers l'Espagne est due en grande partie à l'intervention de sir Georges Cierck, ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris ? La presse romaine a même laissé entendre à ce sujet que si la France décidait d'intervenir en faveur du Front Populaire espagnol, l'Angleterre lui retirerait son appui dans la question allemande au cours des discussions locarniennes à venir !...

Il semble que l'Angleterre devrait collaborer avec la France si, réellement, elle craignait de voir les événements d'Espagne dégénérer en un conflit mondial.

L'emprise italienne ou allemande en Méditerranée occidentale, poserait pour l'Angleterre le même problème stratégique que pour la France. Car, le jour où Italiens et Allemands s'installeraient sur la côte marocaine, face à Gibraltar et aux îles Baléares, l'équilibre actuel dans cette partie de la Méditerranée serait renversé. Ce jour-là la route des Indes serait coupée de façon bien plus dangereuse que par l'installation des Italiens en Abyssinie.

Mais l'Angleterre qui, ne l'oublions pas, soutint à la conférence navale de Londres la parité entre la France et l'Italie, procéda dans ses calculs politiques avec une logique bien personnelle.

Si l'Angleterre encourage les plans antisoviétiques d'Hitler — et les efforts de son gouvernement pour séparer la France de la Russie et limiter son action pacificatrice à l'Ouest, laissant les mains libres à l'Allemagne à l'Est — nul doute qu'elle fait, une fois de plus, le jeu de l'Allemagne et de l'Italie, quitte à préparer les pires difficultés pour l'avenir.

Il n'est que de noter la façon peu glorieuse dont le gouvernement de Londres liquida l'affaire éthiopienne où tout l'honneur d'Albion semblait pourtant engagé. Quelle était la raison de cet abandon ? C'est que l'Angleterre était pressée de voir l'Italie « reprendre sa place au concert européen » où Mussolini allait jouer le jeu allemand.

Si l'Angleterre l'avait voulu, la lutte, en dépit de son ampleur, aurait pu être facilement localisée et réduite aux dimensions d'une affaire intérieure espagnole. En effet, si dès l'origine de la guerre civile, l'Angleterre avait nettement pris position, les rebelles, abandonnés à eux-mêmes, n'auraient pu que succomber.

Les Anglais ignorent-ils que la victoire des rebelles serait une nouvelle manche gagnée par ceux qui veulent la guerre ?

E.-N. DZELEPY.

CROQUIS ET SILHOUETTES RÉVOLUTIONNAIRES

(Suite de la page 44).

Sur les wagons, maladroitement tracé à la craie : « Jurad por estas hermanas antes morir que consentir tiranos », c'est vraiment autre chose. Car ceux-là, ça n'est uniquement que le peuple ouvrier. Voyez femmes en sarrau, voyez les filles coquettes aux sourcils épilés, certes, mais dans les pauvres vêtements du pauvre. Voyez les enfants, des petits êtres chétifs, des petits malheureux. C'est bien le peuple qui se bat, rien que le peuple.

Un 1914 populaire et volontaire et poignant. Quand le train a disparu, une vieille femme s'effondre en bruyants sanglots. Et le général de l'armée milicienne, venu pour le départ, s'approche, la relève, la console...

LA GRANDE PARADE

Le Paseo del Gracia, les Champs-Élysées de Barcelone, est bien entendu une voie aristocratique et calme, troublée seulement depuis la révolution par les coups de sifflet des gardes civils qui arrêtent les voitures, par les rares coups de feu qui trouent le silence lorsqu'une auto ne s'arrête pas au signal.

Ce soir, le peuple en armes a défilé le long du Paseo del Gracia, comme il défilerait de l'Arc de Triomphe à la Concorde.

C'est la parade de la milice, une parade attendue depuis plusieurs jours. Ici on n'abuse pas des démonstrations de rue. A la nuit, sans flambeau, les Sans-Culottes ont défilé sur trois rangs.

Les Sans-Culottes, car ce sont eux, vêtus comme ça peut, le fusil à l'épaule, à bout de bras ou simplement passé derrière la nuque comme font parfois les Arabes. Un défilé qui n'a rien de militaire, où chacun marche à sa guise tout en se maintenant dans le rang.

Un homme passe, le fusil à droite, l'éventail dans la main gauche, avec des gestes de grande coquette. Tous, au passage, demandent des cigarettes ou simplement puisent dans les paquets que les badauds tiennent à la main pour leur consommation personnelle.

Voilà quelques joyeux garçons, la fleur à l'oreille, brandissant le fusil au-dessus de la tête en criant des vivats sans fin.

Le cri de ralliement : « C.N.T., F.A.I. ! C.N.T., F.A.I. ! » qui se prononcent : « Cé né té, faille », retentit tout au long de l'avenue.

Voici les filles. Des pétroleuses ? Quelle plaisanterie ! Des cantinières, oui, des Madelons, de grandes filles sportives, musclées, l'une d'elles, en tête de colonne, marche pieds nus dans des sandales, la cartouchière en ceinture autour de sa robe blanche.

Voilà un vieillard portant un drapeau. Celui-là a l'âge, s'il était de chez nous, d'avoir vécu la Commune.

Voilà les « poilus », frères de ceux de 1914. Des gars qui ont fait la guerre sur notre front. L'un d'eux nous le crie au passage parce qu'il nous entend parler français.

Voilà des gamins de seize à dix-sept ans, plus ardents encore que les aînés, une ardeur sans gravité, une ardeur irraisonnée.

Pas un n'est vêtu comme l'autre. On les reconnaît du petit ouvrier au petit artisan, du fonctionnaire au tout petit bourgeois... Soudain, pour les besoins de la circulation, le cortège est contraint de s'arrêter quelques minutes. Alors, d'un seul mouvement, les hommes et les femmes s'assoient à terre, jambes croisées. Ils posent le fusil à côté d'eux. Certains même s'étendent tout à fait sur le sol.

C'est le défilé libre, un peu désordonné, pathétique dans le désordre du peuple en armes qui consent à se battre mais qui ignore la discipline militaire. Mais le défilé est aussi organisé, est

Ce cortège-là, croyez-le, vaut, dans son libre désordre, toutes les parades d'automobiles militaires du monde.

AU FRONT DE HUESCA, SARRAGOSSE, ALCANIZ, LECERA

A Caspé, le Comité de Guerre était anarchiste. A Tardiente, il était communiste.

A Alcaniz, il est nationaliste catalan.

A Caspé, il campait dans la gare.

A Tardiente, il siégeait dans les bureaux des deux cents familles.

A Alcaniz, il tient ses assises dans la magnifique résidence du juge d'instruction Maimar.

Le député François Paneras Duran est le commissaire civil des milices antifascistes de Tarraçone.

La demeure est confortable, bourgeoisement organisée. Le service est fait par le chauffeur et sa femme. Des jeunes gens, étudiants, architectes, enfin ce qu'on peut appeler des jeunes gens de bonne famille, composent l'état-major.

Et cette bourgeoisie aisée a pris place dans les rangs populaires pour repousser et abattre le fascisme.

Voilà qui est impressionnant.

François Paneras Duran, le chef, en uniforme de milicien, des petits morceaux de drapeau accrochés au bonnet de police par une épingle de nourrice, nous fera visiter le front.

— Je suis d'une famille où l'on était carliste de père en fils, élève du plus grand collège des Jésuites où professa Ignace de Loyola. Regardez-moi, voilà le résultat.

Le front, c'est à quelque vingt kilomètres de là. Lecera, un village misérable. Dans une misère physique, une misère incrustée. Dans chaque mesure, de la tuberculose en puissance. Un infirme devant sa porte nous regarde passer un peu hébété. Un enfant de quatorze ou quinze ans dort profondément sur un canapé de soie, couché sur le ventre.

Ici, c'est la ville du front. Les soldats qui remontent à l'attaque s'attardent à bavarder avec l'habitant. Les ruelles grouillent d'uniformes. La rue principale est encombrée des convois de blessés qu'on ramène à l'arrière. Une ville du front si proche de la ligne de feu, qui est au bout de la grande rue, qu'elle se recueille dans le soir qui tombe avec un peu de terreur dans l'air.

Voici la plaine. C'est là qu'on va attaquer tout à l'heure. C'est de là que l'assaut sera donné à l'heure H.

Déjà les hommes sont en position de combat. A leurs mitrailleuses, les mitrailleurs, couchés au sol, les fantassins, rampant le fusil à la main, dans le silence.

Sur la route, derrière une meule, les officiers ont installé les télescopes. L'ennemi est visible à l'œil nu pourtant. Mais la lunette dénonce les camouflages des gros canons. Et autour de ces canons on s'active. Là-bas aussi on prépare l'attaque.

Dans le ciel, un avion passe, aussitôt entouré de fumée.

Ce matin, un combat aérien a eu lieu. Un des leurs, parti de Sarinena où nous sommes arrêtés, n'est pas rentré. Sarinena c'est le camp d'aviation militaire important. Lorsque nous y sommes arrivés, les hommes étaient angoissés. Un camarade, attaqué par trois avions ennemis, avait mis en fuite l'un d'eux, abattu le second. Il n'était pas rentré. Partis en reconnaissance, deux pilotes apportèrent la nouvelle : le troisième avion rebelle l'avait « eu ».

Nous allons jusqu'aux avant-postes. Nous, les civils, nous avons un peu honte de notre présence parmi ceux qui se battent, parmi ceux qui font

battent. Le reste est réquisitionné. On ne fait pas de commerce au front catalan.

Un colonel en salopette donne les dernières instructions avant l'attaque qui va être déclenchée cette nuit. Il exerce une fois encore ses hommes à se protéger sous la mitraille, car il ne faut pas oublier que ceux-là n'ont pas été instruits dans les casernes, que la théorie militaire est pour eux lettre morte, et qu'ils n'ont, pour vaincre, que leur invraisemblable courage, leur joie profonde à servir une cause dont ceux qui les suivront profiteront sans doute mieux qu'eux-mêmes.

— Nous, tu comprends, dit un barbu d'une trentaine d'années, tout noir, le foulard rouge autour du front, nous peut-être qu'on verra pas le résultat de ce qui se passe, mais les gosses, les nôtres et ceux des autres n'auront pas connu nos misères...

VERS MADRID

Départ à huit heures du camp d'Alcaniz. Notre avion, le Lockheed, fait le plein d'essence sous les yeux ébaubis des paysannes et des petits enfants accourus tout exprès pour assister à notre envol. Toute la nuit déjà ils ont monté la garde auprès de notre appareil qui, pour atterrir dans les camps d'aviation, doit être signalé un peu partout afin d'éviter des méprises qui ne laisseraient d'être désagréables.

Nous sommes partis. C'est immédiatement après la petite plaine d'Alcaniz, le paysage aride, désolé, tourmenté, lunaire de la Sierra. Des montagnes, des pics, des trous...

Nous devons tout à l'heure peut-être passer au-dessus des lignes rebelles. Il faut monter très haut pour éviter les ennuis sérieux. Car si de ce côté-ci de la barricade nous sommes en terrain ami, de ce côté-là nous passerions de mauvais moments.

Et une demi-heure à peine après notre départ, c'est l'accident. L'atterrissage forcé pour ne pas brûler, car l'huile est montée à 145 degrés, et on entend le claquettement des bielles qui fondent. L'avion descend en vrille, cherchant un point où se poser. Mais il n'y a ici que la terre convulsée de la Sierra. Une manière d'oued s'offre à nous. Une solution désespérée. Alors, par dessus la crête montagneuse que nous survolons à trente mètres, nous apercevons une petite plaine. Le salut. Un miracle. Mais le miracle n'est pas complet puisque l'appareil s'écrase au sol et que deux de nos compagnons, Lucien Vogel et Paul Riestelhueber, sont blessés sérieusement.

La sirène de l'avion hurle et attire les paysans qui travaillent non loin de là. Où sommes-nous ? Des hommes s'approchent. Un instant la crainte chez chacun de nous naît d'être tombés chez les ennemis. Nul doute que la première demi-heure sera pénible. Qui n'est pas avec eux est contre eux, et sans doute est-ce bien là notre cas. Oh ! je sais qu'en mettant les choses au pire, nous aurions, suprême ressource, la possibilité de nous recommander d'un de nos confrères français qui doit, de ce côté-là du front, être tout-puissant...

Mais nos craintes étaient vaines. Le foulard rouge et noir d'un milicien armé nous rassure. Les secours arrivent. Et c'est la fin prématurée du voyage...

L'ENFANT A LA BARRICADE

Il a fallu renoncer à Madrid, il a fallu renoncer à Valence. Nous avons abandonné l'avion sur la plaine, et confié nos compagnons aux mains des chirurgiens.

Barcelone une dernière fois. La vie inquiète, nerveuse de la voluptueuse Barcelone, qui a su se battre, une nuit jusqu'au jour pour ne pas être dévorée par la louve...

Dans la rue, des enfants jouent. Deux bambins de quatre ou cinq ans font des pâtés de sable. Des

EN MANIÈRE DE CONCLUSION

Encore une révolution espagnole.
Encore une crise politique.
Encore un cas de conscience pour la France

C'EST aux applaudissements de la bourgeoisie française conservatrice que les corps francs de la coalition Groener-Noske écrasent, en janvier 1919, à Berlin, le mouvement spartakiste et, en mai, la révolution bavaroise, nettement séparatiste. A partir de ce moment, l'Allemagne, avec la tolérance de la France, peut conserver les forces et les cadres qui constitueront le noyau de son réarmement et qui ne cessent d'entretenir l'esprit de revanche.

L'esprit de classe contre la nation

C'EST aux applaudissements de la bourgeoisie française conservatrice qu'en mars 1919, l'intransigeance de la politique française provoque la chute du gouvernement Karolyi pacifiste et socialisant, composé pourtant de francophiles éprouvés. A partir de ce moment, la Hongrie est perdue pour la France. Après le bref épisode de la Commune, c'est l'avènement du régime autoritaire germanophile et révisionniste, dont l'instauration est effectivement facilitée par la France.

L'esprit de classe contre la nation

C'EST aux applaudissements de la bourgeoisie française conservatrice que le fascisme italien étouffe les libertés démocratiques au libre exercice desquelles la France est redevable de l'entrée en guerre de l'Italie à ses côtés. A partir de ce moment, l'impérialisme italien menace de plus en plus dangereusement le domaine colonial de la France en Méditerranée occidentale, son influence et son prestige en Méditerranée orientale.

L'esprit de classe contre la nation

C'EST aux applaudissements de la bourgeoisie française conservatrice que Primo de Rivera instaure sa dictature en Espagne et retarde l'indispensable évolution sociale de son pays. A partir de ce moment, l'Italie fasciste est chez elle à Madrid et, deux ans plus tard, les accords hispano-italiens lui livrent la clef des communications impériales françaises.

L'esprit de classe contre la nation

C'EST aux applaudissements de la bourgeoisie française qu'Hitler "écrase le marxisme" en anéantissant les libertés weimariennes. A partir de ce moment, le Reich national-socialiste entre ouvertement dans la voie du réarmement, obtient par l'intimidation toutes les concessions qu'on avait refusées au II^e Reich démocratique et socialisant et peut mener une politique de guerre.

L'esprit de classe contre la nation

C'EST aux applaudissements de la bourgeoisie française conservatrice que le chancelier Dollfuss noie dans le sang la social-démocratie autrichienne, seul élément irréductible opposé à la mainmise sur l'Autriche de l'Allemagne et de l'Italie. A partir de ce moment, le noyautage nazi se poursuit sans relâche en Autriche, jusqu'à la virtuelle mise au pas du pays qui a trouvé son expression dans les accords du 11 juillet dernier.

L'esprit de classe contre la nation

C'EST aux applaudissements de la bourgeoisie française conservatrice que prend corps l'opposition au pacte soviétique dont on peut penser tout ce que l'on voudra mais qui, devant le réarmement du Reich, représente un geste d'élémentaire prudence. A partir de ce moment, l'Allemagne a beau jeu pour exploiter cette opposition et pour renouveler le chantage d'un soi-disant péril bolchevik, afin d'isoler la France.

L'esprit de classe contre la nation

C'EST aux applaudissements de la bourgeoisie française conservatrice que l'Italie viole le pacte de la S. D. N. et entreprend la conquête de l'Éthiopie. La suprématie en Méditerranée, que les diplomates de la France et de l'Angleterre étaient parvenues au prix d'un siècle et demi d'efforts à assurer à ces deux puissances, se trouve désormais menacée par un nouvel impérialisme : l'impérialisme italien. A partir de ce moment l'avenir du chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti se trouve compromis et l'esprit d'agression triomphe.

L'esprit de classe contre la nation

C'EST aux applaudissements de la bourgeoisie française conservatrice que les sanctions sont sabotées et que l'anathème est jeté sur l'Angleterre qui s'en est faite le champion. A partir de ce moment un nuage plane sur l'entente franco-britannique, sauvegarde de la sécurité française et de la paix européenne. Résultat l'entrée des troupes allemandes dans la zone rhénane.

L'esprit de classe contre la nation

C'EST aux applaudissements de la bourgeoisie française conservatrice — qui ne tient pas à voir la bourgeoisie espagnole, avancée, conquérir aux dépens de la féodalité terrienne, du militarisme des pronunciamientos et de la haute bourgeoisie prébendiaire, les mêmes libertés que lui a values la Révolution de 1789 — que les rebelles de Franco et de Mola déchaînent en Espagne les horreurs de la guerre civile.

S'ILS réussissent à s'emparer du pouvoir : C'EST l'installation de l'influence italo-germanique au delà des Pyrénées ; C'EST la France obligée de se tourner vers une troisième « frontière militaire », pour la première fois depuis Napoléon ; C'EST la communication avec le Maroc menacée ; C'EST l'ordre en Afrique française compromis du fait de la participation des troupes indigènes de Franco à la guerre civile.

EST-CE cette irréparable atteinte à la puissance de son pays que veut la bourgeoisie française conservatrice ?

